IRIEVUIR INE IPRIRSSIE

Décembre 91

Novembre 93

FOS BUILDING PASSENI BUILDSSPSUPERING



The Congrès de 11 MANETE TO 111, 112, 113 movembre 93 / St Denis - Pobigny

EDUCATION

sur la corde raide Face aux critiques et à l'incertitude du climat politique La réforme universitaire

Le ministère de l'éducation nationale a mis au point de nou-veaux textes beaucoup plus sou-ples pour tenter de fairs passer repidement son projet de rénovation des formations universi-taires. Mais les critiques se multiplient, attisées par l'incertitude du climat politique.

Liber nationale va-il sortif du guépier den Actual Actual i ste fourte en ouvant, il y a trois semaines, le dossier de la rénoration des formations universitures? Au trythines du se succident les différentes moutures du projet, comme les réscitons contradictours des prédicess d'enseignants du supérier des prédices d'enseignants du supérier des prédices de teléction de teléction pripé de prédices de teléction de le contra des prédices de teléction de le contra de la prédices de teléction de la réponse est boin d'être daint. Comment le ministère de l'éduca-

C'est en effet it sentiment de cochvision qui précomine aujour-d'hai. En précentint, le 13 janvier demice, un entemble de texte bou-dés de un acheofice d'application racide, le minister avait ploé la barr lets hait. C'est tout le dispositif à la familie deme des penniers et accords cycles universitaires qu'il et de mainte de la penier et accords cycles universitaires qu'il entreduit transformer de la rentre entre entre de la rentre entre de la rentre entre de la rentre entre de la rentre entre prochaine (le Monde du 14 janvier).
Derant le oritique et le oppositions assister par ce projet initial, il
programivement été amené à lacher
du lest et assouplir le calendrer (le
fronce des 21 et 25 janvier).

d'un DEUG de maurement of partit à beatong, et par seulement or aux mathématident, contraire à 1'es- prit même de la réforme qui entend t e offir aux étudiants de premier que et des parcours moins spécialisés. Mais le ministère semble peu disposé à Deuxième point d'achoppement : le remochage des fillères de premier cycle. La creation, à colt des DEUG de stelences de la matlère et de sciences de la mature et de la vic d'un DEUG de mathématiques As point qu'aujoun'hui plus perconne se ait tra bien e ol fon en est.
Comme le note un prétident d'uniranité, con se salt plus sur que teste
réflecht. Il fout que le ministre propore un cadrage dais et définillés.
Cette continion conduit à de suprenantes rencontre. Ainsi, grande premête dans le payage universitair, e
a Syndéra national de l'enseignement apprésent SYNESURD la Federalion des syndicats autonomes du superiour et le syndiau du superiour force ouvriers viennent de signet, le 31 junvier, un communique commun. Dénorquit este dangers que les probles le réforme dont courir à la quelle de l'ancernant mobileurs, ils demandent su ministère de sursentent les plus négligées par la réforme. Les responsables des dépar-

chaine, elles

font peser à leurs yeur les projets ministériels sur l'enseignement de leur disciplie. Il est rare, pour ne pas dire exceptionnel, de voir les universitaires de la Sofonne sur la même longueur d'ondes que ceux de Saint-Denis, Nanterre ou Villetatements de philosophie de Paris-1, Paris-4, Paris-8, Paris-10 et Paris-13 Viennent de signer un texte dénon-gant la emenace catatrophique» que

les fillères actuelles sont between per trop fines, Maiu à condition que cr soit le voitin qui trinques, remanque soit le voitin qui trinques, remanque lisme. On reconnult, su ministère, lisme. On reconnult, su ministère, que la rédaction initiale des maquettes de diplômes dans ce se teur gommit à l'exes les disciplines de base et los parail per à comper ce le tir sur ce point. Au moins partiele le tir sur ce point. Au moins partiele ferment. Enfin, une trosième série de partière. notamment pour les scientifiques (900 heurs petvoar 11 norgine au lieu de 1100 aujourd'huit, les procedures deuts de recours en cas d'échec, j'introduction d'un système d'évaluation den enséignants par les étudiants et, surtout, la définition rigide et jugée taitlionne des contenus par module et iques porte sur les maquettes elics-mêmes et sur le projet d'arrêté général pour les premiers cycles. Les volumes horaires d'enseignement, par semestre, continuent à alimenter de multiples inquiétudes, This sollicitée par le ministère, la Conférence des prédients d'université et foin d'être unanime sur l'aitisur de la doptier. Le réution, le 19 janvier, d'une commission pédapogque extraordinaire pour examiner le projet de réforme en le appain tout apporté la preuve. Il est appain tout projet (meilleure orientation et side à l'aitier des étudiains gates à des filiales moins étudies et à un encadrement différent font l'objet d'un demant différent font l'objet d'un derment d'illère moins étudies et à un encaconsensa tret large, mais fout de même pas glefical. Une minoité de responsables universitaires as son expinité contre l'operation de la d'une réforme. Sur le dispositif pacia proposé par le ministre, trois points d'achopement apparaissent roussement de de de de cattendrier d'application qui, en depit des assoupissements apports depuis quirze jour, semble toujours fretaites à le sande majorité des présidents d'unité. versité. Ch ne peul pas foue l'un generate de considerate qui en codifice les formations universitéers par deux «Plus pars, noce l'un deux. «Plus ça traine, plus il derient difficile d'informer les fauur bachellers, alors que les systèmes de piè-inscription sont en straine de piè-inscription sont en strain de

Une marge d'initiatives aux universités

Cest sur ox differents points que en ministre parait disposé de des concessions pour faire passes sur projet. Il surait tres vice évoqué la projet. Il surait tres vice évoqué la prossibilité de proposer des maucutes de diplômes beaucoup plus souples. Cette solutions, accuellier favorable ment par la Conference des presistents de diplomes des presistents de la conference de ministre et du cabinet de M. Jopin ont en eller mit la denifier main, le 30 et 31 janvier dernier, a de nouveaux et 31 janvier dernier a de nouveaux et 31 janvier dernier der dernier der dernier dernier dernier der dernier dernier der der dernier der de the little design of the convent of a little design of the convent nivenux comportant six modules chative des établissements. L'évolution est particulièrement semisle en let-tre et sciences humaines où la nou-velle rédaction indique que les enseidémarrer, gjoute un autre. Quant aux universités de l'Ouest et du Nord qui arrivent à mi-parcours de leur contrat quadriennal, et seraient donc elles serviraient de «cobayes» et ne disposeraient pas, comme tout le monde, d'un délai jusqu'à la rentrée 1991.

modifier son projet sur ce point. Il gnements doivent porter expanneatime indispensable de supprimer! ments sur les grandes disciplines du réfler troussors » des matts pour secteur. Cela revient à laisser sux stituer devantage de bacheliers dans universités une marge appréciable les fillères scientifiques.

L'autre innovation importante concerne la hotaire. En kencez, la durée totale des enseignements et innité à 1 000 heure pour le promier cycle, mais les nouveaux projets mis regients que celts no comperad ni le tutorat, ni les apprentis agais fondemetaux (expression oute et écrite, ni les contrôles de consistences, ni l'enclépement des langues de técrite, ni les contrôles de consistences, ni l'enclépement des langues de territe, ni les contrôles de consistences ni l'enclépement des langues de territe, ni les contrôles de consistences ni l'enclépement des langues de territe de controles de consistences ni l'enclépement des langues de territe est propriét est pour prêt les l'observaines, non composit l'encei que pour les codes en seiners que le premier que pour le certifier est nitroduite en seiners que le premier que pour le consistent des langues, le tutorit et les controles de l'autres de la fautre a son metul marquées, première année de médecine qui se voient reconnaître la pousbilité de poursuivre en deuxième année dans les disciplines scientifiques. notamment pour les étudiants de première année de médecine qui se En lettres et sciences humaines, la reitique est inverse. Chaque discipires est inverse. Chaque discipires est inverse de capais des lustres sur son pré dant est trois grands DEUG séchéralises qui sont proposés, a Tour le monde est d'acquel sur le fait que i

permettre de couper court à un cer-tain nombre d'inquiétudes. Mais its ne lèvent pas complètement les prenéanmoins s'appuyer sur ces pre-mières ouvertures pour essayer d'ob-tenir un accord minimum de la com-munauté universitaire. Les nouvesux Ces nouveaux projets devraient naires et laissent, pour l'instant, en suspens le problème du calendrier d'application, Le ministère entend textes devraient être soumis, dès le reudi 6 janvier, à la Conférence des idents d'université (CPU), puis le février au Conseil national de ventions sur les remodelages discipli-Nottements du climat possitique actuel, «On en est au point, note un président d'université, où l'on ne soil président d'université, où l'on ne soil plus si les oppositions à la réforme sont lièes au projet ful-même ou aux incertitudes qui pèsent sur le gouver-nement et sur le ministère, » 'enseignement supérieur et de la echerche. Et une nouvelle reunion le la CPU est prévue la 19 février prochain sous la présidence de

GERARD COURTOIS

Les syndicats étudiants divisés

les réactions des étudiants au taires brouillent les clivages projet gouvernemental de réno-Comme pour les enseignants, idéologiques. Ainsi, I'UNEF (proche des communistes) se trouve-t-elle au premier rang côtés d'organisations proches vation des diplômes univefsides partis de l'opposition, comme le CELF (collectif des étudiants libéraux de France, des opposants à la réforme, aux proche de l'UDF) et l'UNI (Union i UNEF-Indépendante et Démocratique (proche du parti socialiste) juge le projet « globale-ment positif» et dénonce « les sitaires qui refusent l'idée même de rénovation et de démocratinationale inter-universitaire, proche du RPR). En revanche tistes de trop nombreux univerattitudes frileuses et corporasation de l'université».

réforme - la réduction du nomvages. Le CELF juge « aberrante » la suppression des deux tiers des DEUG (diplomes rales), des licences et des cette mesure ne se justifie que bre de filières – illustre ces clid'études universitaires généde la quarantaine de DEUGpar « des impératifs bassement financiers et démagogiques». Pour l'UNEF, le remplacement maîtrises. Pour ce syndicat, actuels par onze diplômes seulement est «inacceptable et conduit à un appauvrissement des formations », D'autant, ajoute son président, Olivier Meier, que «l'aspect fourre-tout des nouvelles formations ne places≱. De son côté, l'UNEF-10, favorable à cette concentration, estime qu'il s'agit d'un net progrès pour le secteur littéraire, mais que l'effort reste insuffisant pour les miques et juridiques. La sciences et les secteurs éconorésout pas le problème de selection par manque L'ossature générale

deuxième innovation majeure du projet gouvernemental, l'instau-ration de modules capitalisables garder le bénéfice même s'ils n'ont pas achevé la totalité de dont les étudiants pourraient leur diplôme, est jugée de façon positive par les différents syndi-cats, à l'exception de l'UNI, qui l'assimile à un « droit à la lenfeur». En revanche, les organisions sur la compensation entre sations réclament des préciles modules. Quant à la liberté ments, elle est jugée « risquée, par Philippe Campinchi, présilaissée aux universités de déterminer le contenu des enseignedent de l'UNEF-ID.

Contre elles, parfois. La mise en place d'un nombre minimum et font pourtant l'unanimité. d'inscrits dans chaque formation (100 étudiants au moins en DEUG, 40 en licence et 30 en maîtrise) déclenche une salve de gnant la fermeture de filières. La ment en licence et en maîtrise Certaines, dispositions du proilon, prévue initialement, des horaires d'enseignement en sciences, a provoqué une levée protestations, les étudiants crailimitation à un seul redoubleeur paraît inadaptée. La réducde boucliers chez les étudiants.

de la

En revanche, la généralisation du tutorat est approuvée par toutes les organisations, à condition que les étudiants ne soient pas utilisés pour pallier le manque d'enseignants, Echo positif également devant le renforcement des dispositifs d'accueil et d'orientation. Quant aux modalités d'examen, sujet sur equel les syndicats étudiants cement des oraux est bien sont très chatouilleux, le renforaccueilli, mēme si l'UNEF s'ińquiète de savoir s'il s'agit d'une sélection supplémentaire ou d'une chance pour ceux qui échoueraient à l'écrit.

MICHÈLE AULAGNON

102/92

L'ACS EL LYCEES : ÇA DOUGE Ils manifestent de nouveau aujourd'hui à Paris. Au programme : le retrait des réformes d'hypersélection concoctées par Lionel Jospin. (Page 8.)

18/2/92

Etudiants et lycéens manifestent aujourd'hui à Paris

EAU DE CHAGRI

ES étudiants et les lycéens, ainsi que des professeurs d'université, appellent à manifester, aujourd'hui à Paris, contre les projets de réforme concoctés par le ministère de l'Education nationale. Le SNESup participe a cette manifestation, organisee par l'UNEF et par l'association ly-ceenne DECLYC. Avant de converger vers le ministère de l'Education nationale, les étudiants se retrouveront à 14 heures, place de la Sorbonne, tandis que les lycéens ont rendez-vous à 14 h 30, place Saint-Michel.

14 h 30, place Saint-Micret.
Depuis quinze jours, des milliers
d'étudiants sont mobilisés. Des dizaines
d'assemblées générales se sont tenues
dans plusieurs facs de la région parie sienne, à Amiens, à Lyon, à Nice... Ils protestent contre la réforme Jospin des premier et deuxième cycles. Toutes les filières et tous les niveaux d'étude sont concernés. En lettres et sciences humaines, par exemple, le regroupement abu-sif des DEUG en trois domaines de formations conduirait à la disparition de nombreuses filières. En sciences, les réductions d'horaires entraîneraient la suppression de travaux dirigés dans toutes les matières, l'articulation entre les maths et la physique étant remise en

Au niveau de la licence et de la maîtrise, il n'existerait plus de session de rattrapage. Un seul redoublement se-rait désormais autorisé et la création de licences « à contenu libre », sans moyens et sans validation nationale, priverait la plupart des diplômes ac-tuels de leur caractère national. « C'est vrai, nos études out besoin d'un sérieux dépoussiérage, explique l'UNEF. Mais qui peut croire que l'on peut combattre les taux d'echec eleves, les injustices sociales et les mauvaises conditions d'étude sans passer au tiroir-caisse? »

terait à « être 25 par TD, à augmenter le nombre et le montant des bourses, à équiper les laboratoires de langues, les salles d'ordinateurs, les bibliothèques universitaires », à investir pour l'avenir des jeunes, en instaurant une réelle gratuité des études.

Les lycéens ne sont pas mieux lotis par le projet du ministre de l'Education nationale. En effet, dans les lycées d'enseignement général, il est prévu, entre autres, le regroupement des sections avec moins de matières; la suppression d'options en langues vivantes, en économie, en philo et en histoire; la resonte de toutes les classes de seconde avec plus de 35 élèves dans chacune d'entre elles.

Quant aux lycées techniques et professionnels, ils seraient victimes de la suppression des séries F et B, de la

disparition de la troisième et de la quatrième technologique, de la fermeture de sections de LP, ainsi que de la dimi-nution de places dans les bacs professionnels et dans les premières d'adaptation...

Mercredi dernier, les lycéens de DE-CLYC ont été reçus au ministère de l'Education nationale pour exiger le retrait de son plan et l'application des droits obtenus l'an dernier. « Nous oravons consenses an dermer. « Nous n'avons eu, pour réponse, que mépris et sourde oreille », ont-ils commente, avant d'ajouter : « Notre avenir est quand même plus important que les chars et les sous-marins. Le gouvernement doit débloquer l'argent nécessaire à notre formation, c'est-à-dire bien plus que les 4,5 milliards arrachés l'an dernier. »

Mina Kaci

8 - L'HUMANITE/MARDI 18 FEVRIER 1992

Quotidiende Paris 21/02/92

Réforme de l'enseignement supérieur

Les étudiants ne désarment pas

Avec des manifestations et des appels à la grève, le mouvement des étudiants contre la réforme Jospin s'est confirmé hier.

En province comme à Paris, le mouvement de protestation contre la réforme de l'enseignement supérieur s'est poursuivi hier, et continue aujourd'hui. Hier, une assemblée intersyndicale a décidé une opération fac morte à partir de lundi prochain à l'université de Paris II-Panthéon-Assas, phénomène qui ne s'était pas produit depuis les grèves de 1983. Cette décision a été prise par l'UNI, un syndicat de droite, des « corpos », et l'Union des étudiants de droit.

Hier encore, des manifestations avaient lieu à Rennes, à Reims, à Avaient neu a Acinica, a Acinica, a Lille I avec grève, et à Lyon. Aujourd'hui, sont prévus des ras-semblements à Lille encore, avec la participation de lycéens, à Tou-

louse, et dans la région parisienne. Phénomène important, des « coordinations indépendantes » se constituent à l'initiative d'une organisation apolitique, la Fédération des associations générales et monodisciplinaires d'étudiants (FA-GEM), et en particulier de l'Union des étudiants parisiens. Ce mouvement se distingue de celui lancé par l'UNEF proche du Parti communiste, qui reste très active de son côté.

Mardi prochain, une manifestation est prévue à Paris, sans doute relayée par des rassemblements en province. Malgré les concessions apportées par le ministère, notam-ment sur les volumes horaires des DEUG et le futur Certificat d'études universitaires, la réforme de l'enseignement supérieur reste contestée pour les raisons suivantes: ses adversaires y voient une

remise en cause des diplômes nationaux, la disparition d'enseignements fondamentux en 1re année, et un système de diplômes à deux vitesses.

Plus en profondeur, les étudiants reprochent à la réforme lancée par Lionel Jospin et Claude Allègre de faire du DEUG superbaccalauréat insuffisamment spécialisé, et de rendre ainsi obligatoires des études plus longues. Et le mot d'ordre général reste l'opposition à la réforme, même si certains, comme les représentants de la FAGEM, admettent qu'elle contient des aspects positifs, comme la facilité plus grande de passage d'une section à l'autre.

Un syndicat d'étudiants comme l'UNEF-ID, proche du Parti so-cialiste, se trouve un porte-à-faux par rapport au mouvement, et semble aujourd'hui divisé en deux

tendances, l'une nettement hostile à la réforme, l'autre partisane de temporiser. A la tête de la deuxième tendance, le président de l'UNEF-ID, Philippe Campinchi, propose une pause dans l'application de la réforme, «afin d'organiser une vraie concertation », et a lancé cette semaine trois journées d'information et de discussion dans les universités, afin que les étudiants formulent leurs propositions.

Au même moment, la conférence des présidents d'université a proposé que le débat sur les arrêtés particuliers sur chaque DEUG se déroule dans les futures « conférences pédagogiques » na-tionales avec la participation des étudiants. Cela suffira-t-il à cal-mer le mécontentement des étudiants, voilà qui n'est pas certain.

Denis LENSEL



PAS DE PAUSE POUR LA MANIF ETUDIANTE . Un projet suspendu mais une manifestation maintenue: malgré la « pause », décrétée jeudi par le ministère de l'Education dans l'élaboration de la réforme de l'enseignement supérieur, six à huit cents étudiants et lycéens ont défilé vendredi à Paris. A l'appel du « Comité de l'appendant de l'appen grève indépendant et provisoire « de l'université de Villetaneuse et des lycéens de la Fidl, ils ont exigé « le retrait total du projet ». Sous la banderole « Pas de réforme sans les étudiants », ils ont scandé « Jospin plus haut que Devaquet » ou, projet. Sous la banderole « Las de reforme sans les étadiants », ils ont scande « Jospin plus naut que bevaquet » ob, plus pragmatiques, « mardi manifestation nationale ». Le comité interfac et l'Unef-SE ont en effet appelé à un défilé mardi prochain à 14 h 30, de la place Saint-Michel au ministère de l'Education.

34 SAMEDI 22 ET DIMANCHE 23 FEVRIER 1992

Liberation 22/02/92

Le Parisier 18/02/92

La colère monte dans les facs

Encore une manif aujourd'hui à Paris contre la résorme Jospin. Les étudiants ne veulent pas du projet qui, selon eux, renforcerait la sélection. Un air de déjà

D'ailleurs la contrestation actuelle part de Para-XIII-Ville-taneuse, la même où avait démarré en 1986 la colère ontre le projet la contres la contre la contre la contres la co

taneuse, la même où avait démarré en 1986 la colère contre le projet Devaquet... Aujourd'hui donc ils seront place de la Sorbonne et place Saint-Michel à l'appel de l'UNEF. (l'autre UNEF, I'UNEF,-I.D., n'appelle pas à la manifestation mais ne. désapprouve pas ses membres qui la soutiennent locale-ment).

ment).

La fièvre semble donc gagner les facs à quelques mois de la mise en application de la loi Jospin. Le gouvernement veut en effet aller vite. Aujourd'hui, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche planche sur ce fameux projet de réforme. Pour la quatrième fois depuis décembre demier. Logiquement, tout devrait être en place pour la prochaine rentrée. Claude Alègre, le conseiller spécial de Lionel Jospin, pense que le vent de fronde actuel provient d'une « méconnaissance » et d'une « mauvaise interprétation » du projet.

« Du jamais vu depuis Devaquet »

AS de cours pour cause de grève. Depuis vendredi après-midi, les treize mille étudiants de l'université de Villetaneuse débrayent. Aujourd'hui, les amphis vivent au rythme des assemblées générales: trois en deux jours. Chaque fois, entre sept cents et mille étudiants se pressent pour conspuer le projet Jospin sur la réforme du système universitaire.

« Nous n'avions pas connu une aussi forte mobilisation depuis l'époque Devaquet, affirme-t-on à l'U.N.E.F.I.D. A Villetaneuse, les étudiants se sont prononcés contre cette nouvelle tentative de réintroduction de la sélection dans les universités. Il ne reste plus aujourd'hui qu'à exporter notre activisme vers les autres universités. » Hier après-midi, trois délégations ont rendu visite à leurs camarades des facultés de Saint-Denis, Nanterre et Créteil. « Nous ferons le point sur l'extension du mouvement, mardi à 10 heures, poursuit l'U.N.E.F.I.D., avant de nous rendre à la manifestation de la place Saint-Michel. »

NOTRE VIE

Étudiants et lycéens ont défilé hier dans les rues de Paris

Les réformes Jospin pour cible [Etudiants et lycéens ont défilé hier dans les rues de Paris | Les réformes Jospin pour cible | Les

Ils étaient plusieurs milliers à manifester contre les projets du ministre de l'Éducation nationale pour le supérieur et le secondaire.



Plusieurs milliers de manifestants dans les rues de Paris : le malaise étudiant et lycéen sera difficile à dissiper. (Photo Archambault/Bouchon/Le Figaro.)

Piusieurs milliers d'étudiants et de lycéens (6 000 se-ton la police, 15 000 selon les organisateurs) ont manifesté filer après-midi à Paris pour protester contre les dernières réformes mises au point par le ministre de l'Éducation natio-nale, Llonel Jospin. La fin du défité a été marquée par quel-ques échauffourées entre jeu-nes et policiers avec, notam-ment, quatre interpoliations. Piusieurs milliers d'étument, quatre interpoliations.

Des facs à deux vitesses

Les contestataires, réunis à fappei de l'Unef Solidarité étudiante et de Deciyc (proches du PC), de l'Unef Indépendante et démocratique et de la Fidi (proches du PS), de plusieurs modérates et apolitiques comme la Fédération des associations générales et monodisciplinaires (Fagem) et des professeurs du Snesup (à dominante PC) ont manifesté aux cris de « Réforme informe, réforme difforme », a Augmentation des bourses », « Ravet au placard », « Des bourses pour nos études », « Non à la subduction de la géographie », Rassemblé place de la Sorbonne en début d'aprés-midi, le cortège e'est ébranté vers 14 h 40 en direction des jardins du Luxembourg, empruntant ensuite le boulevard Montparnasse, la rue de Grenelle. Les contestataires, réunis à

A partir de 14 heures, le Quartier Latin est peu à peu envahi par les manifestants, Les étudiants, de loin fes plus nombreux, prennent poeses elon du haut du boulevard

Saint-Michel tandis que les lycéens se réservent la place Saint-Michel et le bas du bou-levard. En tête du cortège étudiant, l'université de Villeta."

diant, l'université de Villeta."

neuse. Noblesse oblige : élie se situe à la pointe du mouve-ment naissant. Suivent les facultés de Saint-Charles, Censier, Jussieu, etc. Unles ou mutitociores, les banderoles s'adressent toutes au ministre de l'Éducation nationale : « Jospin, ta réforme est bi-don », « Jospin, on te laissera pas faire, ton plan c'est la galère », « La solution pour nos études : plus de moyens, pas plus de sélection ». Sans oublier le sempliarnel erfrain repris par l'ensemble des manifestants : » Jospin t'es foutu, les étudiants sont dans la rue ». céens se réservent la place Saint-Michel et le bas du bou-

Banlieues parisiennes ·

Certains exigent le retrait pur et simple du projet de réforme, d'autres se contente-raient d'une pause. « Nous ne sommes pas contre une réforme a priori, explique Cécle, étudiante en première année d'histoire. Au contraire. Mais nous pensons que le plan ne limitiera pas le iaux d'échecs. il créera des facs à deux vites-ses. Ça, nous n'en voulons pas. Par ailleure, nous réuisons l'idée de limiter le nombre de redoublements en li-cence et maitrise. » cence el malicisa. »

Du côté des lycéens, les troupes, plus clairsemées, sont ausel plus excitées. Venus pour l'essentiel de la banileue parisienne, fas manifestants ne savent pae toujours pourquoi

Ils participent au défilé. Nathaile, élève de seconde au lycée Corot de Savigny, sort un tract pour expliquer les raisons de sa présence : « On va suppri-mer un certain nombre d'op-tions en seconde, lance-t-elle après lecture de son « anti-sèaprès lecture de son = anti-sè-che ». Çe restreint nos choix d'orientation. » Parmi les ly-cèens, deux visages connus : ceux de Deiphine Batho et de Nasser Ramdane, les deux lea-ders (socialistes) du mouve-ment lycèen de novembre-dè-cembre 1990. « A l'époque, nous étions descendus dans la rue pour dire non aux lycées-ghettos. Aujourd'hut, Llonel Jospin nous propose des lecs-phettos. Quant à la réforme des lycées, elle réduit les filiò-res meis ne règle pas les prores mais ne règle pas les pro-bièmes de fond. Jospin nous avait promis une vrale réforme pédagogique. Nous estimons qu'il n'a pas tenu parole. »

gu'il n'a pas tenu parole. »

Si les étudiants constituaient, hier, le gros du cortège, c'est que le projet de réforme Jospin des premier et deuxième cycles universitaires suscité de nombreuses inquétudes : les jeunes supportent mal, en particulier, les mesures qui visent à réduire considérablement l'éventail des formations de Deug (diplômes d'études universitaires générales) et le nombre d'heures d'enselpnement de certaines d'enselpnement des professeurs par tion » des professeurs par feurs étudiants,

Par rapport aux projets ini-tiaux, déjà très critiqués par les états-majors des organisa-

tions syndicates et les mouvetions syndicales et les mouve-ments étudiants, le ministère de l'Éducation nationale a, semble-t-il, mils beaucoup d'eau dans son vin, renonçant per exemple à imposer un ca-lendrier d'application détaillé aux universités et à limiter le nombre des redoublements possibles en année de licence ou de maîtrise.

Six moutures

Dans sa hâte de « boucler » une réforme qu'il entend mettre en place, coîte que coûte, de la rentrée prochaîne, Lionel Jospin a été amené à rédiger, successivement, six moutures de son contexte. A force de vouloir donner satisfaction à deux catégories d'opposants présentées par son conseiller spécial Claude Altègre, l'une comme « tutra-jacobine », l'autre comme « tutra-jacobine », l'autre comme « tout-indépendantiste », il est parvenu à un texte d'autant plus contestable qu'on voit mai en quoi la réforme annoncée pourra remédier à la lutte contre le dramatique taux d'échecs qui caractérise les deux premières années d'études universitaires. Surtout, le Dans sa hâte de « boucier » des universitaires. Surtout, le projet Jospin, à force d'ava-tars, est devenu totalement flou aux yeux de la commu-nauté universitaire. Nui ne sait plus ce dont il est question, ce qui est propice aux mauvalses interprétations et aux fausses nouvalles.

Dans les lycees, c'est la Dans les lycées, c'est la réforme de la classe de seconde, déjà adoptée en dépit de l'opposition des organisations de parents et d'enseipnants concernées, qui est aujourd'hui sur la sellette, t'essentiel des critiques porte

sur la réduction du nombre des sur la réduction du nombre des options proposées aux élèves : deux seulement alors que la plupart des élèves, jusqu'à l présent, sulvalent au minimum trois enseignements option-nels. Cette disposition dévrait être particulièrement préjudi-ciable sur enseignement la ners. Cette osposition overant étre particultèrement préjudi-ciable aux enseignements fin-quistiques, à quelques miss seulement de l'ouverture du grand marché européen. Les professeurs fibéraux repro-chent au ministre de l'éduca-tion nationale d'avoir voutu Im-poser un nivellement par le bas, soit pour se conformer aux idéologies égalitaires so-ciellates, soit pour réaliser des économies dégulaées. Le malaise actuel, qui s'était déjà traduit, à Paris comme en province, par des grèves et défilés divers au cours des demlères semaines, ser diffictie à dissiper. D'ores

cours des demières semaines, sera difficile à dissiper. D'ores et déjà, l'université Villetaneuse est perturbée depuis vendredi dernier, et de nombreux tyckes sont touchés par l'effervescence. Les quelque 10 000 manifestants d'hier vont-lis faire boule de neige? Une coordination de réprésentants des différentes universités de la région Ile-de-France devait se réunir, tard hier soir, à la faculté Saint-Charles, dans le XV- arrondissement, pour à la faculté Saint-Charles, dans le XV- arrondiasement, pour décider des suites à donner au mouvement. D'ores et déjà, il est question d'une nouvelle manifestation demain jeudi, place Saint-Michel à Paris. Llonel Jospin peut, en tout cas, compter aur une trêve durant les vacances d'hilver, qui commencent début mars dans la capitale. Mais après ?

Jacques MALHEREE, Murtel FRAT et Françoise LEMOINE.



Les étudiants passent la vitesse supérieure

Ils étaient près de huit mille, étudiants surtout, mais lycéens aussi, à manifester hier à Paris contre le projet de réforme universitaire. Cinq ans après la mobilisation contre la loi Devaquet, ils ont dépoussiéré les slogans de leurs ainés.

Créteil résonnaient les mêmes slogans qu'en 1986 contre le projet de réforme universitaire Devaquet,

Devaquet.
En téle du cortège, les étudiants de Paris-XIII, derrière leurs banderoles, « Villetaneuse en colère ». Fer de lance de la contestation contre le projet Jospin, ils sont en grève depuis vendredi. « La réforme a été élaborée sans les étudiants, exolique l'un d'entre eux : elle élaborée sans les étudiants, ex-plique l'un d'entre eux; elle prévoit des réductions d'horai-res pour tous les D.E.U.G., prin-cipalement en lettres, une filière déjà défavorisée.

*On yeut aussi nous imposer, your veur aussi nous imposer, pour la première année du première cycle, une formation commune à tous. Que vous ayez choisi de faire de la philo ou de l'histoire, vous devrez suivre les mêmes cours un parties course un parties course un parties de la philo ou de l'histoire, vous devrez suivre les mêmes cours un parties course un parties de la philo ou de l'histoire, vous devrez suivre les mêmes course un partie de la philo ou de l'histoire, vous devrez suivre les mêmes course un partie de la philo ou de l'histoire de la principal de la première de la philo ou de l'histoire de la philo ou de mêmes cours, un peu comme en terminale!

Contre la sélection

«Non à la sélection», scan-daient-ils. «Ce n'est pas la peine de supprimer l'épreuve du bac en la remplaçant par un contrôle continu, si on réintro-duit la sélection en première année de fac, proteste Alain, étudiant à Jussieu. Il n'y aura plus de sessions de rattrapage en septembre, et en licence nous n'aurons plus droit qu'à un seul n'aurons plus droit qu'à un seul redoublement, »

Quelques lycéens s'étaient Queques tycens s'etatent joints au cortège: « Je suis en seconde, lance Claire, élève de Fénelon, et dès que je serai en fac, je risque d'être une des premières victimes du projet. »

La manifestation, organisée hier par l'UNEF-ID. la FIDL. (Fédération indépen-dante et démocratique ly-céenne) et l'UNEF-Solidanité Abdiante convidair auec la étudiante, coincidait avec la étudiante, coincidait avec la réunion du Conseil national de réunion de la conseil de reunion de la conseil de reunion de la conseil de la conseil de reunion de la conseil de reunion de la conseil de la consei l'enseignement supérieur et de la recherche qui terminait l'exa-men de la réforme.

A l'issue de la manifestation, A lisue ue la manuestation, deux représentants de chacune des facultés ont été reçus en délégation au ministère de l'Education nationale. Mais le débat risque de tourner court : « Non à la négociation, oui au retrait du projet! » clamaient les étudiants sous les fenètres de Lionel Jospin

Rémy Hirror.



Le ministre ne comprend pas

IONEL JOSPIN ne comprend pas. Pour lui, la réforme de l'enseignement supérieur est faite pour les étudiants. « Elle leur permet de se réorienter en cours d'année, de simplifier les cursus du premier cycle, d'introduire des méthodes de tutorat » pour les nouveaux venus sur les campus. Mais, en face, on ne semble pas d'acoord. Problème : surtout la réforme du premier cycle, plus générale et moins centrée sur les disciplines. La peur pour les syndicats d'enseignants : la réduction des horaires. Autre raison du pour les syndicats d'enseignants : la 10-duction des horaires. Autre raison du

mécontentement général: le calendrier mécontentement general: le calendrier d'application de la réforme, fondée sur le volontariat des universités, et interprétée comme « une confusion et une dénaturation du caractère national des dimplô-

Pourtant, le ministère se veut rassurant. Avec la création, par exemple, d'un certifi-cat d'études universitaires (C.E.U.) à l'iscar denoes universitaires (C.E.U.) à l'is-sue du premier hiveau permetiant d'accé-der au second niveau, même si on a interrompu ses études. L'arrêt général de la réforme Jospin (en 22 articles) expose la

nouvelle organisation en quatre semestres et deux niveaux, dont le premier est beaucoup moins centré sur les spécialisabeaucoup moins centré sur les spécialisa-tions que dans l'actuelle organisation. But; aider à une meilleure transition entre enseignement secondaire et enseignement supérieur, faciliter les réorientations et éviter les abandons par l'échec. Bref, le ministre demande aux étudiants de « mieux s'informer » avant d'aller ma-nifester, car « seule une mauvaise infor-mation peut expliquer un mouvement minoritaire ».

<u>Le Parisien</u> 19/2/92

UX cris de « Jospin t'es foutu, les étudiants foutu, les étudiants sont dans la rue », sur l'air des lampions « Du fric pour les facs » ou « Ta réforme on n'en veut pas », des jeunes venus de presque toutes les universités de l'Ile-de-France ont défilé hier de la place de la Sorbonne au ministra de 1714. ont denie mer de la piace de la Sorbonne au ministère de l'Edu-cation nationale, rue de Gre-nelle. Sous les banderoles des facs d'Orsay, de Jussieu, de

Carole Merle : l'argent fait son bonheur

Seule l'Italienne Deborah Compagnoni, aussi époustouflante qu'Alberto Tomba, a pu battre la skieuse française. (Pages 1:

Etudiants et lycéens manifestent contre la réforme Jospin

ETMANTENANT LES FACS 192 51.01

Au moment où la France a le plus besoin de formation, Jospin veut aggraver la sélection, rétrécir le champ des études, couper les vivres. Décidément, la politique actuelle est mauvaise. Franchement, le vote PCF, le 22 mars, est bien le moyen de réclamer clairement d'autres mesures efficaces et justes pour leur avenir. (Pages 2 à 4, et l'éditorial de Charles Silvestre.)



Hier après-midi, au Quartier latin, à Paris. (Photo Bajande.)

C'EST LA FOLL LAUTREC



Sa rétrospectiv encore ouverte Palais et on ne que de lui, peti et grand peinu (Page's 19 à 24, supplément cu

LE PEN N'IRA A TF1

Confronté au mouvement de protestation ne surmédiatisatie Front national se retirer du de (Page 6.)

DRAME A MO.

Dans une cité-u la banlieue par. un épicier abat Beur d'une bal. tête. (Page 13.)

TEL-AVIV FAIT MONTER LA T

Le gouverneme israélien pours. bombardement Sud-Liban. (Pa

COUP D'ENVO AU NEW HAM

Les premieres c primaires de la campagne prés. américaine se s déroulées dans où la crise frap, les « cols blanc (Page 11.)

Plus de dix mille étudiants et lycéens ont manifesté hier à Paris contre les projets de réforme du gouvernement qui aggraveraient encore la sélection tout en appauvrissant le contenu des formations. Lionel Jospin met ce mouvement sur le compte d'une « mauvaise information » des jeunes!

Plus de 10.000 étudiants manifestent contre la réforme Jospin

EUL MOT: RETRAI

OUT d'abord un immense murmure puis avec le flot qui s'avance, un mot, un seul : « retrait

Ils étaient à peine deux mille la semaine dernière. Hier après-midi, un second courant de marée jeune a porté du boulevard Saint-Michel au ministère de l'Education au moins cinq fois plus d'étudiants parisiens en colère contre le projet Jospin de réforme des universités. Le projet d'un gouverne-ment tellement sûr de lui qu'il compte proceder par arrêtés ministériels...

En première ligne hier, une rangée d'étudiants de la faculté d'arts plastiques Saint-Charles, la première en grève depuis près de deux semaines. Ils arborent des pancartes où l'humour le dispute à la colère : « l'arrêt forme des ouspute à la cotere : « l'arrét forme des pantins », « il nous l'accorde raid» ». Porte-parole élu par les grévistes. Frédéric, blouson de cuir, en licence d'arts plastiques, se dit impressionné par « cette mobilisation. Nous som-mes pour le retrait pur et simple de ces textes », explique-t-il, « parce qu'ils ont été élabores sans consulter personne. Le gouvernement entend ainsi masquer son désengagement financier face aux besoins budgétaires et au manque d'effectifs enseignants ».

Un peu plus loin, des étudiants des différentes facultés de la Sorbonne. Parmi eux, Elodie, châle rouge, en première année de géographie. Pour elle, les douze projets d'arrêtés de Lionel Jospin signifient concrètement qu'au lieu de vingt heures de géogra-phie par semaine « nous n'en n'aucons plus que trois. Notre diplôme d'études universitaires générales disparaîtrait ainsi pour être remplacé par un DEUG fourre-tout en sciences humai-nes. Il nous faudrait attendre la licence pour commencer à apprendre ce que nous apprenons aujourd'hui en premier cycle ».

Un peu plus loin, ses collègues en philosophie brandissent une simple banderole : « Je pense, donc je suis contre ta réforme ». « Nous aussi, nous allons nous retrouver dans le DEUG sciences humaines, ajoute Isabelle, en deuxième année. En tant que telle, in philosophie disparaîtrait éga-lement *. Comme l'indiquent les pro-jets d'arrêtés ministériels, ce DEUG « sciences humaines » remplacerait ef-fectivement cinq diplômes différents existant aujourd'hui. Pour l'ensemble des étudiants, le nombre de forma-tions offertes dans les universités serait ramené de quarante-cinq à onze, pour les deux premières années d'université. Un vaste diplôme « lettres et langues » inclurait les actuelles formalangues » inclurant les actuelles forma-tions littéraires, d'apprentissage de langues étrangères, de LEA et de culture et communication! Un assem-blage pour le moins hétéroclite qui a fait inscrire, sur leurs calicots, aux étudiants de l'université de Censier : « Non à cette résorme dissorme ». Bé-



Deux parmi les dix mille pour qui le projet de Lionel Jospin n'est pas amendable... (Photo Francine Bajande.)

nédicte et Sylvie sont venues avec d'autres étudiants du second cycle de lanétrangères appliquées. « Ces gues etrangeres appriquees. " Ocs DEUG indifferencies suppriment environ cinquante pour cent des heures de cours : on passerait de 1.300 à 700 heures par an. Voilà leur réponse aux manques de profs. » La proposition renouvelée lundi soir à Albertville par Lionel Jospin d'instituer un « tutorat » d'étudiants de premier cycle par ceux de maîtrise ne leur plaît pas davantage. « Nous sommes étudiants, nous n'avous pas à saire des cours. C'est le rôle des

enseignants. »

Sophie, foulard bleu, critique des projets pilotes « par le manque d'ar-gent et des moyens mis par l'Etat ». « Moi, si je suis en lettres modernes, ce n'est pas pour me retrouver à faire de la communication, » Justement chargée de cours dans cette discipline, Christiane Poupardin constate « qu'on décide que cette discipline ne sera plus enseignée qu'à partir de la licence. On supprime notre DEUG de communication, alors qu'il offre une formation preprofessionnelle pluridisciplinaire avec des modules de soutien. Tous les motifs avancés officiellement par la ré-forme Jospin! C'est un comble! » Présents également à plusieurs cen-

taines, les étudiants d'Orsay disent non « aux études bradées et à l'avenir sacri-

fié ». Charlotte et Myriam s'époumonent en criant : « Jospin t'as rien compris, ta réforme elle est pourrie ». L'une est en DEUG de maths-physique chimie. Dans son cas, sa filière serait scindée en deux et « nos cours passe-raient de 1.400 à 900 heures par an! » La seconde s'est spécialisée en biologie. La seconde s est specialisée en niologie.

« On nous supprime, par exemple, la biologie végétale. Cette matière ne serait donc plus enseignée que dans les classes préparatoires qui bénéficieraient seules de l'accès à certaines écoles d'indivisire.

A côté d'elles, Françoise, en pre-mière année de sport. Dans son cas, « les activités sportives seraient réduites de quinze heures à trois heures hebdomadaires ». Venu de Villeta-neuse, université en grève, Kamel a été élu délégué le midi en assemblée générale. Jeune scientifique de première année, il s'inquiète également « d'une coupure entre les maths et la physi-que ». Alors « une réforme »? Oui. Mais « pas sans les étudiants », procla-ment les juristes de Créteil. Sylvain, militant de l'UNEF, élu lui aussi avec quatre autres étudiants en assemblée générale, relève pour sa filière de droit, « la remise en cause de la valeur nationale de nos diplômes. Le contenu des formations est tellement vaste qu'il variera selon les universités en

fonction des profs disponibles dans telle ou telle matière. On remet en cause également notre droit au redoublement ». Avec d'autres étudiants élus, de Nanterre et de Sceaux, de Jus-sieu et de Saint-Denis, Kamel, en pré-

mière année d'AES à Tolbiac, porté au ministère hier soir une brassée de pétitions. « Les étudiants comprennent petit à petit le caractère néfaste de cette réforme », commentait-il, en arborant comme beaucoup un petit badge blanc « non à la sélection » et un orange : « aug-mentation des bourses, 25 par TD, du fric pour nos études, c'est ça la bonne réforme ». « Notre diplôme serait reduit à une sorte de sous-DEUG de droit. Nous perdrions 57 % de cours en économie et 67 % en histoire ». A ses côtés, Frédéric, de Saint-Charles, se montrait soucieux de préserver l'indépendance de ce jeune mouvement revendicatif. « Les syndicats sont avec nous, mais la mobilisation est avant tout celle de tous les étudiants. Pas question de récuperation au dernier moment. » Cette conception du mouvement est partagée par Olivier Meier, le président de l'UNEF, qui considère également que « ce qui fait la force de notre mouvement, ce sont les rencontres de tous les étudiants par filière qui décident démocratiquement des formes de leur lutte. L'UNEF se met pleinement à leur service pour qu'ils aboutissent sur leurs revendications ».

En fin de cortege, un millier de lycéens, surtout venus des classes de terminale de Paris et de Seine-et-Marne, ont manifesté pour la première fois contre une réforme qui les toucherait dès la rentrée prochaine après l'obtention du bac. Reçus au ministère vers 17 h 30, les représentants élus des étudiants étaient porteurs de la prin-cipale revendication des manifestants : pas de négociation sur le texte, retrait des arrêtés Jospin. Une première réu-nion interfac était prévue à 18 h 30, avant des assemblées générales de compte rendu aujourd'hui.

Michel Guillou

Jospin accuse les jeunes d'être « mal informés »

Mauvais remake

EPUIS les neiges savoyardes, Lionel Jospin a pris de l'altitude pour commenter la situation. Petit un, « la reforme de l'Université a pour but de donner une meilleure orientation ». Petit deux, « seule une mauvaise information peut expliquer un mouvement très minoritaire ». CQFD : silence dans es rangs!

les rangs!

En parlant ainsi à Albertville, Lionel Jospin a-t-il chaussé ses jumelles à l'euvers ou, plus simplement, paraphrasé la droite qui prétendait des jeunes manifestants de décembre 1986 contre le projet Devaquet « qu'ils ne savaient pas lire »?... A moins qu'il ne faille considéter les propos du ministre au pied de la lettre. Lionel Jospin souhaitet-il une plus ample information des étudiants et des futurs bacheliers?

Dans ce case un hien seriaux souris de l'apprendent l'app

Dans ce cas, un bien curieux souci de « transparence » l'anime quand l'accès officiel aux textes qu'il élabore est refusé à la presse et quand de plus en plus de chef d'établissement - « isolément » et « spontanément », bien sûr! - recourent à l'intimidation et à la force pour tenter d'interdire aux lycéens de débattre et... de



On s'attaque d'abord au DEUG, ensuite à la licence, on finit par tout le reste »... (Photo Francine Bajande.)

Paroles d'étudiants et de lycéens

SUR BLANC

Ils dénoncent la sélection, l'appauvrissement des contenus la dévalorisation des diplômes

ELENE, en première année en communication à Censier : « Le DEUG « culture et communication » existe depuis huit ans. Il est prévu de le supprimer l'an prochain. Je ne pourrai donc plus aller en licence. Le regroupement des DEUG signifie un diplôme sans valeur. Les gens qui ont des sous iront dans des écoles privées, les autres auront une formation bidon. En première année de fac, ce seront les élèves de maîtrise de 3 cycle qui donne-ront des cours. Une façon bien particuront des cours. Une tayon tien particu-lière de pallier le manque de profes-seurs. Ceux-ci devront être polyvalents à cause des restrictions budgétaires. La diversité des matières fait la richesse de l'enseignement. Pourtant, ils veulent supprimer des outils qui nous permettent d'apprendre à penser. Devaquet, c'était la sélection à l'entrée en fac et là, c'est la sélection à la sortie : on permet à tout le monde d'avoir son bac, mais c'est la dévalorisation des dibac, mais c'est la oevaiorisation des oi-plômes. Il ne faut pas que le gouverne-ment décide à notre place. Il devrait révoir la réforme, mais en associant les délégués des lycéens, des étudiants et les professeurs. Une concertation peut amener à un projet correct qui permet aux aux étudiants d'avoir un DEUG valable, avec un bon enseignement et plus de professeurs, mieux formés et mieux rémunérés».

. XAVIER, en deuxième année de psy-chologie à Paris-V : « Avec le tronc commun, on aboutit à une formation

générale complètement bidon. Je trouve déjà que l'enseignement est trop général. Combien saudra-t-il d'années avant d'avoir une spécialisation? Il faut faire comme pour Devaquet : retirer la reforme, y

NADINE, en première année en géo-graphie à Villetaneuse : « Pourquoi Jospin veut supprimer le DEUG géo? Je ne comprends pas. Cela ne doit pas être rentable. Je crois aussi qu'il veut faire des facs qui répondent au marché du travail. Qu'est-ce que je vais faire? »

CHRISTOPHE, en première année de philo à Créteil : « On veut supprimer le DEUG de philo et vider cette matière de sa valeur. Globalement, il est décidé de liquider tout ce qui n'est pas productif. Par ailleurs, on ne permet plus le redoublement en licence et en maîtrise. Cette mesure touche principa-lement les étudiants salariés. Plus de la moitié d'entre eux seront jetés à la rue, car il n'est pas facile d'étudier et de travailler en même temps. Non seulement, on abaisse le niveau d'études, mais en plus en sélectionne. Le CNPF lui-même, veut des étudiants adaptés et non formés, »

MAGALI, en terminale au lycée Jean-Jaurès de Montreuil : « Le bac sera donné pour arriver aux 80 % déci-dès par le gouvernement. Quand on

n'est pas politisé, on n'est pas bien informé sur tous les méfaits de la réforme Jospin. Et ce n'est pas la télévision qui nous mettra au courant. L'an dernier, nous avons arraché 28 millions pour notre lycée. Pour aller aux toilettes, il fallait se rendre au café d'en face. Il n'y a pas de place au réfectoire et il manque des professeurs. Aujourd'hui, nous sommes 400 pour dire non à ce projet Jospin. Moi, je veux être professeur d'anglais ou hôtesse de l'air. Je n'ai pas l'intention d'arrêter mes études et de devenir cisière. devenir caissière. »

MARC, en deuxième année en art à Saint-Denis: « Plusieurs DEUG à Pa-Saint-Dents: « Prusieurs DIDUG a Pa-ris-VIII sont prétendus non rentables, alors on les réduit, voire on supprime certaines spécialités telles que la photo, par exemple. On s'attaque d'abord aux par exemple. On s'attaque a auru aux DEUG, ensuite aux licences et on finit par tout le reste. Les informations sur la réforme Jospin restent floues. Le peu la reforme Jospin aux page hon, le suis que l'on sait ne sent pas bon. Je suis heureux de voir tout ce monde dans la rue. Le gouvernement ne veut pas faire l'effort de s'occuper de l'Education na-tionale. Il se débarrasse de ses services publics et les livre au privé. La réforme passe d'abord par des moyens financiers et matériels. C'est peut être un cliché que de dire que l'armée est trop subventionnée par rapport à l'éducation mais c'est quand même une réalité ».

EDITORIAL

ECORCHES



QUELLES sont, pour les Français, les deux préoccupations les plus vives? Le chômage et la jeunesse, affirme une étude qui vient de parâtre. Ceux qui se trouvaient hier à Paris, au quartier Latin, n'en seront pas étonnés. Réunis en quelques jours, plus de dix mille étudiants et lycéens défilaient, en rangs serrés, contre la « sèlection ». La réforme Jospin a, une fois de plus, agi comme un révélateur. Diminution des spécialités (histoire, philosophie, etc.) dans les premières années de fac, « association » des entreprises (en fait du patronat) à l'enseignement supérieur, propose le ministre. Ces modifications paraîtront, à certains, un peu techniques et le ministre use manifestement d'un certain flou qui expliquerait, selon lui, le « malentendu ». Il faut dire qu'on ne prise guère, en haut lieu, ces manifestations de jeunes au moment où le pouvoir se dit victime de l'incompréhension.

La jeunesse, et vas seulement la jeunesse qui

au moment ou te pouvoir se dit victime de l'in-compréhension.

La jeunesse, et pas seulement la jeunesse qui étudie, est devenue une génération écorchée. « Une génération sacrifiée », reconnaît un so-ciologue dans un ouvrage, « la Raison des jeu-nes », qui paraît chez Laffont.

A colère, si l'on veut bien y regarder de près, couve en permanence depuis des années. Hier, des manifestants, d'opinions à l'évidence diverses, arboraient ce badge: « l'aisser sacrifier ». C'est celui de la Jeunese communicte

« On n'a toujours pas une gueule de génération à se laisser sacrifier ». C'est celui de la Jeunesse communiste.

« Ras l'bol » sans lendemain? Saute d'humeur pré-printanière? Rien n'est moins sûr. A l'automne 1990, par centaines de milliers, ils voulaient des moyens pour étudier, pas des « lycées galères ». Hier, avec l'UNEF, ils exigeaient des groupes d'études à vingt-cinq, du « fric pour nos études » ce qui serait, à leurs yeux, « la bonne réforme ».

Ce sursaut contre ce qui tend constamment à l'écraser, ce désir de vivre, de vivre pleinement, qui s'exprime dans la nouvelle génération posent un problème politique capital. Comment peut-on imaginer construire un avenir sans la jeunesse et plus encore contre elle? A quel sort un peuple est-il voué si l'âge qui symbolise le renouveau devient celui de la régression sociale, du gâchis humain et de la démoralisation? C'est précisément parce que ces questions hantent la société française, famille par famille, groupe par groupe, profession par profession, cité par cité, que « chômage et jeunesse » se retrouvent dans la préoccupation centrale du grand nombre.

Il cette préoccupation ne devait pas être au cœur du débat politique qui va s'accélérer jusqu'aux élections du 22 mars, alors cette campagne serait largement tronquée. Les joutes politiciennes auxquelles se livrent un Gaudin, un Tapie, un Le Pen ne résoudront aucun des problèmes posés aux 15-25 ans. Au contraire, elles sont des rideaux de fumée qui peuvent dissimuler de nouvelles dégradations. A la jeunesse, en particulier à celle qui se

contraire, elles sont des rideaux de fumée qui peuvent dissimuler de nouvelles dégradations. A la jeunesse, en particulier à celle qui se pose des questions sur les enjeux actuels, à tous ceux qui s'en préoccupent, les communistes parlent sans détour. S'abstenir le 22 mars, voter Lalonde ou Waechter, ce n'est pas s'opposer à une politique déplorable, c'est délivrer un véritable chèque en blanc. D'autres, actuellement au pouvoir ou à droite, se chargeront de le remplir à leur guise et de l'encaisser...

Il ne peut y avoir de moyen de défense et plus encore de perspective de changement que dans une remontée de l'opposition de gauche qui passe, qu'on le veuille ou non, par le vote communiste. Si le PCF crée la « surprise » dont il est question ici ou là, à qui cela profitera-t-il, sinon à ceux qui veulen un emploi, une formation véritable, un bon salaire, des droits, et plus généralement à ceux qui, après le 22 mars, voudront se battre? Les jeunes qui manifestaient hier ne sont pas les premiers. Ils ne seront pas les derniers.

CHARLES SILVESTRE

LES ETUDIANTS S'EBROUENT

Cinq à dix mille étudiants ont manifesté hier à Paris pour réclamer le retrait du projet de réforme universitaire. Le souvenir du mouvement de 1986 était dans toutes les têtes. Lire page 20

SOCIET

LA REFORME JOSPIN PROPULSE LES ETUDIANTS DANS LA RUE

Plusieurs milliers d'étudiants et de lycéens ont défilé hier à Paris réclamant le « retrait » pur et simple du projet de réforme universitaire. Ils reprochent à ce texte, dont les moutures ne cessent de changer, d'accroître la sélection.

orsque Lionel Jospin affirmait lundi que « seule une mauvaise information pouvait expliquer un mouvement très minoritai re », il n'avait pas tout à fait tort. Pas tout à fait... mais presque. Son information était peut-être déficiente. Mais, hier, en guise de mouvement «très minoritai-re», plusieurs milliers d'étudiants et lycéens ont défile à Paris entre la Sorbonne et le ministère de l'Education nationale pour réclamer le « re-frait » pur et simple du projet de réforme universitaire. Dix à quinze mille personnes selon les organisa-teurs, cinq à six mille selon la police. de quoi faire peut-être réfléchir la rue de Grenelle le jour où, pour la cin-quième fois, le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la re-cherche (CNESER) examinait les textes sur les premiers et seconds cycles. Car ils ont fait du bruit tout le long

du parcours pour signifier leur colère.

« Crier ça rèchauffe », souriait l'un d'eux, les mains enfouies dans les poches, ils ont donc combattu le froid à leur manière, à coups de slogans. Les inévitables « Jaspin 1'es foutu, la jeu-nesse est dans la rue » ou « Jaspin si tu savais, ta réforme où on s'la met » et les autres, puisés dans l'actualité — « Josautres, puises dans l'actualité — « Jos-piu, médaille d'or, du combiné merdi-que, l' cycle-» cycle «. Les provo-cants — « Jospin, serre les fesses, on metien de maniferte de les fesses, on cants — « Jospin. serre les Jesses, on arrive à toute vitesse »— et le politiques — « Et hop. Jospin, plus haut que Devaguet ». Si les voix interpellaient le ministre, les banderoles s'adressaient souvent à son conseiller spécial. Claude Allègre, principal auteur de la réforme. Les géographes de Paris s'étaient charges de lui rappeler son titre de géophysicien — « Allègre, géotraître », « Non à la subduction de la géographie ».

Tout l'après-midi, les étudiants en Arts plastiques de Paris I-Saint-Char-les, les premiers à s'être mobilisés il y a deux sémaines, ont marché en tête du cortège. En se mettant en grève jeudi dernier, ceux de Paris XIII-Villetaneuse avaient gagné le droit de figurer à leurs côtés. Tolbiac. Censier. Jussieu, Nanterre, toutes les universités parisiennes suivaient derrière à leurs côtés de la contra del contra de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra del la contra de la contra de la contra del l parisiennes suivaient derrière, à l'ex-ception d'Assas et Dauphine. « Même à Orsay, on a bougé. Ca faisait cinq ans que ce n'était pas arrivé », triomphait Laurent, inscrit en licence de physique

Laurent, inscrit en licence de physique dans l'université scientifique.

Cinq ans, depuis le mouvement étudiant qui en 1986 avait fait hattre en retraite Alain Devaquet et le Premier ministre de l'époque. Jacques Chirac. Bruno était alors lycéen nais *j'rétais *, lance-t-il fiérement. Aujourd'hui en première année de Deug scientifique à Paris XII-Créteil, il est



onvaincu que « c'est la même fournée. Jospin fait la même chose mais implici-

Les mots d'ordre, eux, n'ont en tout cas pas changé. Non à la sélection, non aux facs à deux vitesses, non à l'entrée des entreprises dans les uni-versités, non aux diplômes au rabais. Mais derrière ces idées fortes, la mais octrière est ides tortes, la confusion la plus grande semblait re-gner hier parmi la foule des manifes-tants. « Ils reulent qu'on soit tout de suite prèts à bosser dans les entreprises, tempétait isabelle, étudiante en deuxième année d'Anglais à Nanterre. D'ailleurs ce sont les entreprises qui vant financer certaines face, elles mi vont financer certaines facs, elles qui vont choisir les étudients, » D'où venait cette information, qui ne figure dans aucune des versions successives du texte? « C'est dans le projet », répliquait-elle. A ses côtes. Judith, inscrite en bi-Deug d'anglais-économie s'in-surgeait, elle, contre la disparition de sa filière... pourtant «répuée en entreprise ».

Tristan, qui prépare une licence de philosophie à Nanterre, reconnaissait ne pas avoir « épluché le rapport. Muis je crois que ça va dans le sens de la prééminence du technico-commercial. prééminence au tecunico-comme par hasard, les Deug de maths et physique ne sont pas touchés ». Pour pas touchés » au contraire c'est Bruno, scientifique, au contraire c'est la «réduction des horaires en sciences, la fin des TD et des TP » qui représentent le danger principal.

tent le danger principal.

Une confusion qui n'èpargne pas les représentants étudiants. Carine, de l'Unef-ID, voit dans la réforme « la fin du caractère national des diplômes ». Elle s'en prend au Certificat d'études universitaires (CEU), destiné à sanctionner la première année d'études; ou aux « licences à contenu libre », étaborées par chaque établissement. Autant de points auxquels Claude Allègre a renoncé depuis trois jours. Florent, membre de la coordination desétudiants de Saint-Charles, est très des étudiants de Saint-Charles, est très describbinis de Saint-Charles, est tres clair lorsqu'il s'agit du cursus d'Arts plastiques, de la disparition des Deug arts et communication, cinema et au-diovisuel, et des licences d'esthétique. Il l'est nettement moins, lorsqu'il dénonce les « facs à deux vitesses créées par le système des madules ». Quand par le système des mudaco - Sum-l'un comme l'autre réalisent l'ampleur

des reculs accomplis par le gouvernement, ils s'en prennent à « l'esprit de la

Mais à qui la faute, sinon aux modifications incessantes du projet? Depuis déjà un mois, même les organisations les plus favorables à la réforme avertissent le gouvernement du climat d'incompréhension total entre lui et le milieu universitaire. Même eux assurent ne plus s'y retrouver dans les différentes moutures du texte. Hier, c'est ainsi que la cinquième version de l'arrêté général a été examinée par le Cneser. Mais le ministère a renoncé à son intention première de passer au vote, ce qui aurait été interprété comme une déclaration de guerre par les étudiants. Les arrêtés particuliers les maquettes de Deug— en sont, eux. à leur troisième rédaction. Avec, cette fois, une modification de taille que la Conference des présidents d'universités (CPU) devrait accueillir favorablement aujourd'hui. Elle of-fre, en effet, une plus grande autono-mie aux facultés. Sculs les intitulés et les horaires des Deug sont cadrés, les contenus étant définis par les établis-

sements. Le vice-président de la CPU Michel Bornancin, a bien cherché à rassurer les étudiants en affirmant qu'« il ne s'agissait pas d'organiser la sélection », mais rien ne garantit qu'il sera entendu.

Car hier soir, les étudiants étaient particulièrement remontés. Au minis-tère, la délégation des manifestants n'à evidenment pas obtenu la seule chose qu'ils étaient venus chercher le retrait du projet sans conditions. Une assemble générale devait décider des suites à donner au mouvement. Une coordination nationale devrait se constituer d'ici la fin de la semaine et une manifestation nationale est envisagée la semaine prochaine.

Avec les étudiants de province, donc. Avec les étudiants de province, donc. Mais aussi les lycéens, qui, s'ils étaient encore assez peu nombreux et pratiquement pas informés hier, ont aussi un projet Jospin dans le collimateur, « Mai, je suis en A2 et la réforme va houcher nus fillère », affurnait Cyrille, de Massy, La réforme universitaire? « Mais una la réforme l'ordème ». " Mais non, la réforme lycéenne ».

Nathaniel HERZBERG

ÉDUCATION . CAMPUS

Le tourbillon universitaire

Manifestation d'étudiants et de lycéens, mardi 18 février à Paris, contre les projets ministériels de rénovation des formations universitaires, réunions des présidents d'université et du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, modifications incessantes des textes et des calendriers : le monde de l'éducation est à nouveau pris dans un tourbillon difficile à maîtriser.

Et les précisions apportées par M. Claude Allègre, principal artisan de la réforme, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, soulignent le décalage entre les objectifs du ministère et la perception que peuvent en avoir étudiants et enseignants.

pages 10, 11 et 12

ÉDUCATION

Textes modifiés, calendriers révisés

Le projet de réforme universitaire en pleine confusion

Manifestation étudiante mardi 18 février, réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNE-SER) lundi 17 et mardi 18 février, réunion de la Conférence des présidents d'université (CPU), sous la présidence de M. Lionel Jospin, mercredi 19 février, modifications incessantes des textes et des calendriers: le projet de rénovation des filières universitaires semble pris dans un tourbillon de plus en plus difficile à maîtriser... et à comprendre.

plus difficile a mattriser... et a comprendre.

L'état des lieux, mercredi 19 février au matin, après les débats de la veille au CNESER et avec les présidents d'université, est le suivant. Pour tenter, à nouveau, de désarmer réserves ou critiques, le ministère est prêt à dissocier l'examen de l'arrêté général sur les premiers cycles et celui des arrêtés particuliers définissant les contenus et l'organisation de chaque DEUG (diplôme d'études universitaires générales). Ces maquettes de DEUG seraient définies plus tranquillement dans le cadre de conférences pédagogiques organisées par les universitaires, discipline par discipline. Dans l'immédiat, le ministère s'efforce de préserver. l'arrêté général et a fait, le 18 février, de nouvelles concessions en proposant que le nombre de modules puisse être variable (de quatre à huit) en deuxième année.

Ce dispositif semble satisfaire les présidents d'université, qui avaient approuvé, le 6 février dernier, le projet d'arrêté général. M. Michel Bornancin, président de l'université de Nice et premier vice-président de la CPU, accueille favorablement l'idée que les maquettes de DEUG soient «élaborées après une concertation entre universités».

Au CNESER, l'agacement trait de plus en plus sensible, mardi 18 février, devant les modifications permanentes des pròjets ministériels. La section permanente du CNESER a sinsi adopté une motion demandant au minis-

tère de s'engager sur un certain nombre de points: modifications de la liste des DEUG, volume horaire suffisant, fourchette pour le nombre de modules, garantie d'un pourcentage-plancher d'un tiers du volume horaire sous forme de travaux dirigés ou pratiques, présence significative de modules optionnels, présence effective de passerelles entre DEUG, définition plus claire des dominantes.

Autant de points qui reviendront probablement sur le tapis lors de la poursuite de la discussion, lundi 24 février.

(Lire page 13 : Point/« Les réformes de l'éducation ».)

Le Monde

• Jeudi 20 février 1992 11

Près de dix mille étudiants dans les rues de Paris

«On n'y comprend plus rien»

Près de dix mille étudiants ont manifesté, mardi 18 février, à Paris, pour le retraît du projet de rénovation universitaire. Bruyant, coloré et bon enfant, le cortège, parti de la place de la Sorbonne, s'est dirigé vers le ministère de l'éducation nationale. En tête, les étudiants en arts plastiques de Paris-I (centre Saint-Charles), qui les premiers, avaient constitué une coordination. Des hommessandwichs, bardés de sérigraphies réalisées dans les ateliers de l'université, coiffés de pyramides aux couleurs vives, donnaient le ton. Les étudiants de Saint-Charles avalent pastiché des affiches de cinéma pour dénoncer les «aventuriers de la fac pardue». A jeurs côtés, marchaient les étudiants de l'université de Paris-XIII Villetaneuse, en grèves depuis, le vendredi 14 février.

L'ensemble des facultés parisiennes, à l'exception de Paris-Il Assas et Paris-IX Dauphine, étaient présentes. Les banderoles indiquaient la spécificité de chaque formation. Ainsi, les philosophes de Paris-IV ont défilé sous un très intellectuel « la réforme a des raisons que la raison ignore », alors que, pour les étudiants de Paris-III, « tout homme qui a été prof garde une ême d'écolier. Alors Jospin? ». Des lycéens se sont joints au cortège, à l'appel de de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) et du DECLYC. Réclamant le retrait du projet, les manifestants ont scandé: « Non à la sélection. »

La présence de l'UNEF

C'est surtout la confusion de l'élaboration de la réforme qui a été dénoncée. Alnsi, les étudiants d'Orsay ont protesté contre la réduction d'heures de cours alors que la seuil a été augmenté par le ministère. Certains réclamaient le retrait du diplôme de fin de premier niveau de DEUG, le certificat d'études universitaires (CEU), alors qu'il n'est plus obligatoire. A ces observations; les étudiants ont répliqué « qu'on n'y comprend plus rien, mais c'est l'esprit que nous dénoncons».

Les manifestants ont réaffirmé qu'ils n'entendaient pasêtre récupérés par des syndicats. La présence de l'UNEFétait pourtant réelle. Son président, M. Olivier Meler, a indiqué qu'il fallait des «moyens
pour l'éducation et non une
réforme au rabais». Quant à
l'UNEF-ID (Indépendante et
Démocratique), ses militants
étaient dans le cortège. M. Philippe Campinchi, président,
s'était joint à la manifestation,
même s'il ne réclame pas le
retrait, mais «une pause dans
le réforme»,

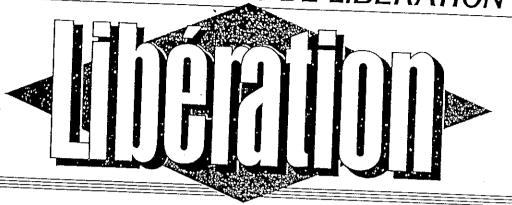
la rerome.

Une délégation d'étudiants de chaque université a été reçue au ministère de l'éducation nationale, ils ont demandé le retrait des textes. A l'issue de catte rencontre, les étudiants ont décidé d'organiser une journée d'information dans les universités, jeudi 20 février.

MICHÈLE AULAGNON

Le Monde 20/2/92

LE CAHIER SCIENCES DE LIBERATION DU



PLUSIEURS MILLERS DE MANIFESTANTS A PARIS ET EN PROVINCE

ACS-LYCEES: U

lls étaient deux fois plus nombreux dans Paris contre la réforme universitaire et celle des lycées que lors de leur première manifestation voici une semaine :

12000 étudiants et lycéens selon la police, 20 à 25000 selon les organisateurs. Plusieurs défilés ont également eu lieu dans les villes de province.

Les tentatives d'apaisement du ministre Lionel Jospin qui a repoussé l'examen de sa réforme, et annoncé qu'il ouvrait une période de

concertation jusqu'au 31 mai, n'ont pas eu l'effet escompté. Lire page 19.



ANTICLES REUNION 37 - ALLEMAGNE 2,500M - AUTRICHE 235ch - BELGIQUE 38F - CAMEROUN TALLE 2300L - LUXEMBOURG, AFF - MAROC 80h - NORVEGE 14HF - PAYS 845 2355 - POLITICAL 110Fer - 5

Jospin face aux étudiants sur Europe !

DELIRANT!

LINE PAILLET a reçu hier, de 18 h 20 à 19 heures, Lionel Jospin et trois étudiants non adhèrents à un syndicat. Le ministre de l'Education nationale avait exigé de la station l'absence d'Olivier Meier, le président de l'UNEF, snitialement invité (voir ci-dessons)

vité (voir ci-dessous).

Cette censure a d'ailleurs entrainé la protestation de Sèveline, étudiante en deuxième année d'art plastique, de Sylvain, en cinquième année de droit, et de Stéphane qui étaient face au ministre. « S'il y a un nouveau texte, c'est qu'il y a dialogue », a déclaré Lionel Jospin avec un rare aplomb. On sait que la nouvelle version du projet rendue publique mercredi et tirée à 800.000 exemplaires par le ministère d'a été rédigée que face à l'opposition des universitaires et aux premières manifestations étudiantes!

Après avoir cité le projet Devaquet et affirmé que le sien, lui, ne comportait aucune clause de sélection, le ministre n'a rien trouvé à répondre à Séveline qui lui a dit : « C'est vrai, dans le vôtre, la sélection, c'est beaucoup plus fin. » Elle a aussitôt ajouté que cette question n'était qu'une parmi beaucoup d'autres : « Vous dites vou-loir combattre l'échec. Avec quels moyens? Et la réduction massive des horaires d'enseignement, c'est pour mieux nous former? » Lionel Jospin n'a rien répondu à la première question. A la seconde, il a opposé le tutorat exercé par des étudiants en fin de formation. « Ca existe dans les meilleurs universités étrangères », a-cit affirmé. Il a omis de préciser que dans ces pays, comme la Grande-Bretagne, ce système est intimement lié à une sélection féroce qui réserve l'université à une étroite élite!

lection feroce qui réserve l'universite a une étroite élite!
Pour sa part, Sylvain a lancé:
« Quand comprendrez-vous que les gens qui sont dans le système éducatif ne sont pas des consommateurs passifs, mais des individus qui enténdent construire leur avenir? Votre réforme, vous l'avez faite sans nous. On n'en veut pas. Il faut un grand débat national avec tous les intéressés. »

Le ministre a alors confirmé qu'il entend s'en tenir à la dernière version connue de son projet. « C'est délirant, l'a interrompu Stéphane. Yous décidez sans nous du cadre général et puis vous dites « maintenant, on discute ». Ca ne marche pas. Votre réforme, elle ne va

MANIFESTATIONS EN PROVINCE

Près de 8.000 lycéens et étudiants ont manifesté à Bordeaux. Nombre d'élèves du secondaire venaient des lycées professionnels et technologiques de l'agglomération. Dans la même académie — qui, rappelons-le, est la seule avec les trois de la région parisienne à ne pas être en vacances —, on a également compté quelque 3.000 étudiants en manifestation à Pau. A Villeneuve-sur-Lot, ce sont 1.500 lycéens qui étaient dans l'action. Toujours dans le Lot-et-Garonne, des manifestations lycéennes ont eu lieu à Agen, à Nérac et à Marmande. Par ailleurs, plusieurs centaines d'étudiants niçois ont occupé symboliquement les locaux administratifs de l'université.



L'humour et la colère... (Photo Joël Lumien.)

ni dans la forme ni dans le contenu, on n'en discutera pas. » Il a ajouté : « Comme je sais comment ça se passe avec l'information, il faut être elair : les étudiants veulent que ça change, ils

veulent une résorme. Une vraie, pour réussir et avec des moyens. » Propos consirmé par Séveline et Sylvain...

Marc Blachére

JOSPIN FAIT CENSURER LE PRESIDENT DE L'UNEF!

Europe I avait prévu, depuis plusieurs jours, de consacrer son émission « Découvertes » d'hier mardi au mouvement étudiant. À cet effet, la station avait invité Lionel Jospin, Olivier Meier, le président de l'UNEF, et une étudiante non syndiquée de Paris-I. Hier matin, le ministre de l'Education nationale a informé la station qu'il mettait son « veto à la participation du président de l'UNEF ». Tenant à la présence du ministre, Europe I a invité Olivier Meier à son journal de 18 heures. Dans un communiqué diffusé dans la manifestation, l'UNEF a commenté:

« Jospin se dégonfle (...). S'il a l'illusion que des étudiants non syndiqués yont se laisser avoir plus facilement, il se met le doigt dans l'œil. Des dizaines de milliers d'étudiants sont dans la rue aujourd'hui, précisément parce qu'ils connaissent sa réforme et qu'ils la rejettent. » L'UNEF a conclu en laissant un défi à Lionel Jospin: « S'i sa réforme est si bénéfique pour les étudiants, qu'il ait le courage de la soutenir devant des étudiants, syndiqués ou non, y compris devant le président de l'UNEF. Nous l'attendons de pied ferme. »

EDITION DES HAUTS-DE-SEINE

Mercredi 26 février 1992 🧀

48° année = Nº 1476!

Ils étaient à nouveau dessailliers à det il étailer étaire la réforme Jospin. Des milliers d'étudiants et de lycéens qui craignent pour leur àvenir, au moment où le chomage vient encore de montror d'un cran avec plussif (denjanvier. Plus de 15 000 d'entre eux ont manifesté hier à Paris

Démonstration de force des étudiants et lycéens

Leur dernière marche nationale a rencontré encore plus de succès que celle de mardi dernier. Quelques « éléments incontrôlés » se sont heurtés à la police.

C'est dans une atmosphère assez tendue que plus de 15 000 étudiants et lycéens (10 000, de source policière; 25 000, selon les organisateurs) ont battu le pavé de la capitale, hier après-midi, pour exiger le retrait des textes Jospin. D'autres délilés bien sulvis ont eu lieu en province.

Cette mobilisation est un échec pour Lionel Jospin, qui s'était efforcé de faire baisser la pression au cours des derniers jours, en apportant quelques modifications a son projet et en repoussant sine die l'examen final du texte par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les coûteux efforts de persuasion du ministère de l'Éducation nationale, qui a diflusé avant-hier des milliers d'affiches et de tracts pour tenter de justifier la refonte des formations universitaires, ne semblent pas avoir porté leurs



Et l'ampleur des rassemblements d'hier, nettement plus suivis que ceux de la précédente journée nationale, le 18 février dernier, est d'autant plus inquiétante pour le gouvernement que les principales organisations de jeunes contrôlées par les socialistes l'Unef-Indépendante et Démocratique et SOS-Racisme n'y appelaient pas.

A Paris, plusieurs organisations jouaient un rôle moteur dans la manifestation d'hier l'Unef-Solidarité étudiante et le mouvement lycéen De-clyc, proches du PC, la FIDL (à dominante PS), et des mouve-ments modérés comme la Fagem et l'Union des étudiants parisiens. Parmi les manifestants, les lycéens semblaient nettement plus nombreux que la dernière fois. On remarquait aussi, pour la première fois, des élèves de classes préparatoires. Itinéraire du défilé : de la place de la Sorbonne aux abords du ministère de l'Éducation nationale, rue de Grenelle, en passant par le boulevard Saint-Michel, Port-Royal,



De la place de la Sorbonne jusqu'aux abords du ministère de l'Éducation nationale, étudiants et lycéens ont défilé pour exiger l'abandon des réformes. (Photo M. Archambault-J.-C. Marmara/Le Figaro.)

les Gobelins, la rue Monge et le boulevard Saint-Germain.

La faculté Saint-Charles-Paris-I, qui lutte contre le projet Jospin depuis un mois déjà, arrivait en tête, suivie par Villetaneuse, des groupes des autres universités parisiennes et des délégations de plusieurs facultés de province (Montpellier et Nice, notamment). Les lycéens défilaient sous des banderoles portant le nom de leurs établissements : Lakanal, Diderot, Denis-Papin, Violletle-Duc, etc. Fait inquiétant : on observait, sur les flancs du cortège, des groupes d'« éléments incontrôlés », tandis qu'une quarantaine d'anarchistes, arborant le drapeau noir, ouvraient la marche. Sur le boulevard Saint-Michel, de nombreux commercants avaient d'ailleurs baisse leur rideau de ter.

Les manifestants étaient particulièrement déterminés, exigeant un abandon pur et simple des reformes. Plusieurs slogans' revenaient souvent : " Pas dans six jours, pas dans six mois, retrait, retrait immedial » ; « Jospin, aucune hésita-

tion, nous voulons ta démission -: " Ne fais pas comme Devaquet, le coup des illettrés, on a déjà donné »: « Jospin, c'est toi qui sais pas lire »; - Non au nivellement par le

foulards, munis de matraques et de projectiles divers, aux forces de l'ordre, qui ripostaient à la grenade lacrymogène. Rue du Bac, un magasin d'antiquités a même été plilé.

Le veto de Jospin

Le ministre de l'Éducation nationale, tout en pronant la discussion, craint-il d'affronter ses contradicteurs? Depuis une discussion, craint-il d'affronter ses contradicteurs? Depuis une semaine, Europe 1 avait programmé pour hier soir, à 18 h 20, un débat entre Lionet Jospin, Olivier Meter, président de l'Unef Solidarité-Étudiante, et une étudiante non syndiquée. Tous les participants avaient donné leur accord. Or, lundi soir, le ministre de l'Éducation nationale a opposé son veto catégorique à la présence sur le plateau du président de l'Unef-SE. « Nous avions le choix entre annuler l'émission et maintenir le dialogue, explique Jean-Pierre Joulin, directeur de l'information de la station. Nous avons préféré la deuxième solution. » Lionet Jospin a donc débattu avec trois étudiants présentés comme « non syndiqués », « Jospin se dégonlie », a estimé Olivier Meler, l'étudiant évincé.

bas, non à la sélection, du pognon pour l'éducation

Vers 17 h 30, alors que le gros des manifestants s'était dispersé, des heurts commencaient à opposer, à hauteur du mètro Bac, une centaine de - zonards - masqués par des

Peu après 18 heures, cinq interpellations ont eu lieu.

Les étudiants en colère devalent se rencontrer, tard hier soir, au centre universitaire Saint-Charles, à Paris, pour constituer une coordination. Demain, les étudiants modérés

de l'université Paris-il organiseront leur propre défilé, de la faculté d'Assas au ministère de l'Education nationale. Les ly-ceens, eux, ont l'intention de reprendre leurs actions après les vacances, qui commencent samedi prochain en region pa-risienne. Mais il n'est pas sur que Lionel Jospin puisse bénéficier d'un quelconque répit : plusieurs facultés de l'Ouest, qui rouvrent leurs portes lundi, ont l'intention de relancer la contestation.

Tandis que les étudiants et lycéens durcissent leur mouvement, la remise en cause des réformes Jospin trouve un écho au sein même de la majorité : Socialisme et République, le courant de Jean-Pierre Chevénement – ancien ministre de l'Éducation –, indiquait hier « qu'il est encore temps de reprendre le projet et de le soumettre à une concertation préalable », et que « ce délai de réllexion commune pourrait éviter le risque d'une nouvelle crisa, d'une fracture entre la jeunesse et la gauche »

Jacques MALHERBE. Muriel FRAT et Françoise LEMOINE.

J'Humanité 24/04/92

L'UNEF: PREMIERE VICTOIRE ET VRAIES URGENCES...

Dès l'annonce de la décision du ministre de l'Education nationale concernant l'Université, l'UNEF a déclaré: « Jack Lang vient d'annoncer le retrait du projet Jospin. C'est un premier recul du gouvernement. C'est done une première victoire, qui n'aurait jamais été obtenue sans le mouvement étudiant de ces derniers mois. Le danger d'une réforme gravissime pour l'avenir des étudiants, qui devait se mettre en place dès la rentrée 92, est écarté pour l'instant. C'est la preuve que les étudiants ont eu raison de ne pas accepter ce projet injuste et dangereux. Le nouveau projet que Jack Lang annoncera en mai doit maintenant tenir compte des revendications des étudiants. Plus que jamais, c'est maintenant que les étudiants doivent faire entendre leurs exigences. Il est urgent que l'on s'attaque à l'échec à l'Université et que

l'on prenne des mesures pour combattre la sélection sociale », souligne l'UNEF, qui évoque notamment « des mesures d'aide sociale pour les étudiants les plus défavorisés »... « Ces mesures coûtent cher, c'est évident; des moyens financiers d'urgence doivent donc être débloqués pour la rentrée prochaine. L'UNEF, comme depuis le début du mouvement étudiant, se met à la disposition de tous les étudiants pour les aider à exprimer et formuler leurs revendications, et à les faire aboutir. »

Pour sa part, l'association de lycéens DECLYC a indiqué, dans un communiqué: L'union et la détermination des lycéens et des étudiants ont payé. Un coup est porté au plan Jospin. C'est une grande victoire. Il y a suspension des réformes universitaires et assouplissement pour la ré-

forme des lycées, mais les projets ne sont pas retirés et Jack Lang parle de concertation. DECLYC confirme l'exigence de retrait total du plan pour les lycéens et LP. Le maintien de la seconde langue vivante, de la troisième option en seconde indifférenciée, l'ouverture de sections nouvelles en lycées professionnels, plus de moyens, sont quelques éléments de ce qui doit être une réforme en profondeur des lycées. » DECLYC appelle donc les jeunes « à discuter, lycée par lycée, de leurs revendications qui doivent être la base d'une réforme qui permette à chacun de réussir ses études ». L'association se dit, « dès aujourd'hui, disponible pour être reçu auprès du ministère pour faire part des premières revendications et exiger la refonte totale de la réforme des lycées ». 1,

VENDREDI 24 AVRIL 1992

faire de vagues

Le 6 avril, Jack Lang remplaçait Lionel Jospin à l'Éducation nationale. Deux semaines plus tard, la réforme du premier cycle universitaire est gelée. (Photo « le Parisien » Philippe Lenglin.)

Lang recale Jospin

E gouvernement fait marche arrière... La réforme du premier cycle des universités, concoctée par Lionel Jospin et combattue par les étudiants et les syndicats d'enseignants, a été suspendue hier par le nouveau ministre de l'Education, Jack Lang. Une décision-coup de théâtre qui remet en cause la politique de réforme du système éducatif considérée comme l'un des grands axes du gouvernement Cresson. Tous s'accordaient sur le bien fondé d'une réforme du premier cycle universitaire.

Personne ne pouvait contester les arguments de Lionel Jospin qui estimait que le taux d'échec pour les premières années de fac était trop important.

Ce sont pourtant les premiers intéressés — étudiants, lyxéens, et professeurs — qui se sont élevés contre la réforme.

La grogne a gagné la rue avec quatre manifestations en quatre mois. Point d'orgue de la contestation, 15 000 personnes ont défilé sous les fenêtres du ministre de l'Education pour réclamer le retrait du projet. La nomination de Jack Lang lors de la constitution du nouveau gouvernement semblait devoir, à elle seule, calmer l'ardeur des opposants à la réforme. La première manif-test contre Jack Lang n'a d'ailleurs rassemblé le 7 avril dernier que quelques milliers d'étudiants.

Pourtant, effet de surprise, le nouveau ministre de l'Education a annoncé hier le retrait du projet de réforme universitaire. Voici point par point les changements proposés:

▶ Réforme du premier cycle universitaire. — Suspendu jusqu'en 1993, le projet Jospin sera renégocié avec les étudiants et les professeurs.

Selon Jack Lang « les universités ne sont pas prêtes et toute précipitation conduirait au désordre ».

Le recul principal se fait sur deux points: la deuxième session d'examen de la rentrée sera maintenue, alors qu'elle devait disparaître. Et le nouveau certificat d'études universitaires qui devait sanctionner la première année de DEUG sera soit supprimé, soit transformé en attestation de niveau (un peu comme le contrôle continu aujourd'hui).

Les autres aspects du projet — communication des notes aux étudiants, passerelles entre les secteurs du premier cycle (DEUG, DUT, STS) et modalités d'examen — seront soumis le mois prochain au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

➤ Rénovation de la classe de seconde. — La réforme prévue dans les lycées entrera bien en vigueur à la

exemple, ne seront plus mis en concurrence avec la seconde langue vivante. L'élève devrait pouvoir choisir les deux. Reste que les élèves de troisième sont aujourd'hui en train de choisir leurs options pour la seconde, et que les chefs d'établissement auront du mal à résoudre les problèmes posés par cette modification.

► Réforme des classes de première et de termirentrée prochaine. Pas de grosses modifications, mais des aménagements: le principe des deux options — pas une de plus, pas une de moins — sera maintenu, mais le ministre a invité les chefs d'établissement à faire preuve de souplesse estimant qu'une discipline commencée au collège doit pouvoir être poursuivie au lycée.

En clair, le latin et le grec, par

nale. — Celle-ci sera discutée d'ici à la fin mai et un projet remanié sera présenté devant le conseil supérieur de l'Education. Le ministre a cependant précisé qu'il souhaitait, pour ces classes, renforcer la voie littéraire, assurer la diversité des choix en offrant un vaste éventail d'options et conserver le principe des « modules » en les redéfinissant.

Rémy Hivrox

Les reactions

Etudiants, lycéens, professeurs et parents d'élèves se déclarent satisfaits de la suspension de la réforme universitaire, même s'ils restent sur leurs gardes...

L'U.N.E.F., fer de lance de la contestation chez les étudiants, se félicite de « ce premier recul du gouvernement, considéré comme une première victoire. Le nouveau projet que Jack Lang annoncera en mai doit maintenant tenir compte des revendications des étudiants. Il est urgent qu'on s'attaque à l'échec à l'université et qu'on prenne des mesures pour combattre la sélection sociale ».

L'U.N.E.F.-I.D. estime que le report « est du domaine du bon sociale ».

L'U.N.E.F.-I.D. estime que le report « est du domaine du bon sens » mais que « la séparation entre les mesures techniques et le cœur de la réforme pédagogique comporte le risque de voir cette nécessaire et urgente rénovation disparaître dans les méandres de la rentrée universitaire et la préparation des élections ».

Les lycéens des syndicats F.I.D.L. et D.E.C.L.Y.C. sont « satisfaits d'avoir été entendus mais comptent sur la période de concertation pour exiger la refonte de la réforme ».

Les enseignants de la F.E.N. s'interrogent : « Nous sommes favorables aux mesures de souplesse et d'adaptation pour la continuité des enseignements entre les collèges et les lycées. Mais pour les classes de première et de terminale les intentions sont moins nettes. »

Le S.N.E.S. estime que pour les lycées « aucun changement significatif n'est constaté car le ministre ne répond pas à la demande de troisième option facultative, ni à celle d'une meilleure dotation d'horaire ». En assouplissant les règles, « le ministre creuse l'écart entre les établissements. Par ailleurs, le délai de concertation sur les classes de première et de terminale est trop court ».

Les associations de parents d'élèves ont aussi des réactions positives : « En maintenant les orientations essentielles, le ministre assure la continuité », explique la F.C.P.E. Quant à la P.E.E.P., elle « s'interroge sur les assouplissements que le ministre a introduits dans la réforme de la classe de seconde ».

R. H.

Le Parisien 24/4/92

EDITION DES HAUTS-DE-SEINE

Vendredi 24 avril 1992

48° année - Nº 14815

LANG CALME LES JEUNES

Jack Lang a annoncé hier la suspension de la réforme Jospin des universités. D'autres grands projets de loi « à risques » pourraient attendre. À dix mois des législatives, Bérégovoy n'entend pas faire de vagues.

Maintenant la rénovation de la classe de seconde

M. Jack Lang «suspend» la réforme universitaire

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a annoncé, jeudi 23 avril, une série de décisions sur les deux principaux projets de réforme engagés par son prédécesseur, M. Lionel Jospin. Pour les lycées, la rénovation de la classe de seconde sera maintenue, mais assouplie, et celle des classes de première et terminale fera l'objet d'une concertation complémentaire. Pour les premiers cycles universitaires, le projet lancé en janvier dernier est « suspendu ».

Assouplissements, apaisements et gel provisoire de certains projets: trois semaines exactement après son arrivée rue de Grenelle, M. Jack Lang révise la copie de M. Lionel Jospin sur les réformes engagées dans l'enseignement secondaire et supérieur. Sans faire table rase des «progrès» et des grands principes contenus dans les propositions de son prédécesseur – «un grand ministre», – il entend manilestement changer de méthode afin de calmer la grogne suscitée depuis trois mois par cette rénovation tous azimuts.

« Une préoccupation simple me guidera: choisir autant que possible des solutions concrètes et lisibles..., faire émerger les idées positives qui nous permettront de progresser », a-t-il annoncé à la presse, jeudi 24 avril. Pour sa première déclaration publique comme ministre de l'éducation nationale, M. Jack Lang a tranché, en douceur, dans les deux grands dossiers qu'il a trouvés en arrivant: la réforme des lycées et celle des premiers cycles universitaires.

C'est sur le projet de rénovation des premiers cycles universitaires, lancé en janvier dernier par son prédécesseur et objet de nombreuses critiques depuis, que la décision est la forme. M. Lang au moins décidé de «suspendre a, en effet, décidé de «suspendre

l'application de cette réforme à la rentrée 1992. Toute précipitation conduirait au désordre et porterait préjudice aux étudiants. Le projet initial ne sera pas publié dans sa version actuelle ». Dans une large mesure, il s'agit en réalité d'une décision symbolique, destinée à calmer le jeu; il était clair, en effet, au fil des discussions qui se sont déroulées depuis le mois de janvier entre le ministère, les universitaires et leurs syndicats que la probabilité était pratiquement nulle d'appliquer la réforme des premiers cycles dès la rentrée prochaine.

Mais en «épurant l'atmosphère», selon sa formule, le ministre peut espérer regagner la confiance de la communauté universitaire et relancer un projet mal engagé. Sur le fond, en effet, les objectifs de la rénovation envisagée sont «bons», notamment le refus de la sélection à l'entrée à l'université et la volonté de veiller à l'accueil des étudiants, de favoriser une réussite accrue et plus rapide, de garantir le caractère national des diplômes et de favoriser une large autonomie aux universités.

Politique contractuelle

Ce qui change, à l'évidence, est la méthode de pilotage. M. Lang a en effet l'intention de conserver et de soumettre rapidement au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), dans le courant du mois de mai, les dispositions du projet initial qui «recueillent un large consensus». Il s'agit de tout ce qui concerne l'accueil, l'information et l'orientation progressive des étudiants, les modalités d'examens et la composition des jurys, l'organisation des enseignements en «modules capitalisables» et la garantie d'une deuxième session d'examens.

En revanche, les deux dispositions qui avaient arristallise les oppositions sont suspendues. L'introduction, en fin de première année, d'un certificat d'études universitaires sera, après concertation, «supprimée ou transformée en attestation de niveau». Surtout, l'arrêté général qui fixait de manière volontariste et restrictive la liste, l'intitulé, le contenu et le programme des DEUG (diplômes d'études universitaires générales) est mis au panier.

Plutôt que d'imposer un cadre général aux universitaires, le nouveau ministre va donc leur redonner l'initiative: les conférences pédagogiques – discipline par discipline – qui doivent être organisées par la conférence des présidents d'université avant l'été lui serviront de base de réflexion. Et il envisage, à partir de ces travaux, de consulter le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'automne prochain, avant d'arrêter ses décisions.

D'une manière D'une manière générale, M. Lang paraît très réfractaire à l'égard de tout texte trop général et contraignant et semble favorable à l'utilisation de la politique contractuelle, mise en œuvre par M. Jospin depuis trois ans entre l'Etat et les universités, pour faire passer la rénovation nécessaire des premiers cycles. A charge pour chaque université, dans le cadre de son projet d'établissement et de son contrat, de faire des choix. Et pour l'Etat de l'y inciter en utilisant deux leviers déterminants : les crédits de fonctionnement et les créations de postes. Bref, il s'agit de faire le pari de la contractualisation, assor-tie de mécanismes d'incitation, université par université.

Rassurer les latinistes

La même démarche prudente et «pragmatique» est appliquée à la réforme du lycée. La rénovation de la classe de seconde entrera en application comme prévu à la rentrée 1992. Evaluation, modules de soutien et ateliers de pratique; ces mesures nouvelles sont bonnes. En revanche, le ministre souhaite

reconsidérer la limitation du choix des élèves à deux options, source de la polémique récente sur la place des langues rares et des langues anciennes au lycée. « Il ne peut être question d'accepter les mutilations, les exclusions, surtout à l'égard du savoir », a précisé M. Lang. Et les élèves « qui souhaitent ardemment » poursuivre l'étude d'une langue ancienne au lycée en plus de leurs autres options « ne doivent pas en être privés ».

Pas question toutefois d'imposer à tous le choix d'une troisième option. C'est à l'échelon local, par le biais des projets d'établissement et grâce à la dotation horaire globale dont disposent les proviseurs, que pourront se mettre en place les « adaptations » nécessaires. Autrement dit, le ministre renvoie la balle aux enseignants et aux chefs d'établissement qui devront opérer des choix, en concertation étroite avec les recteurs. Un « groupe d'observation» rassemblé autour du nouveau directeur des lycées et collèges, l'ancien recteur de Créteil, M. Christian Forestier, sera chargé de veiller « de très près » aux dérives éventuelles.

L'«architecture» des nouvelles filières en première et en terminale, qui n'est pas encore définitivement arrêtée, devrait être également infléchie. M. Lang veut prendre son temps: la concertation devrait reprendre jusqu'à la fin mai et des décisions être arrêtées avant les vacances d'été. Là encore, l'esprit de la réforme ne devrait pas fondamentalement changer. Mais le jeu des options «doit être suffisamment ouvert», a souligné le ministre, la place des modules d'approfondissement être « parfaitement définie » et leur contenu clarifié. Enfin, la concertation sur les programmes sera poursuivie « sans précipitation et de manière sereine».

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN **VENDREDI 24 AVRIL 1992**

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURI

Tout en maintenant la « rénovation » des lycées

M. Jack Lang suspend la réforme universitaire

M. Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a annoncé, jeudi 23 avril, qu'il avait décidé de « suspendre » le projet de rénovation des premiers cycles universitaires, engagé par son prédécesseur. De nouvelles dispositions seront élaborées, d'ici l'automne, sur la base des propositions de la communauté universitaire. Pour les lycées, la rénovation de la classe de seconde sera mise en œuvre avec des assouplissements, notamment sur les langues anciennes, dès la rentrée 1992.



Lire l'article de GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN page 10

L'UNI et l'UNEF réclament le retrait des projets de rénovation universitaire. – Deux syndicats d'étudiants, l'UNI (proche du RPR) et l'UNEF (proche du Parti communiste) ont demandé, dès vendredi 3 avril, au nouveau ministre de l'éducation nationale, M. Jack Lang, le retrait des projets de rénovation universitaire. L'UNEF indique dans un communiqué que M. Lang doit « pour commencer, annoncer sans ambiguité le retrait définitif du projet Jospin ». Evoquant la préparation d'une manifestation nationale étudiante à Paris, M. Olivier Meier, président de l'UNEF, déclare que « les étudiants ne donnent pas de chèques en blanc à M. Lang. Sans l'annonce claire du retrait du projet Jospin, nous serons des milliers dans les rues de Paris mardi 7 avril». De son côté, l'UNI « espère que les projets de réforme lant des premier et deuxième cycles universitaires que des lycées ne seront plus que de mauvais souve-

Le Monde 06/06/92

LES INSCRIPTIONS A L'UNIVERSITÉ COMMENCENT AUJOURD'HUI

Pour le Droit, cette année, voyez ailleurs...

Il y a 25 % de demandes en plus. A Nanterre, la porte est carrément fermée

peine connus les résultats du bac, la campagne des inscriptions commence aujourd'hui d'Île-de-France. Théoriquement sans panique, puisque les futurs étudiants ont été tenus de se préinscrire sur Minitel grâce au système Ravel mis en place pour la troisième année consécutive.

Pas de panique mais quelques grincements de dents. Christophe, qui avait choisi de « faire son droit » à Nanterre, a trouvé porte close. Le 2 juillet, une lettre l'avertissait : « compte tenu du très grand nombre de demandes dans cette discipline au regard des capacités d'accueil, il ne nous est malheureusement pas possible à ce jour de vous donner une réponse favorable. (...). Il est donc inutile de vous présenter à l'université Paris X où aucun dossier ne vous sera attribué. Veuillez agréer... » Conclusion : Christophe

devra s'inscrire dans une autre université, voire une autre filière.

SÉLECTION. Il est vrai que le droit plus qu'aucune autre matière pourrait connaître cette année une véritable explosion : environ 25 % de demandes d'inscription en plus par rapport à l'année dernière selon l'Unef-ID. « C'est le plus gros problème cette année »,

assure Emmanuel Dotaro, responsable du syndicat étudiant pour la région parisienne. Selon l'Unef-ID, les bancs des amphithéâtres de psychologie risquent une fois de plus de connaître la surcharge. On se serrera en Sciences, en Administration économique et sociale (AES) et en histoire mais il y auxait de la pla-

• RAVEL: « DESTINATION DANGER »

C'est Ravel qui mène aujourd'hui la danse à l'entrée des universités de l'Ile-de-France. Ce système mis en place par l'Education nationale voici déjà trois ans, doit faire le lien entre les demandes d'orientation des élèves des lycées, futurs bacheliers, et les possibilités d'accueil des universités. Le vice-chancelier des universités, Marc Javoy assure que « Ravel est bien rodé techniquement et pourrait être imité par de nouveaux établissements » Reste que la tâche est difficile pour les 6 personnes qui s'occupent de Ravel: « destination danger », insiste Marc Javoy Cette année, plus

de 118.000 élèves de terminale ont donné par Minitel leurs trols choix d'universités. Après, 80.000 bachellers seront à placer définitivement dans les 17 universités de la région. Les 300 connections du serveur informatique de Ravel, à Orsay, sont au bord de la saturation. L'unique critère pris en compte pour traiter les demandes est le temps de trajet des élèves de leur lycée à l'université où ils souhaitent s'inscrire : les lycéens les plus proches sont prioritaires. Les trajets ont été calculés très précisément par la SNCF et la RATP, tenant même compte des nouveaux tramways mis en service.

ce, en lettres et en langues. Les universités les plus demandées sont une fois de plus assaillies de demandes qu'elles sont loin de pouvoir satisfaire.

D'autant plus loin que certaines d'entre elles annoncent un nombre de places volontairement limité et pratiquent par conséquent une sorte de sélection qui ne dit pas son nom. « On voit se profiler les universités d'élite de demain », tempête l'Unef-SE, syndicat étudiant proche du parti communiste.

I/Unef-SE, qui lance cette année encore dans les facs sa campagne « SOS inscriptions », reproche au ministère de l'Education nationale de n'avoir créé pour la rentrée prochaine que quelques centaines de places. « Ce sera notoirement insuffisant, ajoute Olivier Meier, président du syndicate ta conséquence immédiate sera une recrudescence de la sélection avec répartition des étudiants dans les filières disponibles et non celles de leur choix. » Stupeur au ministère où l'on rappelle que 25 à 30.000 mètres carrés supplémentaires ont été aménagés cette année dans les universités d'Île-de-France, soit environ 5 à 6.000 places nouvelles.

Matthieu de LAUBIER

Frome-Son Juillet 32

UNEF Rassemblement des non-inscrits

L'UNEF appelle les bacheliers 1992 n'ayant pas pu s'inscrire à l'université ou ne trouvant pas de place dans la filière choisie en Île-de-France à se retrouver vendredi 17 juillet à 14 h devant le Rectorat de Paris pour protester.

LES RÉSULTATS ONT ÉTÉ CONNUS HIER EN ILE-DE-FRANCE



A Jussieu, on a évité les files d'attente trop longues et certaines fausses notes grâce au système informatique Ravel.

hoto FRANCE-SOIR (Xavier Lhospice)

Du bac à la fac: un vrai parcours du combattant

De plus en plus, les notes obtenues à l'examen comptent pour s'inscrire dans le supérieur

Ine grande nervosité régnait hier matin aux abords des lycées, où des milliers de bacheliers attendaient les résultats du bac. L'année 1992 sera-t-elle un bon cru? Les premières estimations au lycée Voltaire à Paris font état de 30 à 40 % réussite. « C'est le même taux que l'année dernière », explique le proviseur, en préci-

sant que dans son établissement, beaucoup de candidats sont reçus à l'oral de rattrapage.

Au lycée Paul-Valéry (12*), les résultats ne sont pas affichés, mais donnés à chacun des 800 candidats. L'administration, vite débordée, est obligée de fermer les portes de l'établissement et de faire entirer les élèves dix par dix. A l'extérieur, les lycéens s'agglutinent devant les grilles et certains commencent à s'énerver. « Jusque-là, cela allait bien, mais maintenant j'ai le trac, avec l'attente, l'angoisse monte », confie un élève.

A la sortie, les parents, les copains attendent, impatiemment. La plupart des lycéens qui sortent ont du mal à cacher leur émotion : explosion de joie, rire aux éclats, embrassades. Les cabines téléphoniques sont prises d'assaut pour annoncer la bonne nouvelle. Mais les résultats ne font pas que des heureux. Certains recalés pleurent.

ANTENNE D'ACCUEIL. Bien des bacheliers courent a'inscrire à l'université. A Jussieu, « les files d'attente sont moins longues que les années précédentes, grâce au système informatique Ravel », assure-t-on à l'antenne d'accueil des étudiants mise en place par le syndicat UNEF-ID.

Reste que tous les bacheliers qui veulent s'inscrire à cette faculté ne le pourront pas, faute de place. Dans le département Sciences de la nature et de la vie (SNV), il y a, par exemple, 980 demandes par Ravel et seulement 220 places. Pour départager les candidats, l'université a d'abord choisi ceux qui sont domiciliés le plus près.

Cependant, devant une demande trop forte dans le secteur, les bacheliers sont aussi sélectionnés en fonction de leurs notes au bac. Marc Tallandier, président du département SNV, le reconnaît. Une mère qui voulait à tout prix faire inscrire sa fille à Jussieu parce que « c'est l'université la plus proche de chez nous », disait-elle. La jeune fille n'est pas inscrite en sciences naturelles, car elle n'a pas eu la moyenne dans cette matière au bac. Placer chiaque étudiant dans l'établissement et la filière de son choix est un casse tâte. L'ur a lo pré être d'ur C'

Pour proché condan de droi a conda un tota mages viles. Se condan avec su re prive gien toi

mois d

Le c des pou bier

le 1

kas...part de d'aborn Pourts année chœur discret une fo oubliet pette ; chorel

Ries chœus Join d'

France - S-on

Juillet 92

Ils n'ont pas pu s'inscrire à l'université

Les « sans-fac » manifestent

Selon les organisations étudiantes, 10 000 bacheliers parisiens sont encore « sur le pavé ». Le rectorat débloquant les places au compte-gouttes, un nouveau défilé est prévu mardi.

C'est la deuxième fois en une semaine, qu'un syndicat d'étudiants interpelle Jack Lang à propos du mauvais déroulement des inscriptions universitaires. Le vendredi 10 juillet, l'Unef-Indépendante et démocratique (Unef-ID, proche des socialistes) adressait une lettre au ministre de l'Education nationale et de la Culture pour protester contre la sélection pratiquée par certaines universités.

Jeudi, le président de l'Unef-Solidarité étudiante (Unef-SE animée par des communistes) priait Jack Lang « de mettre un terme au calvaire des bacheliers ». Dans ce courrier, Olivier Meier décrit le parcours du combattant imposé aux non-inscrits qu'il estime à environ 10 000 : « Trimbalés de fac en fac, de bureau en bureau, inscrits sur des listes d'attente puis refusés sans autre forme de procès, astreints à des attentes interminables, ils n'en peuvent plus. Je m'adresse à vous aujourd'hui parce que vous avez le pouvoir de mettre un terme à cette situation. Vous ne pouvez pas laisser un seul de ces jeunes, qui viennent d'obtenir leur bac, dans l'incertitude. Une place à l'université c'est un droit ». L'Unef-SE réclame « un plan Orsec » pour les bacheliers.

Jack Lang fait la sourde oreille à ces suppliques. Il rejette la responsabilité des difficultés rencontrées par les futurs étudiants parisiens sur les rectorats et les universités. Pourtant, c'est bien la faute du ministère si les places manquent dans les établissements d'enseignement supérieur. Si la tendance observée les dernières années se confirme, il faudra accueillir quelque trois cents étudiants de plus cette année dans des facultés déjà saturées: Cela promet d'importantes tensions dans les salles de cours à la rentrée. Par ailleurs, qui, sinon le locataire de la rue de Grenelle, a le pouvoir de mettre fin aux pratiques sélectives formellement interdites par la loi?

« Certains délais »

Tandis que Jack Lang garde le silence, les rectorats d'Ile-de-France tentent de minimiser la crise: « Les inscriptions en université demandent nécessairement certains délais, compte tenu de l'importance des effectifs concernés et de la complexité de la carte universitaire qui compte en Ile-de-France 17 établissements et un nombre plus grand encoré de localisations et de fillères, expliquent-ils



Des manifestants se sont enchaînés symboliquement aux grilles de la Sorbonne. (Photo Bouchon/Le Figaro.)

en chœur. Les inscriptions se déroulent et se dérouleront durant tout le mois de juillet et se feront en fonction des seuls critéres : secteur géographique d'origine des étudiants, moyens de transport en commun à leur disposition. » Ils assurent enfin « que, en vertu de la loi, tous les étudiants seront inscrits dans une filière répondant à l'un des vœux qu'ils ont été appelés à formuler ».

Les actions entreprises depuis plus d'une semaine par les organisations étudiantes commencent à porter leurs fruits. Jeudi, l'Unef-ID a remporté une première victoire: Jussieu a accepté d'inscrire une centaine d'étudiants supplémentaires en sciences de la matière et en mathématiques appliquées aux sciences sociales. L'université a également augmenté de 50 places ses capacités en sciences de la nature et de la vie. A Nanterre, où une occupation avait eu lieu la veille, l'université s'est engagée à accueillir tous les étudiants du secteur qui avaient demandé Nanterre en premier choix.

Hier après-midi, l'Unef-SE a obtenu la garantie du rectorat que tous les bacheliers seraient inscrits dans la filière de leur choixn, sauf en culture et communication, arts plastiques et psychologie, trois disciplines prises d'assaut. Une promesse

arrachée après une manifestation de 150 jeunes devant le rectorat de Paris, rue des Ecoles. Dès 14 heures, ils avaient déployé une banderole résumant leurs revendications: « Une place en fac, c'est un droit; inscription pour tous dans la fillière de son choix ». Parmi les manifestants, Valérie, 19 ans, brandissait une lettre des services interacadémiques des inscriptions et expliquait, furibonde: « On me dit qu'en arts plastiques les demandes dépassent les capacités d'accueil et l'on me conseille de m'inscrire en philosophie. De qui se moque-t-on? »

me dit qu'en arts piastiques les demandes dépassent les capacités d'accueil et l'on me conseille de m'inscrire en philosophie. De qui se moque-t-on? »

Une vingtaine de protestataires s'étaient ensuite enchaînés symboliquement aux grilles de la Sorbonne, en hurtant : « Ravel (ndir : le système d'inscription par Minitel), c'est l'arnaque, on veut tous une place en fac ». Pendant ce temps, une délégation de huit représentants des universités « à problèmes » (Paris-I, II, III, VI, VI, XI, était reçue par Marc Javoy, vice-chancelier des universités. Malgrèces promesses, le bras de fer continue entre l'administration et les étudiants que nouvelle manifestation est prévue, mardi à 14 heures, du rectorat de Paris au ministère de l'Education nationale.

Muriel FRAT et Véronique BLANCHARD.

Le Figur

19107/92

a a skiller

D'un bureau l'autre...

Etudiant, cherche faculté

OILA maintenant une bonne semaine qu'ont débuté les inscriptions universitaires. Des inscriptions qui s'apparentent toujours plus à un parcours du combattant; avec ce que cela implique de brimades, d'arbitraire et... de risques. Ceux de s'exposer, au bout du compte, à une amère découverte: avoir dépensé son énergie en pure perte, et se retrouver « blousé » en apprenant une décision finale aux allures de couperet. Ainsi que le déclarait Olivier Meier, dans une lettre à Jack Lang: « Trimballés de fac en fac, de bureau en bureau, inscrits sur des listes d'attente puis refusés sans autre procès, astreints à des attentes interminables... ils (les nouveaux bacheliers désireux de s'inscrire dans le supérieur, NDLR) n'en peuvent plus. Une à une, les portes se ferment et les services administratifs se renvoient la balle ».

Le président de l'UNEF estime réaliste un chiffre de 10.000 bacheliers actuellement ballottés par cette vague d'arbitraire : « Il faut un plan ORSEC pour les bacheliers, décider immédiatement d'un plan d'urgence de créations de places partout où des problèmes se posent. Naturellement, pour cela, il faut des moyens. Mais c'est l'avenir de milliers de jeunes qui est en jeu. Et c'est cela que les bacheliers attendent de vous ».

Le ministre entendra-t-il? Les alternances d'entrechats et de mutismes qui le caractérisent autorisent l'inquiétude à ce propos. Certes, ses services, comme ceux de son prédécesseur, affirment que tout sera réglé en septembre. Mais Jack Lang, pas plus que Lionel Jospin, ne s'engage sur la question fondamentale des moyens à mettre en œuvre contre cette sélection par

L' Humanité

18/07/92

ON A BEAU CHANGER DE CHEF

WORCHESTRE, C'EST TOUJOURS

LE BORDELO DE RAVEL, JE VOIS!

WIVERSITÉS

LES RATÉS

DU

SYSTEME

RAVEL

RAVEL

Le Figaro 17/7/92

Manifestation de bacheliers pour l'inscription en faculté

Le rassemblement organisé, hier à Paris, par l'UNEF a regroupé de nombreux bacheliers actuellement rejetés par plusieurs facultés faute de place. Le syndicat étudiant annonce une manifestation pour mardi prochain



inscrits dans des filières de leur choix. (Photo Joël Lumien.)

délaisse en cours de route, Son truc a commencé en avril. Elle ne sait quand logie. Viviane n'a pas eu de réponse positive à son coup de fil. Saturation à Paris, à Lille, à Tours. Son marathon nee d'apres, elle suit un BTS Yiviane obtient son bac en 1991. L'anni où prendra fin cette course infernale mille, ses amis pour étudier la psycho-Val-de-Mame est prête à quitter sa fa-Lille et à Tours. Elle qui habite le SSAYEZ la province », lui a-t-on retorque afin de la dissuader. Elle a téléphoné

un dossier de candidature, attend et reçoit un courrier. Négatif. C'est bouche et, de toute façon, on ne prend que les étudiants demeurant à Nanterre, Nanterre pour se renseigner, remplit avril donc, elle remplit une fiche de vœu au rectorat, téléphone à la fac de

au rectorat de Paris. Cette fois, elle n'était pas seule. Des centaines d'autres taneuse », dit-elle dans un soupir. Pourtant elle v tient à sa psycho! Elle qui n'ont rien. Ça veut dire que je peux très bien me retrouver en droit à Villeser une fiche d'attente, « Ils casent ceux Pourtant, elle y tient à sa psycho! tient tant qu'elle s'est retrouvée, hier Viviane retourne au rectorat depo-

la bataille du pot de terre contre le pot de ser. On ne peut pas parler de liberté quand on ne peut même pas étudier. mon sis. C'est toujours les mêmes qui sont en train de pleurer, C'est toujours Je ne peux offrir des études privées a ormation universitaire, déclare-t-elle. une meilleure situation quand on a une à l'egard de son enfant, « On espère à quelque chose », souligne cette mère d'étudiants en colère le rectorat fera vail à la maison. « J'y crois à ce genre d'initiative. Je n'ai rien d'autre à me raccrocher. Je me dis que devant tant resolue à ne pas accepter cette injustice

puis le 8 juillet, plusieurs actions aient eu lieu dans les facs, comme à Tolbiac ou à Jussieu. Devant les regards impassibles des policiers, quelques étudiants à l'action « SOS-inscription ». Que detion et d'isolement des jeunes. Or, Ravele être un moyen privilégié de sélec-Ravel, ce système informatique mis en place depuis deux ans, cense simplifier rue des Ecoles, les manifestants crient el n'a pu empêcher que près de 500 d'entre eux ayant déjà répondu leur colere : « Ravel, c'est l'arnaque! » n'a pu empêcher démarches administratives, s'est re-Face à l'académie de Paris, dans la

> froit aux études. c'était lui qui revendiquait une place à .000 jeunes ont ainsi imposé leur tion, il a reussi enfin à obtenir une université d'Orsay. D'action en ac-12 120 1990 et 1991

mon probleme n est pas resolu? » m'angoisse. Malgré tout, je garde es-poir. » Christelle s'interroge : « Vais-je partir en vacances ou rester ici tant que sacile. En plus, on nous jette de par-tout : de l'académie, du rectorat... Ça connais pas. C'est grand et c'est lait tenter le concours d'entrée en scien-3 juillet dans la boîte aux lettres de temps. La fac conviennent pas. J'y pense tout retrouver dans des filières qui ne me toutes ces difficultés. J'ai peur de me ces politiques. « J'étais loin d'imaginer en histoire. Après un DEUG, elle vou-Christelle. L'université de Nanterre ne veut pas d'elle. Saturation est un milieu que je ne egalement SEC

moyens. Mais, c'est l'avenir de milliers ces partout où les problèmes se posent. Naturellement, pour cela il faut des d'un plan d'urgence de creation de plal'Education nationale. Car, comme l'écrivait, le 16 juillet, Olivier Meier, le président de l'UNEF au ministre les bacheliers, décider immédiatement décisions de l'académie de Paris. Mardi lack Lang, « il faut un plan Orsec pour prochain, une manifestation partira du dez-vous est fixe dans toutes les univery a cinq sois plus de demandes que de places actuellement disponibles, L'UNEF appelle à poursuivre les acrectorat et aboutira au ministère de dossiers et mettre en application des sites afin de veiller aux déblocages des d'études pour tous. Des lundi, un renpour 800 personnes en psychologie, il des de culture et communication, de psychologie et des arts plastiques. Il tions pour continuer à imposer le droit enseignements dans ces silières. En arts plastiques, il n'existe que 200 places psychologie et des arts plastiques. Il manque des capacités d'accueil et des dans les filières de leur choix, à l'excepdemande des étudiants d'être inscrits Celui-ci s'est engage à repondre à la tion de ceux qui veulent suivre des etuchanceller des universites parisiennes légation a été reçue par le vice-Au cours du rassemblement, une de-

Mina Kac

de jeunes qui est en jeu ».

se sont enchaînes. Pris dans les chaînes

La mauvaise nouvelle est arrivée

il n'a rien vu venir. Lui auxi a couru un marathon : Juxieu, Créteil, puis Juxieu, « Le Minitel, c'est du pipeau.

il a été inventé pour éviter la protesta-

à 10.000, Parmi eux, Thierry. Il veut suivre un DEUG A (sciences et struc-ture de la matière). Inscrit par Minitel,

criptions en fac. D'après les

inistrations des universites, le nomjeunes interdits d'école est évalué

inscriptions » le 8 juillet, jour des ins-

poir », lance-t-elle dans un sourire. L'UNEF, qui a appelé à ce racem-blement, a débuté l'initiative « SOS-

que ça à faire : suivre les mouvements

bacheliers l'entouraient. « Je n'avais

SNESUP : ILLEGAL!

a avoir une seconde personne sans tra-

a tenu à participer au rassemblement. Un époux au chômage, elle ne tient pas tentent de nous décourager par tous les des autres. Ils nous envoient balader et en masse. Dans les fact, on obtient des tion. Avant les gens venaient s'inscrire

moyens », dit-il. La maman de Thierry

informations contradictoires des uns et

exigence d'un collectif budgétaire rentrée, Le SNESup renouvelle son tions tous les nouveaux étudiants à la et sans discriminations ni eliminapour la rentrée 1992. moyens d'accueillir convenablement reclamer aux pouroirs publics les de droit et sans conditions restrictives mier grade universitaire, donne acces les universités et leurs dirigeants Il rappelle que le baccalauréat, preson choix et proche de son domicile. de tout bachelier à s'inscrire dans une l'enseignement supérieur. Il invite formation universitaire conforme engagées pour faire respecter le droit ques illégales et soutient les actions universités, tant en région parisienne qu'en province, le SNESup, dans un communiqué, s'élève coutre ces pratinouveaux bacheliers dans plusieurs sur diverses tracasseries infligées aux Alerté sur les refus d'inscription et

78/07/12 Humanile

Les couacs du service Ravel

simplement parce que les places offertes en premier cycle sont insuffisantes. Ravel ne permet pas encore d'inscrire tous les candidats dans les meilleures conditions - Tout Mis en place pour améliorer l'accueil des bacheliers dans les universités, le système télématique

Mais bien peu en regard de la padevant le rectorat de Paris, ils sont aujourd'hui à une manifestation cat étudiant, l'Unef, qui appelle C'est trop, quand on en fait partie. simple formalité. D'après le syndi-« environ 6.000 sur le carreau ». pas ramené l'entrée en fac à une lle-de-France depuis 1990, n'a tion par Minitel, obligatoire en elèves), système de pré-inscripment automatisé des vœux des témoignent : Ravel (rencenserisiennes pour s'y faire inscrire en -pé mercredi les universités pa-ES BACHELIERS qui ont occu-

d'envoyer les convocations. cipale » en vue d'inscriptions futures. Les universités viennent une liste d'attente ou « liste princhent en juin sur une place dans par les rectorats en avril et débouchoix de filières sont rencensés velisés ». Emis en janvier, leurs lycéens inscrits au bac se sont 🕻 ra-Cette année, 85 % des 118.000

tente et le système du *« premier* Avec Ravel, exit les files d'at-

> es points de tension entre l'offre choix, aux universités d'anticiper cun de trouver la place de son lref, Ravel doit permettre à chaaire à l'université de leur région. es bacheliers ont un accès priorie principe de la €sectorisation », comme les autres. En outre, selon

Nos prévisions sont toujours de type IUT ou classes prépa. nent acceptés dans les filières nation remonte mal, on connaît François Debeux, vice-président de l'université de Nanterre, char-Ausses! rès tard ceux qui sont finalesé des études. Parce que l'inforpulation avant bac, rappelle Jean-Voire. 🕻 On travaille sur une po

ris. De plus, la « sectorisation » a œs ratés. En DEUG Sciences de andidat ne peut faire apparaître place, de se retrouver à Saint-Deætte subtilité et risque, faute de « clinique » en psychologie. Le sule Jussieu offre une option les spécificités des facs. Exemple, En outre, Ravel n'identifie pas

ont le bac à l'oral sont traités

solution de dernier Le bricolage comme recours .

ne pouvons même pas les rensel· der, président de Paris VII. Nous autres, note Jean-Pierre Dedonpeut ne jamais venir. « Nous n'acepté par ailleurs. La convocation ser où l'étudiant pourrait être acvons pas accès aux fichiers des une réponse négative sans préci Enfin, certaines facs envoient

« techniques », Ravel bute sur le Pour le seul droit, 2.000 candidats pour... 800 places. scriptions pour 4.130 places. que de places. Nanterre a reçu plus de 9.000 demandes d'inproblème fondamental du man-Mais, plus que sur ces avanies

beux. Il y avait encore trop de d'abord appliqué la sectorisation, explique Jean-François De-Reste donc le bricolage. « On a

chellers issus des départements 91, 77 et 92... mais pas de Parila nature, Jussieu a reçu des bacandidats : une lettre d'attente à

cuell y dépassé nos capacités d'ac chose en sciences éco, où l'on a sponibles. Finalement, 150 canproposé 200 inscriptions pour didats ont été contactés. Même 75 places. On a officiellement trouville. Restatent 50 places di Saint-Cloud, du Vésinet et de Sarété envoyée à ceux de La Celle

ceux qui ne savent pas où on les des informations sur le compte de compte d'être casés en septembre ner des dossiers qui n'avaient pas En outre, il a accepté de réexami en DEUG sciences de la nature par le rectorat), et tente d'obtenir distribué 250 « fiches rectorales » été remplis en temps et en heure vient d'ouvrir 50 places de plus (qui permettront aux laissés-pour (392 demandes pour 220 places) A Jussieu, Jean-Pierre Dedonde

ques. Ravel a inventé pour elles la sélection administrative. La loi interdit aux universités la

Nathalie Guiberi

26/20/26

Le Journal du Dinamere

Ravel, un succès mais aussi des couacs

par Alexandre Josso et Marc Fernandez

FACS encombrées, filières qui se bouchent : quelque 3.000 bacheliers ne sont toujours pas inscrits dans l'une des dix-sept universités d'Île-de-France. Pour protester contre cette situation, l'UNEF (Union nationale des étudiants francais) appelle à un rassemblement, demain à 15 heures, devant le Rectorat de Paris. Delphine, au bord de la crise de nerfs, ira manifester avec eux. C'est la dixième fois que, au service des inscriptions de Jussieu, on lui répond : « Désolé, il faut attendre. » Début de vacances gâché pour elle qui voulait s'inscrire en psychologie. Pourtant, elle avait bien utilisé son minitel.

Le Recensement automatisé des vœux des élèves (Ravel), ce système mis en place en 1987, est obligatoire depuis 1990 et permet aux élèves de terminale une préinscription dans la filière et l'université de leur choix. Un système aujourd'hui efficace. Lundi, à Jussieu, la majorité des bacheliers convoqués par minitel pouvait s'inscrire sans problèmes (45 minutes montre en main) à l'issue d'un parcours flèché. Le rectorat confirme : « Pour 60.000 nouveaux bacheliers en Ile-de-France, 95 % des demandes ont été satisfaites cette année. » Demeurent les 5 % de laissés-pour-compte (encore non inscrits en juillet) qui attendent exaspérés dans les couloirs de Jussieu, Nanterre ou de la Sorbonne, les facultés... les plus demandées.

« C'est la conséquence inévitable du système RAVEL, souligne Swann, président de l'UNEF-ID à Paris VII. Libres de leur choix, tous se précipitent sur les mêmes facultés, parce qu'elles sont réputées ou parce qu'il y a un phénomène de mode... L'année dernière, c'était la médiation culturelle et la communication. Cette année, c'est la

psycho. » De fait, à Jussieu, on a dénombré 500 demandes dans la filière psychologie pour 100 places disponibles!

Sur place, des conseillers pédagogiques orientent les bacheliers vers les nouvelles facultés de la région (Cergy, Evry, Marne-la-Vallée) ou vers d'autres filières moins spécialisées. Restent ceux qui tiennent à leur choix. Ces derniers doivent remplir une fiche et attendre que leur sort soit fixé en septembre, à la réouverture des services administratifs. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, il peuvent déposer un recours devant le tribunal administratif.

Pour certains, l'angoisse se transforme en colère. Lundi déjà, ils étaient quelques-uns à occuper les locaux de Nanterre et, vendredi, quatre élèves les ont imités dans le bureau présidentiel de Jussieu. La manifestation de demain semble être le dernier espoir de ces futurs étudiants dans l'impasse.

Des étudiants non inscrits occupent la fac du Panthéon

ne trentaine de jeunes bacheliers occupent depuis lundi, de jour comme de nuit, les locaux de la faculté du Panthéon à Paris. Depuis le mois de juillet, ils suivaient pas à pas le parcours de l'étudiant qui veut s'inscrire en fac: inscription par minitel (système RAVEL), fiche rectorale, confirmation. Et puis rien; pas de place dans l'université de leur choix (en l'occurrence Paris-I), comme quelque 3 000 étudiants en Ile-de-France. Encadrés par l'UNEF et ravitaillés par leurs parents, ils ont décidé de rester sur place tant que la direction ne les aura pas inscrits dans cette université. M. Haddad, le président de Paris-I, déclare: «Je serais près à les prendre, mais, si je les acceptais, je risquerais de me retrouver avec cent autres cas désespérés, et là, c'est plus que que mes chargés de travaux dirigés ne peuvent supporter.» La solution, il l'a soumise au ministère de l'Education: trois salles supplémentaires, deux postes d'enseignants temporaires et un encadrement administratif. «Si nous n'obtenons pas ces moyens, je vais me retrouver avec des profs qui font grève et qui découragent leurs étudiants pour alléger les effectifs de leurs classes. » Hier soir, on attendait toujours la réponse du ministère...

ination 2

29/09

18/07/93.

l'Immanité

Université

Bacheliers en panne d'inscription

NE fois encore, des jeunes bacheliers de la région parisienne sont dans l'angoisse. Les ratées de RAVEL liées à l'insuffisance des capacités d'accueil des universités des trois académies de l'Ile-de-France font de l'inscription dans l'enseignement supérieur un véritable parcours du combattant. Il s'agit pourtant d'un droit établi par la loi. Après l'épreuve du baccalauréat, ce devrait même être un plaisir justement gagné. Les services de l'Education nationale affirment que plus de 95 % des demandes ont été satisfaites et font valoir que les situations difficiles sont en nombre très inférieur aux années précédentes. Une appréciation difficile à vérifier, mais ces indications laissent supposer que de trois à quatre mille jeunes sont pour l'heure laissés pour compte. Cela fait beaucoup, beaucoup trop, pour accepter que l'on puisse parler de « couacs »,

terme en vogue au rectorat de Paris.

Faute de transparence et de l'existence d'un centre unique de recours en cas de difficulté, on est en effet réduit à collecter des témoignages. Ainsi plusieurs dizaines de jeunes ont décidé de ne pas bouger des locaux de Paris-III Censier tant que l'on aura pas répondu à leur légitime attente. Plus de deux cents bacheliers se sont organisés, avec l'aide de l'UNEF, à Paris-X Nanterre. Des bacheliers du lycée des Pierres-Vives, de Carriéres-sur-Seine (très proche de Nanterre par le RER), se trouvent ballottés entre cette université et celle de Cergy, beaucoup plus éloignée, chacune renvoyant la responsabilité de la sectorisation à l'autre. Pour aider tous les jeunes concernés, l'UNEF a mis en place un dispositif, S.O.S.-Inscriptions, que l'on peut joindre au 42.45.84.84.

L'HUMANITE/MERCREDI 14 JUILLET 1993 - 5

EDUCATION

Facultés: inscriptions douloureuses

Les présidents d'universités ont estimé hier que le problème serait réglé d'ici à septembre.

« J'aimerais être architecte d'intérieur et sürement pas professeur de français. » Florence, 19 ans, vient d'obtenir un baccalauréat A1. Au mois de février dernier, elle avait exprimé ses choix d'orientation sur le système Ravel : arts plastiques à la faculté de Tolbiac en premier choix, arts plastiques à Saint-Denis en second et, en troisième choix lettres modernes à Créteil. Pour son plus grand désarroi, c'est son troisième choix qui a été retenu. « Je trouve ça intolérable. Il n'y a que deux facultés qui font arts plastiques, j'étais obligée de faire un troisième choix ».

Alors, hier, comme 80 autres bacheliers et parents. d'élèves, Florence faisait le siège de l'université de Tolbiac pour obtenir son inscription, au moins dans la fitière de son choix. Depuis mardi, ce groupe occupe nuit et jour les locaux administratifs de la faculté. Une délégation menée par des militants de l'UNEF-SE (proche du PC) a été reçue à deux reprises par le président de Tolbiac, Georges Haddad.

Gros problème

Mais les négociations ont eté rompues, jeudi matin, devant le refus des étudiants de quitter les lieux et de laisser les inscriptions se dérouler normalement. Dès mardi, ces inscriptions avaient cessé et plus d'un millier de nouveaux bacheliers devront s'inscrire par correspondance. Une situation contre laquelle s'insurge Georges Habbad. contraint de fermer la faculté : lls veulent par la force me faire inscrire des étudiants qui n'ont pas de place allleurs. Je me battrai pour que soit respecté le choix de la filière. Que puis-je faire de plus ? »

Ce principe du respect du choix de la discipline est bien celui qui a prévalu lors de la réunion des présidents des 17 universités, hier matin, au rectorat de Paris. Ainsi, Maurice Garden, vice-chanceller des universités de Paris, a-t-il af-

tirmé à l'issue de cette rencontre : « Tous les nouveaux bacheliers de l'IIe-de-France auront une place dans la filière de leur choix. Les cas en attente, soit 2 000 personnes, recevront dans les deux semaines une proposition d'affectation et les inscriptions se feront en septembre. »

Pourtant, un gros problème demeure : 400 élèves ne pourront pas s'inscrire en psychologie. Dans cette filière, les demandes ont subi cette année un véritable boom dépassant de plus de la moitié les possibilités d'accueil. Ces étudiants recevront également un courrier leur demandant une confirmation ou un changement d'orientation. Pour ceux qui se destinent réellement à la psychologie, des négociations reprendront en septembre avec les présidents des différentes universités. Une mesure d'ensemble sera par ailleurs prise en septembre pour les « bacheliers antérieurs ».

L'Unef-iD, syndicat étudiant proche du PS, se veut lui aussi rassurant, Philippe Campinchi. son président, explique द्वे*« L'an* dernier, à la même époque, nous avions organisé une réunion pour tous les étudiants qui avaient des problèmes avec les inscriptions. Nous étions 1 500 dans un amphithéâtre. Cette année, nous n'avons même pas eu à faire cette réunion. » Selon lui, le système Ravel a considérablement amélioré la situation des étudiants. A l'Unef-ID, on a décidé de « jouer le jeu en acceptant de considérer que les inscriptions prennent deux mois. » Philippe Campinchi conseille aux étudiants en attente de ne pas paniquer, leur promet qu'ils seront tous inscrits dans la filière de leur choix. Il reconnaît pourtant que cette incertitude * estal aspect le plus inhumain du système et que ce n'est pas facile pour les nouveaux bacheliers de partir en vacances sans savoir ce qu'ils feront au mois d'octobre. »

Sandrine BOUILLOT



Des bacheliers occupent depuis deux jours la tour Tolbiac à Paris

uatre-vingts bacheliers occupent depuis mardi matin le II e étage de l'université Paris I-Centre Pierre-Mendès-France, rue de Tolbiac dans le 13e arrondissement. Refusés par Paris I, victimes des ratés du système Ravel ou titulaires d'un bac antérieur à 1993, ils sont tous sans inscription, surtout en droit et arts plastiques, mais aussi en sciences-éco, gestion, AES (administration économique et sociale). N'ayant obtenu aucune garantie lors de leur rencontre mardi avec le président de l'université et n'ayant pas été reçus hier matin, malgré son engagement, par le directeur des inscriptions de Tolbiac, les bacheliers ont décidé hier de continuer l'occupation. Ils seraient cinq cents dans cette situation à Paris I.

Mardi et mercredi, les étudiants régulièrement convoqués pour effectuer leur inscription se sont heurtés aux grilles de l'établissement fermées par les vigiles. L'administration a fait savoir qu'ils recevraient une nouvelle convocation ou s'inscriraient par voie postale. Les présidents des dix-sept universités d'Ile-de-France se réunissent demain pour faire le point.

Luillet 93

CS.

Bacheliers: rendez-vous au rectorat

L'UNEF continue sa bataille des inscriptions en faveur des bacheliers. Ainsi, 80 bacheliers soutenus par le syndicat étudiant occupent depuis mardi dernier la présidence de l'université de Paris-I. Ils ont passé leur troisième nuit dans les locaux de Tolbiac. Sous leur pression, le président a accepté de rouvrir les inscriptions dans toutes les filières, excepté le droit. La même détermination se constate à Nanterre ou 25 bacheliers occupent depuis jeudi les locaux administratifs. A Paris-III, 15 autres jeunes ont passé la nuit de mercredi à jeudi sur place. Tous se retrouvent aujourd'hui à 10 h 30 devant le rectorat de Paris. Ils y seront rejoints par les bacheliers qui entendent se faire inscrire à Paris-VII, Paris-VIII, Paris-IV.

Bacheliers: occupation à Paris-I Tolbiac

Le bureau des inscriptions du centre Tolbiac, regroupant la plupart des premiers cycles de l'université Paris-I, était occupé hier en sin de journée par 80 bacheliers. Excédés de n'obtenir aucun engagement clair sur le respect de leur droit de poursuivre des études supérieures dans la filière de leur choix; ils se sont présentés à l'université à la mi-journée avec des militants de l'UNEF et décidaient peu après d'occuper les bureaux du service des inscriptions. De son côté, le rectorat de Paris a annoncé une réunion des présidents des universités de la région parisienne vendredi à ce propos.

20 - L'HUMANITE/MERCREDI 21 JUILLET 1993



Des bacheliers se rassemblent devant le rectorat de Paris

nviron 250 bacheliers se sont rassemblés hier après-midi devant le rectorat de Paris à l'appel de l'Union des étudiants de France (Unef) pour réclamer des garanties d'inscription en fac. Ils ont confié. à la délégation reçue par le vice-chancelier des universités, environ 150 fiches rectorales pour tenter d'obtenir une place dans une des dix-sept facultés d'Île-de-France. Sur ces fiches, aucune discipline ni université n'est assurée. La discipline est seulement «souhaitée» et l'établissement précisé à «titre indicatif».

Le vice-chancelier s'est engagé à ce que les bacheliers obtiennent tous la filière de leur choix, à défaut de l'université de leur choix. Car, selon lui, seulement 60% des capacités globales d'accueil sont remplies. Mais pour Jennifer ou Souad par exemple, qui ont déjà occupé la présidence de Jussieu pendant la nuit de vendredi, la matière de leur choix, la psychologie clinique, ne s'enseigne qu'à Paris VII où on les a refusées.

Les bacheliers qui venaient des principaux points noirs des inscriptions parisiennes (Paris let IV-Sorbonne, III-Censier, VII-Jussieu, VIII-St-Denis et X-Nanterre) ont décidé de poursuivre leurs actions, diverses, en direction des présidents d'université.

ES usagers de la SNCF sont victimes des déraillements de Socrate, les étudiants en mal d'inscription des fausses notes de Ravel.

Socrate, Ravel... Mais pourquoi tous ces systèmes informatiques se permettent-ils de porter des noms aussi glorieux dont ils galvaudent la renommée par leurs ratés. La loi sur la protection des réputations devrait leur interdire ce genre d'usurpations.

Jérôme Canard



La bataille pour les inscriptions des bacheliers en faculté s'est poursuivie hier à la Sorbonne à l'initiative de l'UNEF. Plus de 10 jours après les résultats du bac, le rectorat de Paris admet que 3.000 candidats aux études supérieures n'ont pas toujours pas trouvé de place. 2.000 d'entre eux ont déjà fait appel au S.O.S.-Inscriptions lancé par l'UNEF, notamment à Paris-II, Paris-IV, Paris-VI et Paris-X. (Photo Bajande.)



L'UNEF recrée SOS Inscriptions en université

Le dispositif « SOS inscriptions » de l'UNEF, destiné aux nouveaux bacheliers qui doivent s'inscrire pour la première fois en fac et qui rencontrent des difficultés, a ouvert ses portes hier place Paul-Painlevé, face à la Sorbonne et au rectorat de Paris. Selon l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) les universités d'Île-de-France ne disposent qe de 5 000 à 6 000 places supplémentaires pour un afflux de 60 000 bacheliers de plus que l'an

JEUDI 8 JUILLET 1993

Liberation 13/07/93

Des bacheliers occupent des locaux universitaires à Paris

ne cinquantaine de bacheliers occupaient hier après-midi la «pyramide» de l'unit VII-Jussieu et une trentaine d'autres le rez-dechaussée de Paris X-Nanterre. Ils protestent contre le système d'inscription qui laisse certains d'entre eux sans affectation, qui en envoie d'autres dans des établissements qu'ils n'avaient pas demandés. L'université Paris X-Nanterre a reçu cette année 6 000 demandes pour 3 400 places disponibles - c'est la faculté la plus saturée avec Paris I. Comme dans le reste de l'Île-de-France, les problèmes s'y concentrent sur les filières de psychologie et d'AES (administration économique et sociale). A Paris VII-Jussieu, 3 000 bacheliers ont demandé une inscription en psychologie: il y a 1 500 places.

Le rectorat de Paris affichait pourtant hier matin un certain optimisme puisque, selon lui, plus de 95% des bacheliers avaient trouvé une place dans la filière de leur choix. Mais pas forcément dans l'université de leur choix. Quant aux difficultés de la filière psychologie, elles proviennent en partie d'une volonté du rectorat de réduire le nombre de places et de réorienter les candidats - qui veulent souvent se diriger ensuite vers le professorat des écoles - vers les lettres, la sociologie, la philosophie et les langues.

Une mention au bac et pas de fac

ORTE cochère entrebâillée, rue Cujas. Une affiche sur la porte: «Paris 5 ne distribue plus de fiches rectorales. » Nicolas soupire et retourne pour la énième fois vers la Sorbonne. Direction la galerie Jean-Baptiste Dumas. Au pied de l'escalier, il se glisse dans la file d'attente, derrière Fanny et sa mère. Venue de Maurice-Ravel, la jolie jeune fille de dix-sept ans, bas A2 mention très bien, n'a de place nulle part. « l'avais demandé Assas en premier choix sur Ravel - l'inscription par Minitel. Et Paris 1 en second choix. Je ne suis inscrite nulle part, et je veux absolument faire droit. » Pour Fanny et sa mère qui l'a accompa-gnée c'est le désarroi total. Depuis une semaine rien ne

Comme Fanny, Thomas est venu en famille. Lui aussi galère depuis une semaine de facs en facs. « J'ai mon bac et je suis pas inscrit. J'ai rempli la feuille verte (fiche rectorale d'attente) et je la rapporte... » Sa mère pousse un soupir: «Quand on a vu les résultats du bac, on s'est dit ouf, ça y est. Eh bien non Ça continue!» Thomas devrait déjà être parti en vacan-

ces. Il passera son été en banlieue.

Thomas et Fanny sont tous deux inscrits dans des filières « à problèmes ». La psychologie, le droit et les arts plastiques où les places manquent.

L'U.N.E.F., qui appelle à une manifestation lundi devant le rectorat, rue Curial, estime à 4000 (sur 60 000) le nombre de bacheliers n'ayant pu s'inscrire dans une des 17 universités de la région parisienne, tous ou presque dans des filières « à la mode ». Les embouteillages se concentrent sur la Sorbonne, Censier, Jussieu (où, hier soir, des lycéens occupaient le bureau du président), Saint-Denis et Nanterre. Viennent y s'ajouter les candidats qui changent d'académie et ceux qui ne sont pas nouveaux bacheliers.

En début de semaine le rectorat se félicitait que plus de 95 % des bacheliers aient été inscrits dans la filière et presque toujours dans la fac de leur choix. Le nombre d'étudiants à entrer en première année d'université en septembre est inférieur à l'an dernier, et le système Ravel, il y a quelques années très défaillant, assuré aujourd'hui son rôle... Maryline Baumaré Maryline Baumard

LE PARISIEN

SAMEDI 17 - DIMANCHE 18 JUILLET 1993

Fin du conflit des inscriptions dans les facs d'Île-de-France

quelques heures de la clôture des inscriptions administratives. les présidents des dix-sept universités d'Ile-de-France se sont réunis hier au rectorat de Paris avec le vice-chancelier des universités et les recteurs de Créteil et de Versailles pour faire le point. La psychologie reste le seul dossier non résolu. Une partie des 300 bacheliers ayant demandé cette filière se verra proposer une autre discipline. Les 70 inscriptions toujours en souffrance pour les arts plastiques seront réparties entre Paris I et Paris VIII. Pour le droit, la situation n'est pas encore clarifiée, mais 100 places ont été libérées à Paris V, VIII, Sceaux et Orsay.

La tour Tolbiac de Paris I, occupée pendant quatre jours par des bacheliers sans inscription et des militants de l'UNEF-SE, a été évacuée hier dans la soirée. Le président de l'université s'est engagé à les recevoir mardi et à inscrire tout le monde, à Paris I ou dans une autre fac pour les filières droit et arts plastiques. Les inscriptions des étudiants admis, empêchées par l'occupation des locaux, se feront par courrier ou à partir du 3 septembre, date de réouverture de la fac.



Troisième jour du siège de Tolbiac par des bacheliers non inscrits

Pour sa troisième journée d'occupation, la tour Tolbiac de Paris I, dans le XIIIe arrondissement, avait hier un air de citadelle assiégée. A l'intérieur, les 80 bacheliers sans inscription ont les traits tirés par deux nuits passées dans le local des inscriptions, au onzième étage. Certains dorment sur les marches, d'autres mangent ce qu'une mère inquiète vient de leur apporter. Devant les grilles, les futurs étudiants s'impatientent, brandissant au nez des vigiles leur convocation officielle. La réponse du personnel administratif, descendu pour la circonstance dans la «fosse», à l'entrée de la fac, est toujours la même: «Vous recevrez chez vous une lettre pour vous inscrire par correspondance. Le service des inscriptions est bloqué. » Pourtant, le service des inscriptions est libéré depuis midi. Si le président de l'université a décidé de ne pas les reprendre avant la fermeture annuelle du centre, c'est pour des « raisons de sécurité ».

Côté négociations, c'est l'impasse. Une rencontre avait pourtant eu lieu mercredi soir entre les bacheliers et le président Georges Haddad. Ce dernier acceptait d'inscrire tout le monde, sauf les vingt-huit à demander une inscription en droit, dont les dossiers seraient traités au cas par cas. En effet, 1 090 personnes sont déjà régulièrement inscrites en droit alors que les capacités sont dé 1 000. Hier matin, c'est le malentendu. D'accord sur le fond mais demandant des garanties supplémentaires, les bacheliers n'ont pas encore libéré le local des inscriptions à l'arrivée de Georges

Haddad à 10 h 30. Celui-ci, furieux, rompt les négociations.

«Paris I ne fait pas de sélection, ni sur la mention au bac, ni sur l'origine sociale, mais je ne peux pas accueillir au-delà de mes capacités, se défend le président. Certaines universités ne jouent pas le jeu de la non-sélection... Je ne peux pas régler les dossiers qui dépendent d'elles. » Mais pour Orossi, refusée à Paris II-Assas en économiegestion, pourtant dans son secteur, ou Žina, refusée d'abord à Nanterre pour raison de sectorisation puis à Tolbiac, dans son secteur mais demandée en second choix, cette déclaration n'a rien de rassurant. Quant à Cédric, en histoire, il n'a tout simplement reçu aucune convocation des trois facs demandées sur le système Ravel. Pour Sabrina, la situation est presque kafkaïenne: en liste d'attente en droit à Paris I, son premier choix, elle s'est entendu dire qu'elle était refusée à Paris V-Malakoff parce que c'était son second choix.

Aujourd'hui, les présidents des 17 facs d'Ile-de-France se réunissent pour faire le point. «Le président de Paris I ne peut pas céder, sinon il sera submergé, commente un professeur de mathématiques de l'université venu en curieux. Après leur réunion, ils pourront céder tous en même temps, pour répartir. » Pour maintenir la pression, les 80 de Tolbiac ont décidé de rester. Leurs camarades de Paris III et Paris X qui ont occupé leurs universités hier après-midi se sont, eux, contentés de promesses.

Catherine STERN

JEUDI 22 JUILLET 1993

On ne s'inscrit plus à Tolbiac

Les inscriptions en faculté se déroulaient presque correctement. Jusqu'à hier. Bloqué par des jeunes en colère, Tolbiac a fermé ses portes.

U jamais vu. Paris-I (Tolbiac) a fermé ses portes mardi. Les inscriptions se feront maintenant par correspondance! Ils étaient deux cents hier, bacheliers et parents, convocation à la main, à piétiner dans la rue au pied de la tour. Se heurtant, sans rien y comprendre, aux grilles et aux portes closes.

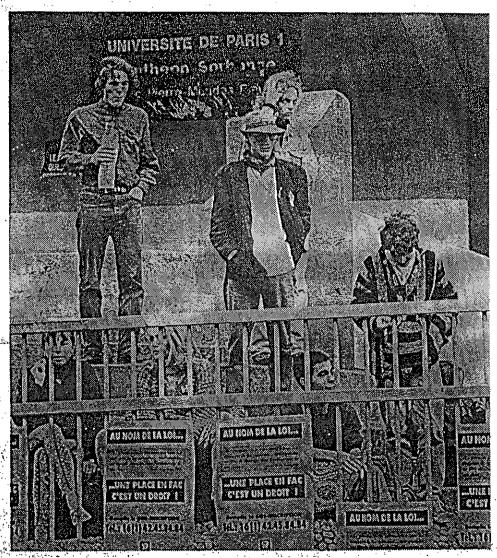
A l'intérieur, au onzième étage, il y avait cent manifestants qui venaient de passer la nuit à même le sol. Parmi eux, quatre-vingts bacheliers sans fa-culté, effrayés à l'idée de se retrouver affecté au fin fond de la banlieue.

Au milieu du groupe, Gérard et sa fille de dix-huit ans. Elle vient d'obtenir son bac. « Jusque-là tout allait bien », commente le père qui depuis le début de ses congés fait la navette entre les deux universités demandées par sa fille sur Ravel. Pourtant, la jeune ba-chelière ne souhaitait ni arts plastiques ni droit, les deux filières les plus encombrées... Elle ne demande qu'histoire, et elle n'a rien.

Yelena a elle aussi passé la l'université qu'elle aimerait intégrer en septembre «Sinon c'est l'A.N.P.E... Mais on ne

cèdera pas »
Au départ, c'est l'Unef, Union nationale des étudiants de France, qui a lancé le sit-in, mardi midi. Une majorité de non-syndiqués ont suivi le mouvement. En désespoir de cause. Les portes de la faculté se sont fermées quand la présidence a rompu les négociations. hier matin.

Juste au moment où les bache-



nuit sur le sol inconfortable de .. Pagaille à Tolbiac, hier, où bacheliers sans faculté et nouveaux inscrits ont manifesté leur colère, devant ou derrière des grilles closes. (Photo « le Parisien » Aurélie Audureau.)

pris au responsable des inscriptions, Pierre Viet, descendu répondre à leurs questions et préciser que « la faculté convoquera par correspondance les inscrits, qui devront renvoyer un dossier complet pour début septembre ». Puis aux bacheliers qui bloquaient les inscrip-

liers qui, eux, ont une place tions par leur présence dans toute chaude à Tolbiac af-fluaient, convocation en main, pour s'inscrire. Là, ils s'en sont rents confondaient avec l'Unef) qui proposait aux jeunes de leur donner leur précieuse convocation... « Nous nous occuperons de vos inscriptions ». ajoute le jeune homme. Pani-quee, une mère rattrape de peu sa grande fille en hurlant: « Mais enfin ne lui donne surtout pas ta convoc, qu'est-ce

qui te garantit qu'il t'inscrira? »... Les querelles vont s'envenimer quand des mili-tants de l'Unef-LD. s'en prendront aux manifestants Unef... Bref, hier matin, rue de Tolbiac, quelques parents finis-saient par regretter l'avant-Ra-vel. « Il fallait peut être faire la queue à 4 heures du matin devant la fac, mais au moins on nous recevait et on nous inscrivait!»Maryline Baumard

Université

Tolbiac occupée par les exclus de RAVEL

Hier encore, quatre-vingts bacheliers et plusieurs militants de l'UNEF occupaient les locaux du centre universitaire de Tolbiac,

IER encore, des bacheliers, convoqués pour leur inscription au centre universitaire Pierre Mendès-France, rue de Tolbiac, ont trouvé closes les hautes grilles de cette annexe de l'université Paris I. « Personne ne rentre, personne ne sort », expliquaient laconiquement les vigiles. Derrière l'enceinte, quatrevingts bacheliers fraîchement diplômés, encadrés par une poignée de militants de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France, marxiste), occupaient depuis quatre jours et trois nuits les locaux de cette annexe, tristement célèbre pour sa tour, dont on a dû fermer l'accès au toit il y a quelques années, suite à plusieurs suicides.

« Îl y a ici des bacheliers qui ont été victimes des erreurs du système RAVEL et à qui on refuse l'inscription dans la filière et l'université de leur choix, proclamait Laurent Frajerman, membre du bureau national de l'UNEF. Nous occupons les locaux depuis mardi midi, mais nous n'empêchons pas l'administration de procéder aux inscriptions. »

Une version des faits nuancée par les militants de l'UNEF-ID (proche des socialistes), présents eux aussi, mais côté rue. « Nous sommes là pour aider les étudiants à s'inscrire, mais ici l'UNEF bloque tout, expliquait Philippe Debruyne, membre de l'UNEF-ID. C'est dommage pour ces bacheliers, qui se font manipuler par l'UNEF. »

Outre les démêlées entre les deux frères ennemis que sont, depuis des années, les deux syndicats étudiants, l'occupation des locaux de Tolbiac a provoqué de nombreuses perturbations dans les inscriptions administratives des bacheliers convoqués ces derniers jours. « Ils ont empêché plus d'un millier d'étudiants de s'inscrire, dénonce Georges Haddad, le président de Paris I. Mercredi soir, pourtant, nous étions parvenus à un accord : si les locaux étaient libérés le jeudi midi.



Quel est vraiment le but poursuivi par l'UNEF?

je m'engageais personnellement à traiter chaque dossier et à trouver pour chacun une place dans la filière de son choix, mais pas forcément à Paris I. Nous ne pouvons pas accueillir tout le monde. Cette université compte déjà quarante mille étudiants, alors qu'elle ne peut théoriquement en recevoir qu'à peine trente mille. »

L'UNEF et les bacheliers mal orientés par RAVEL, de leur côté, campent sur leurs positions et refusent d'évacuer. Du coup, l'administration, refusant de céder, bloquait encore hier le processus des inscriptions, tout en garantissant que les bacheliers ayant reçu une convocation seraient dûment inscrits.

« Quatre-vingts place sur cinq ou six mille étudiants qui fréquentent Tolbiac, ça n'est rien», accuse l'UNEF. Les bacheliers concernés restent déterminés. « Ça fait plusieurs nuits que je passe ici, expliquait Cyril, 20 ans, qui réclamait son inscription en arts plastiques. J'ai perdu mon boulot de vacataire.

mes vacances sont foutues et si je ne peux pas m'inscrire, je perds mon sursis pour le service militaire. »

Au-delà des quelques ratés de RAVEL, qui, selon le rectorat, ne concernent que 3 % des bacheliers en Ile-de-France, certains s'interrogent sur les raisons profondes qui ont motivé les dirigeants de l'UNEF à engager cette campagne, alors que leur syndicat est en forte perte de vitesse depuis déjà quelques années. « Je regrette que les méthodes utilisées exploitent le désarrois de jeunes et je me pose des questions sur les motifs réels de l'UNEF », confie Georges Haddad, faisant discrètement allusion aux remous que pourraient éventuellement causer le vote de la loi Fillon sur l'enseignement supérieur à la rentrée. Verra-t-on, après les vacances, se reproduire les événements de décembre 1986? « Impossible à dire, répond le président de Paris I, ces mouvements-là sont imprévisibles. »

Amoud HUBERT



Bacheliers: rendez-vous au rectorat

L'UNEF continue sa bataille des inscriptions en faveur des bacheliers. Ainsi, 80 bacheliers soutenus par le syndicat étudiant occupent depuis mardi dernier la présidence de l'université de Paris-I. Ils ont passé leur troisième nuit dans les locaux de Tolbiac. Sous leur pression, le président a accepté de rouvrir les inscriptions dans toutes les filières, excepté le droit. La même détermination se constate à Nanterre ou 25 bacheliers occupent depuis jeudi les locaux administratifs. A Paris-III, 15 autres jeunes ont passé la nuit de mercredi à jeudi sur place. Tous se retrouvent aujourd'hui à 10 h 30 devant le rectorat de Paris. Ils y seront rejoints par les bacheliers qui entendent se faire inscrire à Paris-VII, Paris-VIII, Paris-IV.

23/07/93

Victoire pour la fac



Les bachellers ont gagné. Après plusieurs nuits d'occupation avec le soutien de l'UNEF; ils sont restés; hier à Tolbiac : l'issue du rassemblement et de la réunion des présidents des 17 universités — en exigeant d'être inscrits pour la rentrée prochaine. Dans la soirée, on annonçait que 3.000 bachellers sans affectation trouveraient une plaçe dans la filière de leur choix, hormis les 300 candidats en psychologie. Hier également, Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, s'est adressé à François Fillion, ministre des Universités, pour exiger une affectation pour chaque étudiant et proposer un collectif budgétaire en laveur des universités. (Photo AFP)



Désespérés parce

obtenu d'inscription
en faculté, une
trentaine de
bacheliers ont
investi les bureaux
de la présidence de
Paris-I. Hier, ils y
campaient toujours.
Nathalie, que nous
avions rencontrée il
y a quelques jours,
fait partie du
groupe.

routs passées à même le sol de la fac, Natha-lie apparaît à la porte de la présidence de l'université Paris-I. Depuis trois jours, elle occupe les lieux avec une trentaine d'étudiants qui, comme elle, n'ont pas trouvé de place en faculté.

A une quinzaine de jours de la rentrée, cette jeune bachelière, option B, de dix-sept ans, aux yeux noisette et aux cheveux blond foncé, n'a de place dans aucune -université parisienne.

En temps et heure pourtant, Nathalie avait bien pianoté sur son Minitel pour s'inscrire, par l'intermédiaire du système Ravel. Premier choix : Paris I, en droit. Second choix : Nanterre, toujours en droit.

« N'ayant pas reçu de convocation à la mi-juillet, je suis allée à Paris-I voir si j'étais sur la liste d'attente. Là, ça a été la grande déception. Je n'étais pas parmi les inscrits! Je suis donc allée à Nanterre, où l'on m'a répondu qu'on n'inscrivait pas les bacheliers qui avaient pris Nanterre en second choix...

Alors j'ai rempli la fiche rectorale et l'ai rendue. Fin août, on m'a demandé de reconfirmer mon choix. Puis plus rien. Plus de nouvelles, »

A l'issu d'un été gâché par l'incertitude, Nathalie se retrouve aujourd'hui les mains vides. Plus que de la rage, Nathalie éprouve de la tristesse et de l'incompréhension face à l'univers kafkaïen de l'administration. Mais que faire si ce n'est se résigner?

Déjà Inquiète pour l'an prochain

Et elle répète... « Une année de perdue... De toute manière, je vais suivre les cours de première année. Même sans inscription, même sans présenter les examens... Tout en étant déjà inquiète pour l'an prochain. Il faudra bien que je suive à nouveau la procédure que je viens de vivre, sachant qu'il est encore plus difficile de s'inscrire en première année si l'on est un bachelier des promotions antérieures. » Ravel ne prend pas en compte les souhaits des nouveaux bacheliers.



la filière de leur choix, mais peut-être pas dans l'établissement souhaité. Les derniers casauraient été résolus en fin de et d'enseignants, inscrit en droit, faute de place plementaire ne pourrait être semaine dernière... sauf pour Paris-I où aucun étudiant supd'attente seront affectés dans avec d'autres bacheliers. organisé l'occupation de Paris-I Ayant appris que les militants de l'UNEF. (Union nationale des étudiants de sée à l'action depuis eion le rectorat, tous les ba-heliers qui ont rempli la fiche place», elle les a rejoints et a battaient pour les «sans En attendant, Nathalie est pas France)

Maryline Baumard

Nathalie ne veut pas rester dans la rue quand elle devrait être en salle de cours. Pour faire valoir ses droits, elle participe à l'occupation de la présidence de Paris I. (Photo « le Parisien » Eve Le Polle »)

Universités: la réforme contraire à la Constitution

La loi renforçant l'autonomie des Universités adoptée le 6 juillet par le Parlement a été déclarée hier contraire à la Constitution par le Conseil constitutionnel. Le groupe socialiste au Sénat avait déposé un recours le 7 juillet auprès du Conseil constitutionnel contre cette proposition de loi présentée par le RPR et l'UDF et permettant aux universités de déroger à une quinzaine d'articles de la loi Savary du 26 janvier 1984. Ces articles portent sur les statuts, la désignation et le rôle du président et des conseils d'université, le régime financier et l'organisation des établissements.

Le Conseil constitutionnel précise dans un communiqué que «l'article

34 de la Constitution réserve au Parlement le pouvoir de fixer les règles concernant la création des catégories d'établissements publics, notamment leurs règles constitutives ». Il souligne par ailleurs que «s'agissant des établissements d'enseignement supérieur, la loi doit garantir les principes de valeur constitutionnelle de la liberté d'expression et de l'indépendance des enseignants-chercheurs et notamment des professeurs d'université». «Or, la loi permettait pour tous les établissements d'enseignement supérieur concernés l'édiction de statuts dérogeant de manière permanente aux règles constitutives relatives à l'organisation et au fonctionnement de ces établissements », ajoute-t-il. «Le législateur a ainsi méconnu en ce domaine la compétence que la Constitution lui donne», explique le Conseil constitutionnel.

La loi renforçant l'autonomie des universités «est destinée à assouplir la législation pour permettre aux universités d'expérimenter des formules nouvelles d'organisation», avait déclaré François Fillon, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en la présentant fin juin.

«La réforme proposée vise à faciliter l'adaptation des établissements au contexte local, en permettant un lien plus étroit avec les professions, les entreprises, les collectivités locales», avait-il précisé. La proposition de loi du RPR et de l'UDF avait soulevé des oppositions dans les milieux universitaires. La conférence des présidents d'université s'était déclarée «très réservée», s'inquiétant «des risques d'éclatement des établissements». Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) avait demandé le retrait du texte estimant qu'il s'agissait d'une «remise en cause du service public national».

Le groupe socialiste au Sénat, après s'être opposé en vain au projet au cours de la discussion parlementaire, avait saisi le Conseil constitutionnel. jugeant notamment que le text «étend considérablement la compe tence donnée à l'autorité réglemen taire pour déroger aux disposition législatives».

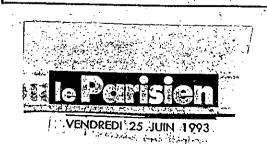
Ils avançaient également le fait qu les mesures du texte «privent de ga ranties légales la libre expression de enseignants-chercheurs et le principe, reconnu par les lois fondamen tales de la République, de l'indépen dance des professeurs d'université».

Aŀ

Universités : mobilisation remise à plus tard

ARI tenté, pari perdu... Les seize associations qui appelaient à se mobiliser contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur discuté hier ont connu le fiasco. Seuls les responsables avaient déserté les amphis ou les révisions pour venir protester derrière l'Assemblée contre la modification de la loi Savary. Tous sont mécontents que la discussion d'un tel projet ait lieu fin juin, et selon eux, l'examen du texte n'a aucun caractère d'urgence.

Pour Michel Deschamps, le secrétaire général de la F.S.U. — scission de la F.E.N. — « l'important c'est qu'autant d'associations manifestent leur opposition, même si le nombre de protestataires est symbolique ». Les associations étudiantes, l'U.N.E.F., et l'U.N.E.F.-I.D., pour la première fois au coude à coude depuis 1980, attendent le mois d'octobre pour mobiliser leurs troupes. Pour Philippe Campinchi, président de I'U.N.E.F.-I.D., « il faudra voir à la rentrée, au coup par coup dans les universités qui auront demandé une dérogation. Mais, sur la forme, on n'aborde pas une question aussi sensible en pleine période d'examens ». Pour son homologue de l'UNEF. — plus à gauche —, Bob Injey, il faut aussi attendre la rentrée. « Et nous seront très vigilants sur l'augmentation des droits d'inscription. Puisqu'il s'agit de créer des facs d'élite avec droits d'inscription élevés et des facs poubelles pour les étudiants qui ont besoin d'une aide financière » Maryline Baumard



Université

La droite en échec

Le Conseil constitutionnel abroge une loi adoptée à la sauvette. Ce texte visait à mettre les universités en concurrence. Il avait soulevé la protestation des enseignants et des étudiants.

A loi autorisant les universités à déroger aux stadtuts fixés par la loi Savary de janvier 1984 a été déclarée, mercredi, non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel. Le recours avait été déposé par les sénateurs socialistes. Dans les attendus, il est dit que « le pouvoir de fixer les règles concernant la création des catégories d'établissements publics » relève du Parlement. La décision se réfère également au respect de « la liberté d'expression et l'indépendance des enseignantschercheurs et notamment des professeurs d'université ». Fran-

cois Fillon, le ministre de l'Enseignement et de la Recherche, s'en est montré fort dépité. « Nous ne pouvons nous satisfaire d'une situation dans laquelle cinquante pour cent des jeunes Français qui entrent à l'Université en sortent sans diplôme. Il faudra bien que l'Université française évolue », a-t-il commenté. Comme si cet insunportable taux d'échec pouvait être réduit en régionalisant des universités placées sous la coupe du patronat. Tels sont en effet les objectifs explicitement exprimés dans les attendus de cette

Avec une précipitation calculée, la proposition avait été sortie dans les derniers jours de juin, en pleine période d'examens. Au cours du débat, le ministre affirmait avoir « beaucoup dialogué avec la communauté universitaire ». Pourtant le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), se saisissait lui-même de l'affaire et faisait sienne la demande de retrait de ce texte formulée par le SNE-Sup, la CGT, l'UNEF et l'UNEF-ID. La Conférence des présidents d'université, elle aussi placée devant le fait accompli, a exprimé ses vives inquiétudes.

A l'Assemblée nationale comme au Sénat, les élus communistes se sont opposés à ce texte. Ainsi, au palais du Luxembourg, Danielle Bidard réassirmait le bien-fondé de « l'autonomie des universités (qui) doit s'exercer dans un système de cohérence nationale contrôlée par la collectivité publique ». Elle montrait que le texte proposé « ne contribuera pas au respect du service public » et de ses missions. Les homologues socialistes se sont, eux aussi, opposés à ce texte et, hier, Martin Malvy s'est félicité de « la victoire du droit ». On doit cependant observer que cette loi ne faisait qu'élargir le champ des dérogations ouvert par une loi Lang du 20 juillet 1992, adoptée par le PS et la droite contre l'avis des parlementaires communistes. De plus, le 8 décembre dernier, à l'université de Créteil, Jack Lang, alors ministre de l'Education nationale et de la Culture, prononçait un discours dont les orientations ressemblaient fort à la loi Fillon-Barrot.

La décision du Conseil constitutionnel met le gouvernement dans l'embarras. Son programme prévoit « des universités autonomes et concurrentielles », bénéficiant de « financements diversifiés : collectivités locales, fondations, prêts garantis, droits d'inscription ». En pleine campagne des législatives, le 12 sevrier, le RPR organisait une conference sur le sujet. Se remémorant l'explosion qu'avait entraînée la réforme Devaquet en 1986, les dirigeants chiraquiens affirmaient leur intention d'agir au coup par coup et de ne recourir à la loi que pour lever les éventuels obstacles juridiques. C'est précisément à quoi visait le texte qui vient d'être abrogé. Dorénavant contraint d'agir au grand jour, François Fillon a déclaré hier que le gouvernement préférait renvoyer ses projets universitaires aux lendemains de la présidentielle de 1995.

MARC BLACHERE

8 - L'HUMANITE/VENDREDI 30 JUILLET 1993

Les réactions à la décision du Conseil constitutionnel

Les syndicats se félicitent de l'annulation de la loi sur les universités

De nombreux syndicats d'enseignants et d'étudiants ont accueilli avec satisfaction l'annulation par le Conseil constitutionnel de la loi, adoptée le 6 juillet au Sénat, autorisant les universités à s'organism de façon autonome en dérogeant à la loi Savary de 1984, (leur Monde, du 30 juillet). Un recours auprès du Conseil constitutionnel avait été déposé par les sénateurs socialistes.

Le SGEN-CFDT, qui avait déja signale l'inconstitutionnalité de la proposition de loi lors de la réunion du 29 juin du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la techerche (CNESER) — qui l'avait lui-même rejetée, — estime que la décision du Conseil constitutionnel « rétablit la clarté dans les règles du jeu universitaire ». Les syndicats de la Fédération syndicale unitaire de l'enseignement et de la recherche (FSU) se félicité de l'annulation d'une foi qui present de l'enseignement et de l'annulation d'une foi qui present de l'enseignement supérieur son même, les étudiants de l'enseignement supérieur son même, les étudiants de

l'UNEF approuvent une décision qui évite « la privalisation des universités et la perte de fait du caractère national des diplômes ». Tandis que ceux de l'UNEF-ID espèrent que au Matellan saura tirer les leçons de cette affaire ».

De someediesniMartifeliMalvy. président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, jeudi 29 juillet, que l'annulation de la loi sur les universités par le Conseil constitutionnel est une « victoire du droit, dont le groupe socialiste se réjouit d'autant plus qu'à l'Assemblée nationale comme au Sénat il a mené avec détermination le combat pour la désense des libertés des enseignants-chercheurs, pour l'égalité de traitement entre les universités françalses et donc, aussi, entre les étudiants »! Il estime cependant que l'annonce, par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, d'une refonte totale de la loi Savary en 1995 a justifie que la plus grande vigilance soit main-| Jenue w. Laumer Burry 38 to por

Le MONDE 3/107/93

Universités

Les étudiants manifestent leur grogne

A fièvre monte dans le milieu estudiantin. Ces derniers jours, des manifestations ont succédé aux assemblées générales dans plusieurs villes de France. Les étudiants de Nantes, de Tours, de Bordeaux, de Saint-Etienne, de Paris, de Toulouse, d'Aix dénoncent la dégradation de leurs conditions de vie et d'études. Interrogé, hier sur Radio-Monte-Carlo, Bob Injey, le président de l'UNEF, a déclaré que les étudiants connaissent aujourd'hui « une très grosse inquiétude », qui risque de provoquer un « fort sentiment de colère et de frustration », concernant principalement le manque de locaux et d'enseignants, ainsi que la diminution de 60 % de l'allocation de logement social.

Le manque de locaux et de professeurs s'est manifesté dans différentes universités à la rentrée, notamment à Tours, où les 3.700 étudiants en sciences humaines de la faculté François-Rabelais n'ont pu effectuer leur rentrée le 18 octobre, différée d'une semaine en raison d'une augmentation d'au moins 35 % des effectifs. A Nantes, trois manifestations, réunissant de 1.000 à 3.000 personnes, ont été organisées la semaine dernière dans les bâtiments de la nouvelle faculté des lettres. Jeudi dernier, un nouveau défilé a rassemblé 3.000 étudiants pour protester contre la réforme de l'allocation de logement social et la pénurie de locaux.

A Toulouse, de 97.000 élèves

à 107.000 dans la région Midi-Pyrénées. Certains étudiants n'ont pas pu s'inscrire en troisième cycle. Deux assemblées générales ont réuni à l'université du Mirail un millier de personnes. Enfin, des centaines d'étudiants ont manifesté, jeudi, devant le rectorat d'Aix-en-Provence. Prévue pour accueillir 8.000 élèves, la fac de lettres d'Aix en compte cette année

Sur Radio-Monte-Carlo, Bob Injey a rappelé que son syndicat, l'UNEF, organise, aujourd'hui, une journée nationale d'action. Une journée pour réclamer - notamment par la signature de pétitions et des manifestations - « le retrait de la réforme de l'allocation de logement social », dont les condi-tions doivent être revues à la baisse, et le déblocage de « crédits d'urgence pour permettre l'embauche d'enseignants » et l'ouverture de nouveaux locaux dans les universités surchargées, a annoncé le président de l'UNEF. La journée nationale d'action d'aujourd'hui intervient à quelques jours de la discussion à l'Assemblée nationale, le 15 novembre, du budget de l'Enseignement supérieur. Un budget qui, selon l'UNEF, tend à réduire l'encadrement pédagogique, à baisser le nombre de professeurs recrutés et à remettre en cause la recherche. « Au total, une situation dans nos facs de plus en plus dramatique qui ne fait que renforcer l'abandon et l'échec scolaire », soulien 1992, les effectifs sont passes gne l'UNEF.

2/11/93

Les syndicats

EDUCATION

étudiants mobilisent tous azimuts

L'Unef, syndicat étudiant proche du parti communiste, appelle aujourd'hui à une «journée d'action nationale» dans les facs pour protester contre les conditions de la rentrée. De son côté, l'Unef-Id (tendance socialiste) continue de faire signer sa pétition nationale contre la réforme de l'ALS (Allocation de logement social). Les étudiants suivent. Semaine agitée en perspective.

Après les grévistes d'Air France, les étudiants seront-ils les nouveaux empêcheurs de gouverner en rond ? Il est encore trop tôt pour le dire mais les syndicats de gauche, Unef et Unef-ld, continuent de mobiliser leurs troupes. Aux quatre coins de l'hexagone, les A.G. se multiplient . A Nantes, à Tours, à Aix-en-Provence, à Toulouse, à Caen, à Bordeaux, on a assisté la semaine dernière aux premiers accès de colère avec des manifestations rassemblant de 500 à 3000 étudiants. Les facs souffrent de sureffectifs. Les étudiants se plaignent du manque de moyens débloqués pour combier les déficiences en locaux, en profs. Ils connaissent «une très grosse inquiétude» qui risque de provoquer «un fort sentiment de colère et de frustration» a déclaré hier Bob Injey, le président de l'Unef. «Il y a un mécontentement qui dure depuis plusieurs années et qui s'aggrave, tempête un étudiant. Il s'inscrit bien sûr dans un climat social général plus que délétère». L'occasion pour les syndicats de faire monter fa mayonnaise? «Ce n'est pas encore un mouvement mais on a une campagne nationale contre la réforme de l'ALS et parallèlement des explosions ici où là, on sent une certaine agitation», indique Philippe Campinchi, le président de l'Unef-ld. Frères ennemis, les deux syndicats semblent décidés à se serrer les coudes. «On ne recherche pas les points de friction», commente-ton à l'Unef-Id. Les deux organisations étudiantes affichent donc les mêmes revendications : le retrait de la réforme de l'allocation de logement social et le déblocage de crédits pour les universités. «Le gouvernement n'oeuvre pas pour la démocratisation des études, accuse François Delapierre de l'Unef-Id. Le ministre de l'Enseignement supérieur, François Fillon a tenté de faire voter une loi cet été. Elle aurait permis aux facs de fixer leurs propres critères de sélection et d'inscription. Il a été censuré. Mais il risque bien de faire passer ses idées par le biais du vote des budgets». La discussion budgétaire à l'assemblée, prévue à la mi-novembre, sera l'occasion pour les syndicats de faire entendre leur voix. «Cette année, les étudiants suivent bien, ils ne nous rejettent pas sous prétexte qu'ils sont apolitiques», souligne un militant. La pétition que fait circuler l'Unef-Id a réuni d'ores et déjà quelques 70 000 signatures. Un «point de centralisation nationale» est prévu pour le 6 novembre prochain. Tous les délégués syndicaux seront réunis et décideront de la poursuite de leurs actions. De son côté, l'Unet organise aujourd'hui dans toutes les facs une collecte des coupons de carte orange du mois d'octobre. Elle les enverra au Ministère de l'Enseignement supérieur, réclamant leur remboursement à hauteur de 50%, comme cela a été promis depuis plusieurs . années. On mobilise donc tous azimuts.

Facs

Etudier est un droit, pas un privilège

La rentrée universitaire est marquée par les difficultés d'inscription pour de nombreux bacheliers, des moyens insuffisants, la remise en cause du droit au logement des étudiants. Questions à Bob Injey, président de l'UNEF.

(L'Comment se présente la rentrée universitaire en cours?

Bob Injey. Pour la première fois, le cap des 2 millions d'étudiants va être franchi. Cela montre que les jeunes entendent accéder à une formation de qualité. Mais les premiers échos dont nous disposons témoignent du décalage entre cette aspiration — conforme aux besoins du pays — et les conditions dans lesquelles s'effectue cette rentrée. Elles compromettent les chances de réussite de nombreux étudiants, notamment en raison de l'insuffisance des moyens débloqués, en postes d'enseignants comme en locaux.

Pouvez-vous illustrer ce propos de quelques exemples?

Beaucoup de bacheliers n'arrivent pas, eu raison de capacités d'accueil nettement insuffisantes, à s'inscrire à l'université. La situation à Aix-II est de ce point de vue particulièrement dramatique. Dans de nombreux cas, des étudiants ne peuvent être admis en TD (travaux diri-



Une forte aspiration à une formation de qualité, mais un taux d'encadrement pédagogique parmi les plus faibles d'Europe.

gés), saute de place. Ainsi, à Paris-VIII, dans certaines filières, il faudra, de ce fait, trois ans au lieu de deux pour accéder au DEUG. Sur un plan plus glo-bal, avec 50.000 étudiants supplémentaires, le ministre n'a créé que 900 postes d'enseignants pour cette rentrée. Ce qui, avec un enseignant pour 55 étudiants, réduit encore un taux d'encadrement pédagogi-que parmi les plus faibles d'Europe. Dans le même temps, les choix gouvernementaux aggravent les conditions de vie des étudiants. C'est ainsi que le ministre Fillon annonce la réducparfois la suppression — de l'ALS (aide au logement social). Pour un étudiant sans revenus, ellé passerait de 1.074 à 374 francs. Pour beaucoup, cela signifierait, soit l'impossibilité d'accéder à un logement, soit un endettement auprès du propriétaire ou d'une banque.

Face à ces préoccupations, comment réagit votre organisation?

Il s'agit pour nous de favoriser les luttes pour le respect du
droit à une formation de qualité. Nous invitons donc les étudiants à se rassembler massivement dans les filières. Il importe
d'exiger de chaque administration et du ministère le déblocage des moyens nécessaires.
Bien entendu, la question de
l'ALS mérite une attention particulière. Aussi, avons-nous
lancé une pétition nationale
adressée au ministre. Nous entendons également poursuivre
l'opération « SOS inscriptions »
jusqu'à ce qu'il ne reste plus un
seul étudiant qui n'ait trouvé de
place en faculté. Tous ceux qui

sont concernés par ce problème peuvent téléphoner au 42.45.84.84. Une campagne d'affichage accompagnera ces actions multiformes. Le thème : « étudier c'est un droit, pas un privilège ».

Ne craignez-vous pas que l'ampleur des problèmes ait un effet dissuasif?

Constatons d'abord que des bacheliers ont déjà engagé l'action, notamment avec des occupations. A Paris-I, ils ont ainsi arraché des postes d'enseignants et d'ATOSS. Ce oui est de nature à donner confiance. C'est d'ailleurs dans la perspective d'une riposte à la mesure de la gravité de la situation, que se déroulera les 11, 12, et 13 novembre, à Saint-Denis et à Bobigny, le congrès de l'UNEF. Notre appel aux étudiants à participer à la manifestation organisée ce dimanche 17 octobre à Paris par les syndicats d'enseignants de la FSU répond à cette même préoccupation.

Propos recueillis par CHRISTIAN CARRERE

Université

Danger de démantèlement

Le projet Fillon comporte un véritable risque d'écialement des universités. La conférence des présidents s'en inquiète ouvertement et regrette de n'avoir pas été consultée. La généralisation du système des dérogations en matière de financement, de contenu des formations, de conventions avec des entreprises ou des collectivités locales, livreraient en effet l'enseignement supérieur aux impératifs de la concurrence. Son application permettrait à chaque établissement de choisir ses étudiants, de fixer ses droits d'inscription, à l'image de ce qui se passe déjà dans certaines universités privées. Elle aboutirait à la remise en cause des diplômes nationaux et des garanties statutaires des personnels, notamment des ATOSS. Ce serait un retour à la logique du projet Devaquet de 1986, massivement repoussé par la communauté universitaire. Face à ce danger d'élargissement du lossé entre les fillères jugées rentables et les autres, seul le service public permet la recherche de véritables coopérations entre les établissements, les collectivités, la recherche et la production. A condition de disposer des moyens de cette mission. Il importe donc d'agir pour le doublement des crédits consacrés à l'enseignement supérieur, le recrutement de personnels enseignants et ATOSS, la construction de nouvelles universités.

En quelques mots

◆ HORIZON 2.000. Le cap des 2 millions d'étudiants sera franchi pour la première fois en cette rentrée universitaire 1993. Selon l'INSEH, cette croissance forte et rapide se poursuivra, ce chiffre devant être porté à 2,6 millions en l'an 2000. Une telle courbe appelle la formation, chaque année, de 50.000 enseignants de l'enseignement élémentaire à l'enseignement supérieur.

• FILIERES. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François Fillon, a souligné une évolution chez les 450.000 nouveaux inscrits : une certaine désaffection pour les filières technologiques courtes (IUT et STS), où l'on attendait quelque 10.000 étudiants de plus qu'en 1992, mais où, au contraire, les effectifs stagnent au profit des filières classiques longués.

● IUP. Ces structures sont au nombre de 122. Elles accueillent 15.000 étudiants, et devraient, à terme, sortir 25.000 diplômés par an avec un titre qui n'est pas reconnu par la Commission du titre d'ingénieur. Point de vue

Risques majeurs

Lors de sa gréation, en 1960, la convention médicale signée entre les médecins et la Sécurité sociale avait pour fonction d'assurer aux médecins un niveau correct de revenus et aux assurés sociaux la garantie d'accès à des soins de qualité bien remboursés. C'est aujourd'hui une logique radicalement inverse que Mª Veil est en train d'imposer. La médecine, la justice sociale sont sacrifiées à des objectifs purement comptables de limitation des dépenses de santé. Les thèmes essentiels du projet de convention médicale, déjà signé (malheureusement) par les dirigeants de deux syndicats, mais non encore approuvé par les assemblées générales, sont à l'ordre du jour depuis plusieurs années. Ce projet, non seulement formalise toutes les dispositions de pression sur les prescriptions médicales et la mise sous tutelle de plus en plus contraignante des médecins, mais surtout aggrave considérablement toutes les mesures discutées dans les projets antérieurs.

Et pourtant, le préambule du projet de convention

Et pourtant, le préambule du projet de convention proclame une vérité incontournable: « Les parties signataires se déclarent conscientes des difficultés économiques résultant de la conjoncture et de leurs consequences sur les recettes de l'assurance maladie. » Traduisons plus clairement: le déficit de l'assurance maladie est engendré par le chômage. Ce ne sont pas des excès de consommation médicale qui provoquent le déficit; autrement dit, les économies exigées (10,7 milliards de francs) seront prélevées sur une consommation médicale normale, donc

nécessaire.

Dès le début du texte, le ton est donné: « Les médecins placés sous le régime de la présente convention s'engagent dans tous leurs actes et leurs prescriptions à observer la plus stricte économie avec l'efficacité du traitement. » On pourrait épiloguer longuement sur la notion d'efficacité du traitement selon l'état du malade, Toute la nocivité et la duplicité du système apparaissent ici clairement. Il n'est plus question d'une incitation, mais d'un engagement sur des prescriptions, par essence relevant de décisions personnelles, liées à l'état du malade, engageant la responsabilité du médecin. Les engagements d'une convention collective sur les tarifs sont légitimes, mais inacceptables s'agissant de thérapeutiques.

Or, cet engagement est très précis puisqu'il s'agit de se soumettre à des « références médicales opposables », dont les objectifs sont nettement exprimés : « Les références médicales sont, d'une part, des critères scientifiques reconnus permettant notamment de définir les soins et prescriptions médicalement inutiles; d'autre part, des fréquences d'utilisation par patient de certains soins et prescriptions. » Des sanctions particulièrement sévères sont prévues pour les praticiens qui ne respecteraient pas les directives ainsi définies. C'est la mise en place d'une medecine administrative officielle, négation de toute liberté de jugement, d'appréciation sur la conduite à tenir face à un malade, supprimant toute confrontation scientifique indispensable à une médecine de qualité. C'est fort longuement qu'on pourrait épiloguer sur tous les articles de ce projet de convention, dangereuse, avilissante pour les praticiens, hypothéquant lourdement l'avenir d'une médecine humaniste de valeur.

Les médecins n'en seraient pas les seules victimes, puisque de telles pressions retentiraient immédiatement sur les malades. Ceux-ci sont déjà victimes des coupes sombres dans le remboursement des soins et des médicaments. Cette convention est liée à tout le programme gouvernemental de rationnement sur la santé. Les risques engendrés par cette convention ne concernent pas que les médecins, mais toute la collectivité. C'est aussi en pensant à leurs malades qu'il est souhaitable que les médecins donnent leur opinion et repoussent avec fermeté un tel texte.

D' Marcel Touati

Le Monde

Dimanche 31 octobre - Lundi 1 novembre 1993

Poussée de fièvre étudiante

Une poussée de fièvre est perceptible, depuis quelques jours, dans plusieurs universités et un appel à une journée d'action a été lancé, pour le 2 novembre, par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) tandis que l'autre syndicat étudiant, l'UNEF-ID, poursuit sa campagne contre la réforme de l'allocation de logement social. Cette tension, qui s'est renforcée à l'occasion d'incidents, vendredi 29 octobre, à Paris II-Assas et Paris IX-Dauphine, entre des militants d'extrême droite et des étudiants de gauche, est prise au sérieux par le ministre de l'enseignement supérieur, qui a dénoncé ces «actes de violence inadmissibles».

Après des incidents dans les universités d'Assas et Dauphine Le ministre de l'enseignement supérieur cherche à calmer l'agitation étudiante

Des incidents ont opposé, vendredi 29 octobre, dans deux universités parisiennes (Assas et Dauphine), des étudiants d'extrême droite aux syndicats ou associations étudiantes de gauche. La réaction très vive du ministre de l'enseignement supérieur montre que le gouvernement craint que l'agitation dans les universités s'étende dans les prochains jours. Dès le 2 novembre, en effet, l'UNEF appelle les étudiants à se mobiliser pour dénoncer les mauvaises conditions dans lesquelles se déroule la rentrée universitaire.

C'est peu dire que le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche prend au sérieux la sièvre soudaine qui parcourt, depuis quelques jours, le monde étudiant et universitaire. Dans la nuit du 29 au 30 octobre, il a, en effet, publié un communiqué très sévère pour condamner les incidents qui se sont déroulés, vendredi 29 octobre, à l'université de Paris-II (Assas), puis à l'université Paris-IX (Dauphine).

Ces incidents semblent en partie liés. A Assas, ils ont éclaté, à midi, lorsqu'une quinzaine de militants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) ont commencé à distribuer, sur le parvis de l'université, des tracts appelant les étudiants à se mobi-liser contre «les mauvaises conditions d'étude», «le manque d'aide sociale» et, en particulier contre les menaces qui pesent sur l'allocation de logement social. Cette initiative a provoqué une réaction immédiate et musclée d'une ving-taine d'étudiants d'extremé droite. qui souhaitaient interdire la présence ded UNEF dans ce qu'ils considerent traditionnellement comme leur fief. Au terme d'une bagarre assez violente, la police, alertée, a interpellé sept étudiants de l'UNEF qui ont été retenus jusqu'en début de soirée au commissariat central du treizième arrondissement.

Dans l'après-midi, la tension se déplaçait à Paris-IX-Dauphine, où devait se tenir, à partir de 15 h 30, à l'initiative de l'UNEF-Indépendante et démocratique et avec l'accord de la présidence de l'université, un débat sur le droit d'asile, auquel devait participer. Fode Sylla, président de SOS-Racisme. Vers 15 heures, une quarantaine de jeunes militants d'extrème-droite, affichant leur appartenance à un «collectif nationaliste étudiant», pénétraient dans l'université avec l'intention manifeste d'empêcher la tenue de cette réunion.

Réaction · . . en chaînë

Alerté, le président de Paris-IX. Ivar Ekeland, intervenait directement pour leur demander de quitter les lieux, puisqu'ils ne fai-saient pas partie des étudiants de l'université. Après avoir bousculé M. Ekeland et lui avoir expliqué qu'ils étaient venus se venger des incidents « très graves » qui s'étaient déroulés à Assas deux heures plus tôt, une dizaine des perturbateurs parvenaient à entrer dans l'amphithéâtre, injuriaient Fode Sylla et criaient des slogans racistes. Le président de SOS-Racisme, accompagné du président de l'université, préférait quitter la salle, sans encombre. Ces deux incidents ont provo-

qué, dans la soirée, une avalanche de réactions. SOS-Racisme s'inde réactions. SOS-Racisme s'ins'illée l'éconière l'allelinte à la liberté-sid'expression que tente d'imposer ministère est significative de la moite d'imposer ministère est significative de la liberté-sil'extrême droite par la violence noi crainte que ces incidents ne vienl'extrême droite par la violence ne crainte que ces incidents ne vienl'extrême droite par la violence ne crainte que ces incidents ne vienl'extrême droite par la violence ne crainte que ces incidents ne vien-

Le Maniseste contre le Front national, association animée par l'ancien député socialiste de Paris, Jean-Christophe Cambadélis. dénonce la double agression dont ont été victimes les étudiants de l'UNEF à Assas et ceux de SOS-Racisme et de l'UNEF-ID à Dauphine et appelle «à une réplique unitaire en refusant la violence».

De son côté, le Renouveau étudiant, association proche du Front national, s'est félicité du «succès de la première manifestation de sa nouvelle antenne parisienne» qui a empêché la réunion de Dauphine. Dénonçant le président de SOS-Racisme, «propagandiste de l'immigration sur notre sol», Renouveau étudiant précise qu'il «n'entend pas abandonner le terrain des facs à la gauche cosmopo-lite et prévient le ministre des universités qu'il se mobilisera chaque fois que les provocateurs de SOS-Racisme, véritables fossoyeurs de l'indentité française, seront invités à s'exprimer, avec le soutien actif des présidents d'université».

La réponse du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche n'a pas tardé. Dans la nuit de vendredi à samedi, il publiait un communiqué très vigoureux. Il «condamne les actes de violence inadmissibles intervenus et toute forme de provocation. notamment à l'encontre des représentants de SOS-Racisme. A Assas comme à Dauphine, c'est la liberté d'expression qui a été bafouée. Le droit d'association et la liberté du débat doivent être respectés. Ce devoir est celui de tous » M. Fillon demande aux présidents d'université de prendre toutes les dispositions pour assurer la sécu-rité et la liberté d'expression dans

nent alimenter et exaspérer un malaise perceptible, depuis quelques jours, dans quelques universités où les étudiants se mobilisent contre les conditions difficiles de la rentrée. C'est le cas à Nantes, où plusieurs manifestations ont eu lieu cette semaine (le Monde du 27 et du 30 octobre) et où les étudiants appellent à la grève, mardi 2 novembre, pour réclamer des locaux, des enseignants supplémentaires et une amélioration de l'aide sociale. Un début d'agitation a également été noté à Aix-en-Provence, Tours ou Poitiers, ou encore à Toulouse et Bordeaux où des manifestations sont prévues le 9 novembre.

Enfin l'UNEF vient de lancer pour le 2 novembre un «appel à tous les étudiants de France», leur demandant de se mobiliser et de développer les actions contre «la dégradation des conditions de vie et d'étude », ceci à quelques jours de la discussion à l'Assemblée nationale, le 15 novembre, du budget de l'enseignement supérieur. Quant à l'autre syndicat étudiant de gauche, l'UNCEF-ID, il poursuit sa campagne contre le projet de réforme de l'allocation de logement social et organise, le 6 novembre, à Paris, une réunion nationale sur ce dossier.

Agressions' de l'extrême droite étudiante, mobilisation des associations et syndicats de gauche (UNEF, UNEF-ID, SOS-Racisme) sur le terrain de l'anti racisme et des conditions de vie des étudiants, nervosité du gouvernement après le conflit d'Air France : cela fait beaucoup d'in-

LA TENSION MONTE DANS LES FACS

Les syndicats
étudiants
appellent à des
mouvements
un peu partout
en France.

le Jour

SAM 30 DIM 31 OCT LUN 1er NOV 1993

EDUCATION

Les syndicats étudiants chauffent les facs

Après les manifestations étudiantes de Nantes, l'Unef et l'Unef-ID, préparent une nouvelle série d'actions pour la semaine prochaine.

"Cela part très bien, cela n'a jamais été aussi vite»: à l'Unef-ID (tendance socialiste), le climat est à l'euphorie. Après la manifestation de Nantes, jeudi demier, qui a rassemblé 3.000 étudiants et alors qu'ils continuent de faire signer leur pétition contre la modification des critères d'attribution de l'ALS (allocation de logement social), les syndicats étudiants de gauche (Unef et Unef-ID) appellent «tous les étudiants de France» à se mobiliser contre «la dégradation des conditions de vie

et d'études». Mardi prochain, réunions, AG, cours «sauvages» et manifestations devraient avoir lieu dans différentes facs, à Paris et en province. «Cela monte en ébullition», commente Bob Injey, président de l'Unef (tendance communiste). «Le point central, c'est la diminution de l'allocation logement mais nos revendications vont au-delà», indique-t-on à l'Unef-ID. Inscrits au cahier de doléances, on retrouve les traditionnels motifs de mécontentement des étudiants: cours et TD surchargés, refus d'inscriptions, budgets universitaires serrés, réduction des allocations de recherche... Le mouvement déborde sur le terrain politique: l'Unef s'associera au cortège de SOS-racisme prévu le 6 novembre prochain de Saint-Sulpice à l'Assemblée

L.P.



Etudiants : journée d'action demain à l'appel de l'UNEF

L'Union nationale des étudiants en France (UNEF) organise, mardi, une journée nationale d'action. Nantes, Bordeaux, Saint-Etienne, Tours, Paris, Toulouse, Aix.. depuis plusieurs jours, les étudiants multiplient les initiatives - allant des assemblées générales aux manifestations — contre les cours et travaux dirigés surchargés, le refus d'inscriptions, la rentrée repoussée faute de moyens, le manque de professeurs, de locaux, etc. Une grève a même été décidée à Nantes pour ce mardi. Selon l'UNEF, « le sentiment de ras-le-bol est largement partagé ». La dégradation des conditions de vie et d'études se trouve aggravée par les derniers projets du gouvernement. Alnsi, le budget 1994 s'oriente vers une réduction de l'encadrement pédagogique, la baisse du nombre de professeurs recrutés, la remise en cause de la recherche et la diminution de 60 % de l'allocation logement

social. « Aujourd'hui, souligne l'UNEF, c'est notre avenir qui est en train de se jouer, et il est hors de question de le laisser brader. » Pour ce syndicat estudiantin, « c'est le moment d'amplifier l'action. d'organiser la riposte, de se faire entendre. Syndiqués ou non, c'est ensemble, dans l'unité la plus large, que nous devons nous rassembler ». Outre la journée d'action nationale de mardi prochain. l'UNEF appelle également à « préparer des manifs dans toute la France » au moment où va commencer la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. Elle propose de s'associer à la manifestation parisienne de la jeunesse, organisée le 6 novembre, par le MJCF, la JOC et S.O.S.-Racisme. Enfin, l'UNEF appelle les étudiants à en prévoir eux-mêmes : d'autres ailleurs, suivant ainsi l'exemple de Toulouse et de Bordeaux, où des manifestations sont déjà... décidées pour le 9 novembre.

LIBERATION 28/10/93

ALLOCATION

Les étudiants tremblent pour leurs logements

L'Urlef-SE et l'Unef-ID se mobilisent contre la réforme de l'allocation de logement social que le ministère veut la réviser à la baisse.

es syndicats étudiants sont sur le sentier de la guerre. La rentrée universitaire 1 peine entantée, ils sortent les bannières, L'Uncl-SE appelle à la emobilisation générale.

l'Uncf-ID veut lancer une razitation tous atimuts. Dans les fact, les réunions d'informations se multiplient, les assemblées générales se prépurant, les péritions circulant Le tout accompagné de trois lettres: Le tout accompagné de trois leures:
ALS, pour allocation de logement social. Depeir que François Fillon, le
iministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche a annoncé, jeudi
c33:septembre une réforme de cette
labée aux doudisme, deux logiques
et affrontent.

D'un coe le pouvernement ell faut moraliser l'allocation de logement social», explique François Fillon. L'idée du pouvernement est de revoir les conditions d'autribation de ecte allocation pour que le contri-buable ne subvendonne pas le loge-ment d'un codre très supéricurs. mont d'un cadre très supérieurs, sjoute son collègue du Budget, Nico-lès Servoux, Vollà deux sus, en effet, oue l'ALS ent sociale à tous les évadants des lors qu'ils habitent souls et déclarant ne par disposer de revenux. Voice en 1990 dans l'indifférence générale mise en place l'amb miserte. nérale, mise en place l'armée suivante dans la plus grande discrétion, cette disposition a commence l'un dernier à préoccuper le gouvernement

procupor le gouvernement procuper le gouvernement incért à ajouter une demi-par sur su déclaration fiscale en prenant en déclaration fiscale en prenant en déclaration fiscale en prenant en des prenant en compre la re-voir l'ALS. Ameniment de l'allocation à raclales voir l'ALS. Ameniment de l'allocation à voir l'ALS. Ameniment de l'allocation de sérieuses difficultés. Les propriétaires profitent souvent de cette manue pour remouter les loyers proposés aux étudiants. Mais surtour, en ces temps de restrictions bodgétaires, les sommes engagées donnent des sucurs froides su ministère des Frances: 2 milliards en 1993 pour les quelque 350 000 étudiants défà béadliciaires, 3 milliards en 1994, 8 à 10 milliards à tenne, aclos les prévisions de la rue de Beroy.

de Bercy.
-François Fillon a donc annoncé, le 23 septembre, an accuract dispositif (fire Libération du 24-septembre) applicable au 14-juillet 1994. Pour les boursiert, rien ne devrait changer; ilst continuerout à percevoir 1 074 francs chaque mois s'ils sont parisiens, 945 chaque most s'us sont perisient, 200 s'ils résident en province. A la rennée 1994, ils devrisent être 365 000 à pouvoir béaéficier d'une telle somme. Les sucret, en revanche, vernont leur boulget aéricusement rédait. Les éur-boulget aéricusement rédait. Les éur-boulget aéricusement rédait. Les éur-boulget aéricusement rédait. dients remedés en foyer fiscal de cons percues no touchcroat not des dent entant; il est finé à 18 000 de deux entant; il est finé à 18 000 de deux entant; il est finé à 18 000 de deux entants; il est finé à 18 000 de deux entants; il est finé à 18 000 de deux entants; il est finé à 18 000 de deux entants; il est finé à 18 000 de deux entants; il est finé à 18 000 de deux entants; il est finé à 18 000 de deux entants; il est finé à 18 000 de deux entants il est finé à 18 000 de deux france per mole, .

: An-donous do conc limite, l'allocation various and fonction de sevenet 686 france, per exemple, poor one fa-mille de 2 enfants avoc 10 000 francs de reverse. Enfin trouvère entéporte-les étudiants non bourriers mais indépendants fiscalement. A condition de percana recuement. A condition of the disposer de revenus annexes, ceux-ci soucheront 374 francs par moit, toil 700 francs de moint qu'autorité.

Au voleurs., cric l'Unclill), . On n'a jamais vu une pressation sociale boisser Ce 65%, et sans la moindre concertation - tempete Philippe Campuichi, son président Le syndicat proche du Paru socialiste ne veu: pas entendre paries de cene - pseudo. logique sociale - Certes l'ALS n'ess par parfoire, convient Philippe Carnpinchi. Evidemment il y a des abus et il faut fixer des limites. Mais on ne procède pas de cette manière sans rien dire à personne. On ne retire pas nen aire a personne. Un ne reure pas une allocation à ceux qui la reçoivent déjà et qui l'ont prévue dans leur budget. L'Uncl-ID avance donc trois revendications; que tous les bottraiers praissent recevoir l'allocation; ce que prévoir d'ailleurs le projet touscommental; due tous les cutdients actuellement bénéficieures de I'ALS puissent conserver lour droit; calm que tous les énsistents indépen-dents fiscalement puissent toucher «1074 francs et non une aumône de 374 frances.

Ce demict point est évidentment eapital S'il sceepte le ministère du Badget craint de voir une partie importente des feines quitter le fayer fiscal femiliel dent le seul but de recevoir l'allocation, Financièrement parlunt, oa ea servit done presque revena And, on on scram core prosque revenue
à la case départ. Une argumentation
intervable, selon les syndicats. Une
famille aisée, assurent-ils, aura tout
intérfet à ajouter une demi-part sur se

rappelan, hier, une militanie de Function exist une unitable de personnes à l'ans)-Censier - L'adiadiant que un seul, qui n'est pas sur la feuille d'impôts de ses pareers, qui ne recon pos é cesem de papa es este man, a le divil de laucter une alloca. tion comme les autres, - A Jessieu, les quelque sorrante militaria presenta oni surron Olbertu des objectifs de l'-action». Cither sur l'ALS? Ajoute: -le budget peau de chagein - et les conditions de travail? Plusée que de trancher, ils se sons docaré rendezvora anionia, pri boni nuc seesempte générale. En espérant cette fois, atirer un pen plus de monde, comme 1 Nance, Toulouse ou Tours, Dans cer and appeal LVTZ name & shome of des problèmes purientiers (manque d'enseignants on de locatex). Les étaquenta sout doctdoca ocurrinca y beo-

L'éupe mirante! «On avend tranquillement le voce du budget. Le 15 novembre », expliquet on au miniscie de l'Enseignement supérieur. On va perparer une oction nationale, sors doute le 9 novembres, assure Philippe Comments ou Milliant Comments. Campinchi, tandis que ! Unc:-SE pelle I manifester le 2 novembre. Mobilisation, dorc, mais aussi lobbying. Le président de l'Unef-ID multiplie les rencontres: François Fillon et le les tencontres: rrançois Filion et le groupe RPR à l'Assemblée en débud de semaine, le groupe socialiste en-suite. Hier, Pailippe Campinchi a été roça par François Mitterrand. Mais le président de la République a e-il précisé, n'est per sora de con silence. - 11 a semble indicess.

Nathaniel HERZI-ERG

ECOLES

Foulards: Bayrou calme le jeu

Le ministre de l'Education se contente de rappeler l'avis du Conseil d'Etat sur le port de signes religieux.

esemble apròs a teru perole. Une esemble apròs annonce i l'Assemblée qu'il préparait une circulaire réglementent le port du fou-lard islemique, il à rendu public, hier, le texte transmis aux rocteurs et chefs d'établissement. Cenx qui, à l'image du député RPR de l'Oise Ernest Chénière, d'établissement de l'Oise Ernest Chénière, d'établissement de l'Oise Ernest Chénière d'Assertiers de l'Assertiers de l' nière, dénonçaient une adjihad insi-dience et réclamaient une interdietion pure et simple du foulard en scroot pour leurs frais. La circulaire s'assert ca effet dans le droit fil de l'avis du Conseil d'Eus du 27 novembre 1969

-Elic en repressé en effet l'essentiel: alle port par les élèves de signes par lesquels ils entendens manifester leur Sespects as encensen manyesser sem appartenance à une religion n'est pas par lui moltante homomatible avec le principe de latelle. Toutefoit, «cette libert ne sansait permettre aux filtres d'arborer des tignes d'apparati senance religiouse qui, par leur na-nure, por les condaions dons les-quelles ils seraient ponés quelles ils services parets baseriduellement on collectivement. ou par lour caracitre osieniaioire ou revendicaif, constitueraient un acte de pression, de provocation, de pro-stlytisme ou de propagande, porteraient accinic à la dignité ou à la libert de l'eller ou d'autres membres de la communant éducative, compra-

mentraient leur sansé ou leur sécurité. persurberaient le déroulement des acsivilés d'enscignement et le rêle édicatif des ensaignants, enfin trouble-raient l'ordre dans l'établissement ou le fonctionnement normal du service public.

En rappelant est evis, François Bav-tou opte pour l'apaisement. Il n'v aura pas de nouvelle loi, comme le réclaman Chénière. Il cappelle souncion que, saud raisons médicales. «l'assi-didit aux enscignements obligatoires s'impose à tote . Personne ne pourra s impose a tous. Personae ne pourra par exemple, arguer d'interdets reli-ficus pour échapper à la piscène..... Resue l'application. Le ministre in-vite les chefs d'établissement à «appricier si un comportament a sup-pricier si un comportament constitue un acte de pression de provocation, de prostlyasme ou de propagande. El trouble l'ordre dans l'établisse-Ell trouble l'ordre dans l'établisse-most ou le fonctionnomen normal du service public. Si c'est le ost, et après avoir dialogul avec les jounes et les paronts, il appartien au chef à to-blissement (...) de prendre individuel-lement les décisions ablectaires, a l'un nourédant distribules l'hims Une proofdure disciplinaire légènement assouplie par rapport à la carea-laire Jospin du 12 décembre 1969. Mais hormis conc number François Hayrou a chorista conuncité.

EDUCATION

le Jour

SAM 30 DIM 31 OCT LUN Ter NOV 1993

Les syndicats étudiants chauffent les facs

Après les manifestations étudiantes de Nantes, l'Unef et l'Unef-ID, préparent une nouvelle série d'actions pour la semaine prochaine.

«Cela part très bien, cela n'a jamais été aussi vite»: à l'Unef-ID (tendance socialiste), le climat est à l'euphorie. Après la manifestation de Nantes, jeudi dernier, qui a rassemblé 3.000 étudiants et alors qu'ils continuent de faire signer teur pétition contre la modification des critères d'attribution de l'ALS (allocation de logement social), les syndicats étudiants de gauche (Unef et Unef-ID) appellent «tous les étudiants de France» à se mobiliser contre «la dégradation des conditions de vie

et d'études». Mardi prochain, réunions, AG, cours «sauvages» et manifestations devraient avoir lieu dans différentes facs, à Paris et en province. «Cela monte en ébullition», commente Bob Injey, président de l'Unef (tendance communiste). «Le point central, c'est la diminution de l'allocation logement mais nos revendications vont au-delà», indique-t-on à l'Unef-ID. Inscrits au cahier de doléances, on retrouve les traditionnels motifs de mécontentement des étudiants: cours et TD surchargés, refus d'inscriptions, budgets universitaires serrés, réduction des allocations de recherche... Le mouvement déborde sur le terrain politique: l'Unef s'associera au cortège de SOS-racisme prévu le 6 novembre prochain de Saint-Sulpice à l'Assemblée.

L.P



Les syndicats étudiants appellent à des mouvements un peu partout en France.

Etudiants : journée d'action demain à l'appel de l'UNEF

L'Union nationale des étudiants en France (UNEF) organise, mardi, une journée nationale d'action. Nantes, Bordeaux, Saint-Etienne. Tours, Paris, Toulouse, Aix... depuis plusieurs jours, les étudiants multiplient les initiatives - atlant des · assemblées générales aux manifestations - contre les cours et travaux dirigés surchargés, le refus d'inscriptions, la rentrée repoussée faute de moyens, le manque de professeurs, de locaux, etc. Une grève a même été décidée à Nantes pour ce mardi. Selon l'UNEF, « le sentiment de ras-le-bol est largement partagé ». La dégradation des conditions de vie et d'études se trouve aggravée par les derniers projets du gouvernement. Ainsi, le budget 1994 s'oriente vers une réduction de l'encadrement pédagogique, la baisse du nombre de professeurs recrutés, la remise en cause de la recherche et la diminution de 60 % de l'allocation logement

social. « Aujourd'hui, souligne l'UNEF, c'est notre avenir qui est en train de se jouer, et il est hors de question de le laisser brader. » Pour ce syndicat estudiantin, « c'est le moment d'amplifier l'action, d'organiser la riposte, de se faire entendre. Syndiqués ou non, c'est ensemble, dans l'unité la plus large, que nous devons nous rassembler ». Outre la journée d'action nationale de mardi prochain, l'UNEF appelle également à « préparer des manifs dans toute la France » au moment où va commencer la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. Elle propose de s'associer à la manifestation parisienne de la jeunesse, organisée le 6 novembre, par le MJCF, la JOC et S.O.S.-Racisme. Enfin, l'UNEF appelle les étudiants à en prévoir eux-mêmes d'autres ailleurs, suivant ainsi l'exemple de Toulouse et de Bordeaux, où des manitestations sont délà décidées pour le 9 noyembre.

LE GALOP D'ESSAI DES SYNDICATS ETUDIANTS

LE QUOTIDIEN 1 Novembre 1993

Manisestation contre la réforme de l'aide au logement social

Le galop d'essai des syndicats étudiants

L'annonce par le gouvernement d'une révision des conditions de l'attribution de l'aide au logement social (ALS) pour les étudiants a provoqué un tollé au sein des syndicats du monde universitaire. L'UNEF appelle pour demain à tine « journée d'action nationale », et l'UNEF-ID a lance une pétition contre

ES syndicats étudiants ont trouvé le cheval de bataille rêvé pour tenter de recondiante plutôt desabusée par les que-relles politiques. En invalidant la proposition de loi sur la rénovation de l'enseignement supérieur, le 28 juillet dernier, le Conseil consti-28 Junier dernier, le Conseil consu-tutionnel avait pourtant coupe l'herbe sous le pied des syndicats qui comptaient en faire une cible pour leur campagne de rentrée.

pour leur campagne de rentrée.

L'Union nationale des étudian de France (UNEF, proche des cor. munistes) avait dû se contenter de dénoncer les traditionnels ratés du système RAVEL. Mais depuis l'annonce du projet de loi budgétaire du ministère de l'Enseignement su du ministère de l'Enseignement su-périeur, les syndicats étudiants se mobilisent autour d'un acronyme:

l'année suivante, l'allocation de l'aide au logement social visait à l'aide au logement social visait à fournir aux étudiants une aide financière, «dégressive en fonction du revenu de l'étudiant » et «progressive en fonction de la situation familiale et du loyer payé ». Une aide qui coûte chér en temps de crise : 2 milliards de francs en 1993, 3 milliards l'année prochaine et 3 milliards l'année prochaine, et près de 8 milliards en l'an 2000.

Le ministre du Budget, Nicolas

Sarkozy, défendant l'idée de « jus-tice sociale », a annoncé qu'un réa-ménagement de l'ALS serait nécessaire, « L'idee du gouvernement est de revoir les conditions d'attribu-tion de cette allocation pour que le contribuable ne subventionne pas le logement d'un cadre très supé-

Jusqu'ici, en effet, l'ALS était parfois accordée à des étudiants vivant chez leurs parents sans tenir compte des revenus de ces derniers. « Il faut moraliser l'ALS », a donc résume François Fillon, le rappor-teur du Budget.

Concretement, l'aide serait maintenue à son niveau actuel pour les étudiants boursiers, soit mensuellement 1 074 F en région parisienne et 945 F en province. En revanche, les étudiants rattachés au foyer fiscal de leurs parents ne pourraient plus se contenter, comme actuellement dans de nombreux cas, d'une ment dans de nombreux cas, d'une déclaration sur l'honneur. L'ALS prendrait désormais en compte le revenu des parents et la situation familiale et ne concernerait que les étudiants dont les parents ont des revenus inférieurs à 18 000 F par

mois.
Les gros perdants seraient les ctudiants non boursiers et autonomes. Dans le projet de budget annoncé par le ministère de l'Ensei-

gnement supérieur. l'aide, calculée en fonction du revenu annuel de l'étudiant, retomberait à 374 F par netudiant, retomberait a 3/41° par mois, en supposant que le bénéfi-ciaire ne dispose pas d'autres reve-nus. Ce calcul se ferait sur la base d'un revenu minimum de 40 000 F annuels — soit 3 300 F mensuels — contre 20 000 F précédemment.

Ces mesures ont immédiatement soulevé des protestations de la part des disserents syndicats étudiants. Philippe Campinchi, président de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique, proche des socialistes), a clé reçu mardi dernier par Fran-cois Fillon. « Nous n'avons pas obcots rinon. « nous n avons pas ob-tenu de précisions quant au réamé-nagement de l'ALS», a anooncé Philippe Campinchi, qui sur le fond se déclare favorable à une révision des attributions tout en refusant pour les étudiants non boursiers pour les etudiants non boursiers autonomes « une baisse de 65 % de l'ALS ». « M. Fillon prend comme hypothèse qu'un étudiant gagne en moyenne 3 300 F par mois, explique de son côté Bob Injey, président de l'UNEF. A mon avis, cela fait long-temps qu'il n'a res su d'étudiants » temps qu'il n'a pas vu d'étudiants ».

Agitation

Même l'Union nationale inter-universitaire (UNI, de droite), a interpellé le 28 octobre le ministre du Logement, Hervé de Charette, dénonçant « le flou des informa-tions diffusées sur la réforme de l'ALS», « On ne peut sérieusement envisager d'amputer de 7 000 F anenvisager d'amputer de 7 000 F an-nuels le revenu de centaines de milliers d'étudiants», a ajouté I'UNI.

Les syndicats sont donc bien dé-terminés à ne pas laisser passer ces mesures qui dépendent à la fois du budget, de l'enseignement superneur et du logement. Philippe Campin-chi, le lendemain de son entrevue avec François Fillon, a été reçu par François Mitterrand, et l'UNEF-ID revendique déjà 70 000 signatures en faveur de sa pétition concer-nant l'ALS. L'UNEF, de son côté, a appelé pour demain à une «journee d'action nationale » et tente de mobiliser les troupes étudiantes au-tour des différents problèmes de locaux et de postes d'enseignants non pourvus dans certaines universités du territoire. L'UNEF-ID a appelé quant à elle « à l'agitation et à la mobilisation ». L'UNI tient cependant à ne pas faire d'« amalgame » entre le problème de l'ALS et les différentes difficultés au niveau local de la rentrée universitaire.

La semaine qui vient va également servir de galop d'essai aux syndicats étudiants qui vont ainsi pouvoir mesurer leur capacité de mobilisation au niveau national. Mis à part l'UNEF-ID, qui a operé une — relative — remontée au cours des dernières années, les syndicats souffrent d'une désaffection liée à la dépolitisation massive du monde étudiant. Avec le retour de la droite au gouvernement et l'agila droite au gouvernement et l'agi-tation sociale ambiante, les mili-tants de la gauche étudiante se prennent à rêver à un mouvement qui pourrait être l'écho des grèves de décembre 1986. Vendredi, des incidents ont éclaté aux universités de Parie II. Acces et Parie IX-Daude Paris II-Assas et Paris IX-Dauphine, opposant syndicalistes étu-diants de gauche et militants d'ex-trême droite. Il ne suffirait pas de grand-chose de plus pour que les rêves de certains deviennent le cau-chemar du souverent le cauchemar du gouvernement.

Amoud HUBERT

Grogne sur les campus

Le Figaro 03 /11/93

Grogne sur les campus

De nombreuses universités connaissent une certaine effervescence. suel d'environ 20 000 F. l'abat-

Assemblées générales. meetings, gréves sporadiques, manifestations diverses : à Paris comme en province, de nombreuses universités connaissent un début d'effer-vescence, Principal motif de l'inquiétude des étudiants, savamment entretenue par les organisations de gauche : un projet gouvernemental de réforme de l'aide au logement sociale (ALS). Destinée, comme l'a expliqué le ministre de l'Enseignement supérieur, François Fillon, à « moraliser » cette aide, bien utile à de nombreux jeunes, mais souvent détournée de son objet initial par des personnes de mau-vaise foi, la refonte envisagée répond également au souci de ménager les deniers des contribuables : instituée en 1990, dans un moment d'euphorie, par le pouvoir socialiste de l'époque, l'ALS compte actuellement 300 000 bénéficiaires et coûtera près de 3 milliards de francs à l'Etat en 1994 (contre 2 milliards cette année), en attendant d'atteindre le montant vertigineux de 8 milliards à 10 milliards de francs - soit un quart du budget de l'Enseignement supérieur - dans trois ou quatre ans.

En pratique, dans le sys-tème actuel, l'allocation de logement sociale versée aux étu-diants par les caisses d'allocations familiales est distribuée sans contrôle : il suffit de remplir une déclaration sur l'honneur selon laquelle on ne bénéficie d'aucune ressource personnelle. D'où de nombreux abus, certains jeunes de milieu très aisé percevant l'allocation voire parfois louant des chambres de bonne appartenant à leur famille -, tandis que d'autres, qui en auraient vraiment besoin, n'en bénéticient pas. Parmi les allocataires, bien rares sont ceux qui ne touchent pas l'aide maximale : 945 F par mois en pro-vince, 1 074 F & Paris.

Le projet gouvernemental vise à réintroduire des critères sociaux en réservant en priorité l'aide aux étudiants dont les familles ont les revenus les plus modestes.

Il prévoit que les boursiers (un quart des bénéliciaires environ) continueront à recevoir l'ALS, sur simple présentation de leur certificat de bourse.

Les non-boursiers auront le choix entre deux solutions: rester discalement rattachés à leurs parents. Dans ce cas, le montant de l'allocation sera calculó en fonction des ressources globales de la famille.

tement fiscal découlant d'une demi-part supplémentaire est plus avantageux que l'ALS;
- choisir l'autonomie fiscate Les ministères de l'Enseignement supérieur, du Logement et des Finances, réfléchissent au moyen d'éviler les lausses déclarations tout en aidant ceux qui en ont vraiment besoin. Le nombre de tricheurs est évalué à près de 80 000 étudiants. La déclaration de revenus pourrait être exigée. Un - revenu minimum forfaitaire - fictif pourrait être applique, sauf cas particuliers de brouille totale avec la lade broutite totale avec la ta-mille, etc., aux étudiants qui af-firment vivre « de l'air du temps », ce qui aurait pour ef-fet de ramener leur ALS à

Modalités à fixer

300 F ou 400 F

Les modalités exactes de la réforme, qui doit être discutée au Parlement lundi prochain, puis le 15 novembre, dans le cadre de l'examen des budgets des ministères du Logement et de l'Enseignement supérieur, ne sont pas encore fixees. Son application, dans le meilleur des cas, n'interviendra pas avant juillet 1994. Cela n'empêche pas les frères ennemis du syndicalisme étudiant, l'Unel dite SE (Solidanté étudiante, proche du PC) et l'Unei ID (Indépendante et démocratique, proche du PS), ap-puyés par SOS-Racisme, de mobiliser leurs troupes dans la plus pure tradition de la lutte contre la loi Devaquet en 1986 : Informations tronquées ou déformées sur le projet, amaigame avec des conditions difficiles de rentrée imputables au précédent gouvernement. dramatisation et provocations

Tout en admettant qu'« une réforme de l'ALS est Indispensable », les deux Unel récla-ment le retrait du projet de François Fillon, chacune avec ses propres armes. Hier, te ses propres armes. Hier, te syndicat communisant Unef-SE a organisé, dans différentes villes universitaires, une journée nationale d'action, prenant différentes formes. Des manidifferentes tormes. Des main-festations se sont déroulées à Paris-VIII - Saint-Denis, à Tours et & Aix-en-Provence. A Nantes, les contestataires ont cessé le travail toute la jour-née, tandis qu'à Bordeaux, à Rouen et à Toulouse, ils se réunissalent en assemblée générale sur des thèmes aussi disparates que les conditions de la rentrée universitaire, la révision de l'ALS ou la violence

per à la manifestation de la jeunesse organisée, samedi prochain, à Paris, par SOS fla-cisme à la suite d'un incident qui a opposé le président de l'association à une quarantaine d'étudiants d'extrême droite à l'université Paris-IX - Dauphine, fin octobre.

L'Unes-ID, elle, prétère poursuivre sa campagne de pétitions, qui aurait obtenu, pour l'heure, 70 000 signatures. A l'initiative de ce syndicat, des réunions d'information se sont déjà déroutées à Paris (à Censier), à Montpellier, à Clermont-Ferrand. Des assemblées générales se sont tenues à Toulouse, à Nancy, à Caen, à Tolbiac, à Villetaneuse. Le président de l'Unef-ID, Philippe president de l'Onet-to, muippe Campinchi, qui avait été reçu la semaine dernière par Fran-çois Mitterrand sur la question de l'ALS, s'est rendu hier dans l'amphithéatre de l'université du Panthéon pour haranguer les foules étudiantes et tester leur capacité de mobilisation. Ce syndicat organise à la Sorbonne, samedi 6 novembre, jour de la manifestation de SOS-Racisme, un rassemble-ment national de délégués porteurs des pétitions pour le re-

trait de la réforme de l'ALS.

« L'agitation est partie de la réforme de l'allocation, mais elle cristallise aujourd'hui les mécontentements liés aux conditions d'études et de vie des étudiants de plus en plus difficiles », explique l'Union na-tionale interuniversitaire (UNI, modérée, proche de la majo-rité), qui réclame un aménagement du projet. « On ne peut pas sérieusement envisager d'amputer de 7 000 francs par an et d'un seul coup le revenu de centaines de milliers d'étu-diants. Hervé de Charette, ministre du Logement en charge du dossier, doit ouvrir rapide-ment des négociations avec les organisations et les mu-tuelles étudiantes. La paix sur les campus est à ce prix.

Revenir sur ce que des centaines de milliers de jeunes ont tendance à considérer comme un avantage acquis est forcement impopulaire. Des agitateurs professionnels cherchent & exploiter ce méconten-tement. A Paris, les meetings d'hier n'ont rassemblé que quelques dizaines d'étudiants, mais, à Nantes, le semaine dernière, les contestataires étaient plusiours milliers. Les risques de voir le mouvement laire tache d'inite ne sont pas négligeables. Le souci de « moraliser » l'ALS est certes touable, mais to feu en vaut-il vraiment la chandelle ?

J. NALHERAE

N. FRAT

La réforme de l'allocation logement étudiant adoucie

Libération 04/11/93

La réforme de l'allocation logement étudiant adoucie

Elle sera versée à tous ceux dont les parents déclarent moins de 20 000 francs par mois.

rançois Fillon met de l'eau dans sa réforme de l'Allocation de logement social (ALS). Dans le début de bataille qui l'opposait depuis quinze jours aux syndicats étudiants, le ministre de l'Enseignement supérieur a choisi de calmer le jeu. Hier, à l'Assemblée, il a annoncé qu'il revenait sur ses «premières hypothèses de travail».

Répondant à deux questions - l'une de la socialiste Véronique Neiertz, l'autre du RPR Bruno Bourg-Broc —, il a indiqué que l'ensemble des étudiants dont les parents déclarent moins de 20 000 francs de revenus mensuels continueront à toucher l'ALS à taux plein (945 F par mois en province, l 074 F en région parisienne). Le précédent projet prévoyait de verser la totalité de l'allocation aux seuls boursiers, et de réduire ensuite son montant en fonction des revenus des parents.

Pour les familles gagnant plus de 20 000 F par mois, la situation est également adoucie. Soit l'étudiant figure sur la déclaration fiscale de ses parents, apportant donc au quotient familial une demi-part supplémentaire, et ne touche plus rien. Soit l'étudiant est fiscalement indépendant: dans ce cas, et s'il gagne moins de 3 300 F par mois, ils percevra l'ALS à taux plein. L'«hypothèse» précécente prévoyait de verser 374 E. Cette demière situation avait été particulièrement attaquée par les étudiants de l'Unef et de l'Unef-ID qui dénonçaient «une réduction de 65%». Une pétition avait reccueilli, en 15 jours, près de 100 000 signatures.

Enfin, le ministre a annoncé que ces dispositions ne concerneront, en 1994, que les nouvelles demandes. Les étudiants actuellement bénéficiaires de l'ALS continueront à la percevoir jusqu'à la fin de l'année prochaine, selon la réglementation en vigueur depuis deux ans. Celle-ci donne l'ALS à tous les étudiants, quels que soient les revenus de leurs parents. Ils leur suffit d'habiter seul et de déclarer sur l'honneur ne pas recevoir de revenus.

Ce nouveau dispositif reprend, point par point, les revendications de l'Unef-ID. Le syndicat étudiant, proche du PS, ne s'y est pas trompé. Son communiqué tient en une phrase: «Les étudiants ont gagné.»

Les étudiants de Nantes en pleine effervescence

Le Monde

06/11/93

Pénurie de locaux et d'enseignants

Les étudiants de Nantes en pleine effervescence

Plusieurs milliers d'étudiants auquels s'étaient joint des lycéens ont manifesté, jeudi 4 novembre à Nantes. C'est l'augmentation des effectifs en lettres et sciences humaines qui est à l'origine de ce mouvement de grogne partagé par les ensei-

NANTES

de notre envoyée spéciale

Ils s'attendaient à une grosse vague, ils sont confrontés à un raz-de-marée. A Nantes comme ailleurs, les enseignants de psychologie et leurs collègues de sociologie regardent, un peu ébertués, les jeunes étudiants frais émoulus du lycée se ruer dans leurs filières lycée se ruer dans leurs silières. Malgré des taux d'échec impressionnants au DEUG et des débou-Malgré des taux d'échec impressionnants au DEUG et des débouchés incertains, notamment vers les instituts universitaires de formation des maîtres (auxquels se destinent de nombreux étudiants), l'afflux de candidats est exceptionnel. Or, ces flières, fragilisées par des années de régime sec et des taux d'encadrement frisant les limites du supportable, sont particulièrement mal armées pour absorber cette poussée des effectifs. Pris de court, les enseignants nantais de psychologie et de sociologie ont décidé de mettre les pouces. En refusant, depuis le 18 octobre, date de la rentrée officielle à la faculté de lettres et sciences humaines, d'assurer le démarrage des travaux dirigés. Et les étudiants ont pris le relais, manifestant à plusieurs reprises au rectorat pour réclamer « des profs et des locaux » (le Monde du 27 et du 30 octobre). De fait, sur les 9 000 m² de locaux neufs construits dans le cadre du plan « Université 2000 », 3 000 ont bien été affectés à la faculté de lettres et sciences humaines, mais pour l'essentiel en remplacement de vieux préfabriqués."

A partir de mardi 2 novembre, le mouvement s'est amplifié avec la tenue d'une assemblée générale réunissant près de mille étudiants de toutes disciplines, bien encadrés par les militants des deux syndicats étudiants de gauche (UNEF et UNEF-ID). Des piquets de grève ont été mis en place et une «coordination étudiante» a été-créée. Leur faisant écho, une soixantaine d'enseignants de sociologie et de psychologie, mais aussi de lettres et de langues (sur les deux cents que compte la faculté), se sont réunis en assemblée générale, mercredi 3 novembre. A partir de mardi 2 novembre,

Jusqu'où ira la grogne? Pour le

moment, les étudiants semblent en plein désarroi, déjà inquiets des rumeurs de «non-validation de l'année universitaire si les TD ne sont pas assurés», intarissables sur les groupes de travaux dirigés «à quaire-vingts» et les «amphis bondés», mais relativement indif-férents aux tentatives des deux férents aux tentatives des deux UNEF de faire rebondir le mou-vement sur le problème de l'aide

sociale.

Du côté des enseignants, les psychologues, qui sont à l'origine du mouvement, alignent des chiffres. Plus de 700 étudiants à accueillir cette année en première année, des groupes de travaux dirigés qui dépassent soixante-dix étudiants, des cours assurés à 57 % par des heures complémentaires, des taux d'encadrement, enfin, de un enseignant pour soixante étudiants en psychologie alors qu'il est, en moyenne, dans alors qu'il est, en moyenne, dans l'université, de un pour quarante-

Un conflit larvé

La ruée des étudiants sur les filières lettres et sciences humaines donne un coup de projecteur brutal sur un conflit larvé qui couve, depuis des années, à l'université de Nantes. Les lettres et sciences humaines accueillent, en effet, les deux tiers des 30 000 étudiants d'une université pluridisciplinaire où les filières économiques, scientifiques et de santé pèsent d'un poids beaucoup plus lourd dans les décisions.

Ces tensions sont aussi sensibles à l'intérieur même de la faculté de lettres et sciences humaines où le déséquilibre dans la répartition des flux d'étudiants s'accentue. La réforme des DEUG, qui obligerait les différentes composantes de la faculté de lettres et sciences humaines à mettre à plat les flux d'étudiants et à les gérer en commun, a d'aitleurs fait long feu à Nantes. Le président, Jacques-Henri Jayez, assure que la dynamique sera lancée cette année pour une mise en œuvre à la rentrée 1994, mais pour le moment, la répartition des postes donne lieu à de véritables empoignades au sein du conseil d'administration de l'université. Sur les 40 postes supplémentaires alloués pour cette rentrée, le département de psychologie en a obtenu deux, auxquels le président de l'université a ajouté, en catastrophe, trois postes d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER). «Notoirement insuffisant, tonne Yves Corson, directeur — démissionnaire — du département. «Sur la base de groupes de travaux dirigés de 45 étudiants et de cours magis Corson, directeur — demission-naire — du département. «Sur la base de groupes de travaux dirigés de 45 étudiants et de cours magis-traux de 200, nous sommes face à un déficit de 1 253 heures, soit 60 % des besoins, pour la première année de DEUG. » Les ensei-gnants de psychologie réclament huit postes d'ATER «titularisa-bles l'an prochain», autrement dit une répartition plus équitable des moyens de l'université. Un réé-quilibrage qui s'annonce difficile compte tenu du coup de frein budgétaire prévu pour 1994.

CHRISTINE GARIN